



Le risque

Napoléon et le risque
à la guerre

Lanrezac et la prise
de risque mesurée
en 1914

1943 : la riposte
de Manstein sur le Donets



05
2021

Revue de
tactique générale

Le risque

Illustration de couverture :

Les Saint-Cyriens au Centre national d'entraînement commando.

© Rémi Connan/DICOD, 2013

ÉDITORIAL

*Colonel Frédéric JORDAN, rédacteur en chef,
titulaire de la Chaire de tactique générale
et d'histoire militaire*

En fonction au CDEC depuis le mois d'août 2020, c'est avec un grand plaisir que je rédige cet éditorial de la *Revue de tactique générale* pour un numéro consacré au risque. Symbole du foisonnement de la réflexion sur la tactique, c'est dans cet esprit que j'ai initié de nouvelles actions qui vont permettre à la Chaire de gagner en maturité et en expertise. En effet, la réflexion tactique qu'elle mène à présent dépasse la seule volonté de vulgariser une matière pourtant essentielle à l'exercice du métier des armes et contribue aujourd'hui, résolument et concrètement, à la formation des officiers, aux importants travaux sur le concept d'emploi des forces terrestres et à la mise à jour des documents fondateurs comme FT-02 traitant de la Tactique générale et FT-04 consacré à la manœuvre.

Aussi, toutes les contributions et articles permettent, n'en doutez pas, de nourrir bien plus que le débat, en revenant sur des sujets que l'on pensait maîtrisés, établis ou convenus, désuets voire anachroniques. Sans céder aux feux de l'actualité ou à la glorification du passé, mais sans éluder bien évidemment les enseignements de la guerre du moment ou à venir, il s'agit de mettre en perspective les principes ou les notions qui structurent la pensée du combat aéroterrestre et ce, quels que soient l'ennemi, l'équipement dont on dispose ou l'environnement dans lequel nous évoluons.

Revenir aux fondamentaux, aux définitions et au sens profond des concepts tactiques permet ainsi de consolider notre compréhension du combat et sa rationalisation ultime qu'est la tactique, dans l'engagement, la bataille et même la campagne militaire.

Parler du risque aux praticiens de la guerre, à ceux qui décident et donc choisissent puis appliquent, trouve un écho particulier dans la réflexion tactique. L'époque que nous vivons porte pourtant en elle une certaine forme de schizophrénie qui pourrait gagner la bataille. Il est demandé à chacun, de faire preuve d'imagination, de courage et de ne pas manquer d'audace en

termes d'innovation ou d'entreprise mais d'éviter autant que faire se peut la prise de risque avec, comme crédo, le principe de précaution poussé à son paroxysme. Ramené au combat et au chef militaire sur le terrain, ce dilemme exige de trouver un juste équilibre pour prendre en compte, raisonner ce risque, le mesurer, le limiter, l'accepter ou le surmonter.

L'aspect culturel, comme la maîtrise ou non de la doctrine en vigueur, ne sont pas étrangers à la façon de vivre le risque. À ce titre, comment ne pas citer la réponse de Mac Mahon au général Bonnemains commandant la cavalerie chargée d'attaquer les Prussiens sans appui d'artillerie, en 1870, à Froeschwiller : « *Depuis quand, mes généraux de cavalerie ont-ils peur ?* ». Le risque est à ce moment ignoré faute de compétence mais aussi du fait de certitudes bornées ou erronées.

Mais finalement, au-delà des perceptions ou des croyances d'un moment, c'est bien la réflexion appuyée sur la compréhension du champ de bataille, de ses espaces matériels et immatériels, de ses acteurs, de son tempo et des effets possibles à y appliquer, en amont de l'engagement, comme dans la manœuvre, qui permet d'appréhender le risque.

De Sun Tzu à Patton, répétant à l'envie « *No Guts, no Glory* »¹, en passant par Alexandre le Grand et Ludendorff, les penseurs ou praticiens militaires n'ont eu de cesse de défendre l'importance de la prise de risque pour obtenir la décision sur le champ de bataille. Napoléon considérait que l'audace était « *le catalyseur de l'événement* », ce moment clé de l'action qui permet de défaire l'adversaire. Pour lui : « *Le sort d'une bataille est le résultat d'un instant, d'une pensée : on s'approche avec des combinaisons diverses, on se mêle, on se bat un certain temps, le moment décisif se présente, une étincelle morale prononce, et la plus petite réserve accomplit* », et seule la prise de risque réfléchie offre cette opportunité. Il mettra d'ailleurs en pratique cet axiome à Rivoli, en imposant une marche forcée aux troupes de Davout, à Austerlitz en affaiblissant son flanc droit pour attirer les Austro-russes dans son piège et à Wagram, au risque d'être encerclé dos au Danube.

Plus récemment, Benjamin Pelletier, écrivain et essayiste, prône ainsi le développement de traits de caractère propres à éclairer les acteurs du risque. Ces qualités seraient pour lui « *le savoir renoncer, l'intelligence de situation et l'humilité* ». Pour d'autres, l'action militaire doit être davantage pensée comme une partie d'échecs (prise de risque, victoire en quelques coups) que comme une partie de jeu de dames (temps long, protection,

¹ Pas d'audace, pas de gloire selon une traduction française édulcorée – cette devise plutôt vulgaire est prêtée au général Patton.

destruction des pions adverses systématique). Enfin des officiers, comme le général Yakovleff, considèrent qu'une bonne compréhension du risque réside dans la capacité à le hiérarchiser pour le présenter au chef ou pour l'adapter aux circonstances. Ainsi, il estime qu'un risque, toujours nécessaire, peut être faible quand il n'engage que les modalités d'exécution de la mission, significatif s'il impacte le succès même de la mission ou critique alors qu'il peut mettre en péril la survie de l'unité. Ce schéma offre donc une marge de manœuvre pour décider de l'opportunité ou non de la prise de risque face à la situation considérée.

En outre, prenant en compte comme Richelieu, qu'à la guerre « *il faut agir par méthode et non par système* », le travail d'état-major comme la MEDOT (méthode d'élaboration d'une décision opérationnelle Terre) facilitent l'identification des risques et imposent alors la formalisation de cas non conformes. Ces derniers, face au risque consenti, favorisent la préservation de la liberté d'action du chef, notamment en garantissant la sureté de sa manœuvre et l'application de son effet majeur par des actions dites de contingence.

Autant d'outils, de facteurs et d'approches qui vont apparaître dans les articles qui vont suivre avec, comme souvent, un apport majeur de l'histoire militaire appliquée qui nourrit l'homme d'action celui qui, comme l'énonçait Bergson : « *laisse sa marque sur les événements auxquels la fortune le mêle (...)* Plus grande est la portion du passé qu'il tient dans son présent, plus lourde est la masse qu'il pousse dans l'avenir pour presser contre les éventualités qui se préparent ». Vous y trouverez le risque pris dans son acception théorique, celui que l'on subit ou que l'on prend, celui qui inspire la manœuvre ou la prise de décision et même celui que l'on essaie de maîtriser voire de réduire, de calculer ou de raisonner.

Alors, bonne lecture et en attendant vos contributions avec impatience pour les numéros à venir, notamment pour le prochain volume qui devrait traiter de la logistique et du soutien en tactique.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	5
LE RISQUE	11
Qu'est-ce que le risque ?	11
Risques et approches	15
L'approche directe pour « casser la chaîne »	16
L'approche indirecte pour « cibler le talon d'Achille »	17
L'approche globale pour « combiner les effets »	17
Sun Tzu et la prise de risque : une position complexe	19
Napoléon et le risque à la guerre	23
La seconde campagne d'Italie et les risques aggravés	24
Le franchissement du Danube, un pari à haut risque, presque perdu à Essling, gagné à Wagram, en juillet 1809	29
Le général Lanrezac : de la prise de risque mesurée à l'honneur bafoué	39
Un officier expérimenté et réfléchi	40
Un praticien de la tactique remarquable	41
La riposte de Manstein sur le Donets. Analyse opérative de la contre-offensive du groupe d'armées sud en février-mars 1943	45
Propos liminaire	45
Article de Friedhelm KLEIN et Karl HEINZ-FRIESER	50
Contexte historique et enchaînement des opérations	50
Les dix facteurs de succès opératifs	56
Conclusion	66
Comment saisir l'instant de la rupture tactique malgré la prise de risque inattendue ? Ou <i>La bataille de Solferino</i> par Yvon	71

Audace n'est pas déraison.....	85
Qui ose gagne... ou trois bonnes raisons	
de prendre des risques.	85
...Mais folie n'est pas courage	87
Éloge de la prudence.	89
Anticiper les risques.	92

De la prise de risque dans la conception	
de la manœuvre	95
Le risque pour être devant : la course automobile	95
Le risque pour dominer l'incertitude	96
Le risque pour compenser la faiblesse du dispositif	97
Le risque pour être audacieux	99

Le risque et la tactique en Afrique subsaharienne	
à travers l'essai doctrinal du capitaine	
Étienne Péroz (1890)	101
L'Afrique subsaharienne :	
un théâtre à la fois exigeant et spécifique	103
Gagner en agilité	107
L'enjeu moral de la formation du carré	111
Le pouvoir charismatique du chef	115
Conclusion.	116

LIBRES PROPOS

« Dompter <i>Kairos</i> pour vaincre ! »	
L'importance de l'instant décisif	
dans le chaos des opérations futures.....	119
L'instant décisif : un outil conceptuel majeur	
dans la planification des engagements de haute intensité ...	121
Saisir et exploiter l'instant décisif	123

La Légion arabe (1920-1956) :	
un précurseur du Partenariat Militaire Opérationnel ...	127
Contexte géopolitique :	
l'émergence de la Jordanie comme État.	128
Un modèle de transmission fondé sur la compréhension	
culturelle.	130
L'efficacité opérationnelle comme fin et moyen	133
Chronologie.	137

LE RISQUE

Qu'est-ce que le risque ?

*Thierry WIDEMANN,
directeur de l'Institut français d'analyse stratégique*

L'étymologie du terme demeure incertaine. Une des plus plausible le fait dériver du latin *resecare* qui signifie « enlever en coupant », autrement dit « trancher ». Cette hypothèse serait d'autant plus séduisante qu'elle montrerait que le mot se rattache, dès son origine, à l'idée de décision. On se souvient de Paul Valéry définissant un esprit complet comme celui « qui sait trancher et qui sait qu'il tranche ».

Dès la fin du XVI^e siècle, « se risquer » prend le sens de « s'aventurer dans une situation à l'issue aléatoire », ce qui fait apparaître l'association entre risque et incertitude. Au siècle suivant, se dégage une autre composante qui est celle du danger : un risque désigne alors un danger ou un inconvénient plus ou moins prévisible. Les deux composantes du risque, danger et incertitude se précisent au XVII^e siècle avec l'émergence de la théorie des probabilités, notamment dans la correspondance entre Blaise Pascal et Pierre de Fermat, et c'est également à cette époque que le terme de « risque » s'impose dans le vocabulaire des assurances (la Lloyd est fondée en 1688).

Mais si le rapprochement entre risque et incertitude prend une dimension nouvelle avec le calcul des probabilités et la théorie des jeux, il n'est pas pour autant une invention de l'époque moderne. Pour la pensée antique, particulièrement celle qui concerne la guerre, cette intuition était commune. Dans la conception grecque de la guerre, la fonction essentielle du stratagème est de réduire l'incertitude de la bataille et de se donner la possibilité de vaincre au moindre coût, donc de minimiser les risques. Au deuxième siècle avant notre ère, l'historien Polybe célébrait en Scipion Emilien, vainqueur de Carthage, le véritable homme d'État qui agit sans jamais oublier que la « Fortune » est changeante.

En 1921, l'économiste américain Frank Knight publie une théorie du risque dans un ouvrage célèbre (*Risk, Uncertainty and Profit*) qui a marqué les théories de la décision. Il redéfinit les concepts de risque et d'incertitude, non pour les lier, mais pour les disjoindre. Il distingue alors les décisions prises dans l'incertain, lorsqu'on ignore les probabilités de réalisation d'un événement, de celles prises dans le risque quand existe une perception des probabilités d'occurrence de l'événement redouté. Comme il est le plus souvent impossible de connaître ces probabilités exactes, la plupart des décisions prises dans des conditions réelles le sont en situation d'incertitude et non de risque, et c'est ainsi que la stratégie peut être définie comme un art de la décision en situation d'incertitude.

Le raisonnement stratégique incarnerait alors le procédé qui permet de réduire les aléas de l'action guerrière, d'en atténuer les risques au sens traditionnel du terme. L'ampleur de ce que l'on pense pouvoir prendre sur le hasard dépend du statut épistémologique que l'on accordera à une théorie de la guerre. C'est au siècle des Lumières, qui correspond au grand moment de conceptualisation de la pensée stratégique occidentale, que l'on s'interrogea véritablement sur les possibilités d'ériger l'art de la guerre en science. Le terme employé le plus couramment pour le qualifier est d'ailleurs celui de *système*. La pensée des Lumières, marquée par une confiance nouvelle dans les possibilités de la Raison, applique cette confiance à la guerre qu'elle estime pouvoir rationaliser. Le comte de Guibert s'inspire de la méthode de Montesquieu, mais se donne comme projet d'être, pour la théorie de la guerre, plus scientifique que lui. Et Joly de Maizeroy, le plus philosophe des auteurs militaires du XVIII^e siècle, inventeur du terme de « stratégie », considère que grâce à la maîtrise des hautes parties de la guerre on pourra anticiper le plan de toute une campagne et, dit-il, « en prévoir l'événement ».

La nature des guerres de l'époque, marquée par des objectifs politiques le plus souvent limités et des dispositifs de bataille rendant les mouvements offensifs hasardeux, incitait les généraux à la prudence. On évitait ainsi de trop exposer un instrument militaire coûteux en privilégiant les positions défensives. Et c'est dans de tels contextes que l'acceptation du risque se révèle payante. Elle fut la première cause des succès militaires du roi de Prusse, Frédéric II, et au siècle suivant, Clausewitz pouvait soutenir que le consentement aux pertes représentait un atout.

Si la pensée militaire du XVIII^e siècle a pu nourrir de tels rêves de rationalisation, c'est qu'elle n'avait pas entrevu l'idée clausewitzienne d'action réciproque, celle qui, selon le stratège prussien, « se dérobe par

nature à tout plan préétabli ». Cette intuition, qui caractérise le XIX^e siècle, va en quelque sorte réinjecter de l'incertitude dans la *représentation* de la guerre, illustrée par la célèbre métaphore du brouillard.

À partir de là, qu'est-ce qu'une décision rationnelle dans le risque ? Les théoriciens de la décision apportent une réponse avec ce qu'ils appellent « *l'espérance de l'utilité maximale* ». Prenons l'exemple d'une expédition en montagne où le guide aurait le choix entre deux itinéraires. Il choisit celui où le risque d'avalanche est le plus faible. Mais une coulée de neige ensevelit le groupe. On pourra lui reprocher d'avoir pris la mauvaise décision. Or c'était la bonne décision, celle qui avait l'espérance de l'utilité maximale. La contester reviendrait à confondre deux états de la connaissance, celui lors de la prise de décision et celui au moment de son issue. Il se trouve que, rationnellement, de bonnes décisions peuvent avoir des conséquences néfastes.

Mais il existe un principe, caractéristique de notre époque, qui se présente comme étant supérieur à celui de rationalité : l'impératif de prudence qui nous impose d'éviter un risque très faible dès lors qu'il peut occasionner des dégâts considérables. Cet impératif a donné naissance au « *principe de précaution* » explicitement défini à l'occasion du sommet de Rio en 1992.

L'évolution des mentalités qui a présidé à l'émergence de ce principe a été analysée par le sociologue et philosophe allemand Ulrich Beck, en 1986, dans un ouvrage traduit en français sous le titre « *La société du risque* ». À une époque où la confiance en la modernité s'est essoufflée, il décrit comment, dans nos cultures, « *la production sociale de richesses est systématiquement corrélée à la production sociale de risques* ». Ceux-ci proviennent moins de l'extérieur (les risques naturels) que de la société elle-même, par les effets de l'évolution des sciences et des techniques, effets souvent inattendus et échappant au contrôle de l'individu. Ces risques sont d'ordre écologique mais aussi sociaux et psychologiques, lorsque la perception de l'avenir devient de plus en plus marquée par la peur. « *La communauté de peur vient se substituer à la communauté de misère* », écrit-il, et l'argumentation rationnelle n'est plus capable d'endiguer la crainte qui trouve toujours davantage de quoi s'alimenter.

Comme le souligne le philosophe Francis Wolff, lors d'une conférence en 2016, la reconnaissance des droits individuels ne cesse d'augmenter et avec elle la société du risque. L'interdiction de fumer dans les lieux publics procède du droit revendiqué de ne pas être exposé à des risques que l'on n'a pas choisis. Dans le cas d'un accident chimique par exemple,

on estimera qu'il est préférable de répartir également sur une grande population un faible risque plutôt que de faire courir un risque important à quelques décontaminateurs, et cela au nom d'un principe d'humanité selon lequel les vies humaines se valent également. On constate, à travers ce type d'exemples, que les impératifs moraux, et politiques, peuvent être plus valorisés que la rationalité mathématique.

Le rapport au risque est devenu, dans nos cultures, plus problématique qu'avant. En témoigne l'usage récurrent de la formule impérative qui nous engage à « *sortir de notre zone de confort* ». Les comportements d'évitement du risque peuvent avoir de graves conséquences psychologiques, comme le démontre la philosophe et psychanalyste Anne Dufourmantelle dans son ouvrage « *Éloge du risque* » paru en 2011. L'auteur définit la névrose comme l'impossibilité d'agir en dehors des schémas familiaux : la névrose, c'est l'inhibition de l'action. Elle fait l'éloge de l'acceptation de l'incertitude, ce dont, dit-elle, la névrose à horreur : « *toute notre organisation névrotique (et nous sommes tous névrosés), consiste à faire barrage à l'inattendu* ». Fuir le risque revient donc à nous cloîtrer en nos propres pathologies.

Notre refus du risque se perçoit également à travers un phénomène qu'Ulrich Beck avait déjà étudié et qui est celui de la judiciarisation. En ce qui concerne les risques inhérents au métier militaire, les plaintes déposées par deux familles de soldats tués lors de l'embuscade Uzbin en 2008, représente, en France, un moment important. La justice s'était alors interrogée sur la possibilité d'un « *manquement à une obligation de sécurité et de prudence* ». Le problème posé est évidemment celui de la pertinence du concept de prudence dans une action militaire. Qu'est-ce qu'un assaut prudent ? Quelle manœuvre victorieuse, dans l'histoire de la guerre, pourrait se targuer de ne pas avoir été « risquée » ?

La méfiance qui s'exerce aujourd'hui devant toute prise de risque se fonde sur une évaluation (ou une surévaluation) des coûts. Mais si l'on se pose la question du coût de l'action, celle de l'inaction est plus rarement abordée (le problème grandissant de la vaccination est à cet égard révélateur). Devant la question du risque, idéalement, l'évaluation du coût de l'action relève du stratégique, celui de l'inaction relève du politique.

LE RISQUE

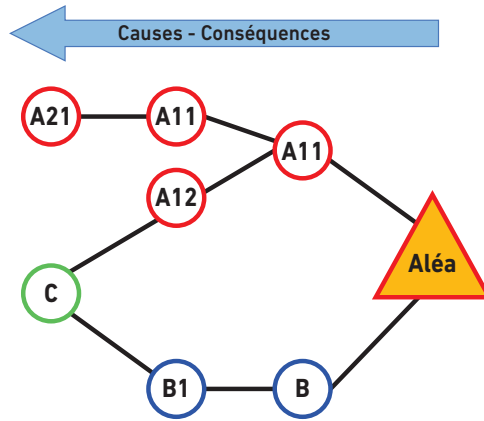
Risques et approches

*Lieutenant-colonel Sébastien RALLON,
officier à la Chaire de tactique générale
et d'histoire militaire*

L'analogie entre le management de projets et la planification d'opérations permet d'envisager que certaines considérations d'entreprise puissent opportunément irriguer la réflexion militaire. C'est le cas pour la gestion des risques, entendus comme aléas s'opposant à l'atteinte d'objectifs. La méthode utilisée dans le pilotage et la maîtrise d'activités peut en effet étayer la réflexion opérationnelle en particulier dans le choix de l'approche tactique.

Il ne faut certes pas pousser cette comparaison à son terme et imaginer *in fine* une stricte similitude entre la façon d'appréhender un danger et une menace qui sont très différents par nature, que l'on place du point de vue du praticien de la guerre ou du chef de projet civil. Cependant, l'identification des causes intrinsèques d'occurrence d'un risque lié à l'un ou à l'autre des domaines peut conditionner le choix de l'approche pour le traiter ou, à l'inverse, s'en prémunir. Lors de la conception d'une opération, l'analyse des risques liés à la manœuvre envisagée tire ainsi avantage de la compréhension de ces relations de causes à effets. Elle prend notamment la forme d'une arborescence qui illustre quelle approche est la plus pertinente : directe, indirecte ou globale.

La première étape de la méthode de management des risques consiste à identifier les causes dont les conséquences créent un incident qui est susceptible d'impacter la réalisation du projet. On obtient dès lors un arbre de causes à effets qu'on parvient rétroactivement à énumérer selon une logique de causalité.



L'arbre des causes.

Cette chaîne met en lumière des événements liés les uns aux autres selon trois catégories de relations de cause à effet :

- les risques « maillons » ou « série » (A entraîne B qui entraîne C) ;
- les risques conjonctifs (A et B entraînent C) ;
- les risques disjonctifs (A entraîne B et C).

L'approche directe pour « casser la chaîne »

Les risques maillons définissent une chaîne de causalité simple et directe où chaque aléa entraîne l'autre dans une suite logique continue qui ne s'arrête qu'à la concrétisation du danger redouté. L'image de la file de dominos dont la chute du premier entraîne inéluctablement celle de tous les suivants, illustre parfaitement ce type de relation de cause à effet.

« A entraîne B »



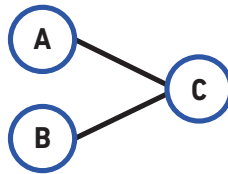
Maillons série.

Dans ce cas, l'approche opérationnelle est régie par la nécessité de casser la chaîne coûte que coûte afin d'interrompre le processus d'occurrence des aléas. En matière tactique, c'est la situation qui donne toute sa prépondérance au rapport de force favorable et donc qui préconise l'emploi d'une approche directe dans le mode d'action choisi.

L'approche indirecte pour « cibler le talon d'Achille »

Les risques conjonctifs définissent un faisceau complexe de causes nécessaires mais pas suffisantes pour déclencher l'apparition du danger. C'est concrètement le schéma classique d'un crash aérien qui s'explique la plupart du temps par une conjonction d'incidents mineurs dont la combinaison mène pourtant au drame.

« A + B entraînent C »



Maillons conjonctifs.

Ici, l'approche opérationnelle est rationalisée par le caractère nécessaire et non suffisant des conditions multiples d'apparition du danger. En somme, il suffit d'enlever un des éléments combinés déclencheurs pour empêcher le développement du risque illustré par exemple par la logique du triangle du feu¹, bien connue des pompiers. Dans le domaine opérationnel, ce cas de figure fait la part belle au ciblage tel qu'envisagé par la théorie de Warden² et privilégie l'approche indirecte visant les vulnérabilités critiques³ du centre de gravité ennemi.

L'approche globale pour « combiner les effets »

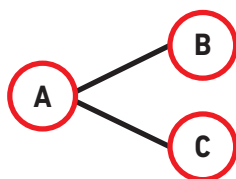
Les risques disjonctifs sont indéniablement les plus complexes à gérer car ils engendrent la fractalisation des aléas en de nouveaux incidents dont il est difficile de mesurer toutes les implications. Les risques liés à des agents chimiques ou bactériologiques, mais aussi à de simples rumeurs par exemple, peuvent déclencher ce type de réaction en chaîne dans toutes les dimensions matérielles et immatérielles.

¹ Combinaison carburant, comburant et chaleur pour l'apparition d'un feu.

² Théorie des cinq cercles établis par le Colonel (USAF) J.A. Warden III relative à l'approche systémique de l'ennemi et au ciblage stratégique.

³ Révélées grâce au « *magic square* » du Colonel (USMC) J. Strange, outil d'analyse du centre de gravité d'un système par identification de ses capacités fondamentales, ses besoins essentiels et de ses vulnérabilités critiques.

« A entraîne B + C »



Maillons conjonctifs.

Dans ce dernier cas de figure, la réponse en matière de gestion des risques doit d'emblée proposer une dimension multisectorielle, car la seule façon de contenir l'extension exponentielle des dangers réside dans la capacité à mettre en œuvre des actions visant la combinaison dynamique des effets. C'est l'avènement de l'approche globale qui est la norme d'engagement des plans de campagne interinstitutionnels dans lesquels la seule composante militaire ne peut que participer à réalisation des effets nécessaires à l'atteinte des objectifs stratégiques. C'est un mode d'engagement privilégié pour la résolution des conflits hybrides ou asymétriques, complexes par nature.

En conclusion, l'arbre des causes mérite l'attention éclairée du militaire quand il propose une analyse des risques susceptible de conditionner le choix de l'approche tactique. Plus largement, il développe aussi l'ouverture d'esprit suffisante pour envisager des idées de manœuvre alternant les approches directe, indirecte et globale dans la même séquence de combat en fonction des risques encourus mais aussi de l'environnement de l'engagement. Fort de cette analyse méthodique, le chef militaire peut alors élaborer des mesures préventives ou définir des indicateurs à suivre dans le plan de collecte de renseignements (PREO⁴), déclenchant en particulier la mise en œuvre des plans de contingence. Enfin, il dispose ainsi d'une cartographie des risques résiduels évalués à l'aune d'éléments rationnels pour définir, en son âme et conscience, une « zone d'appétence » pour des risques, certes, mais des risques calculés.

⁴ Préparation Renseignement de l'Environnement Opérationnel.

LE RISQUE

Sun Tzu et la prise de risque : une position complexe

*Lieutenant-colonel Yann COUDERC,
officier de programme à la Section technique
de l'armée de Terre*

Dans son *Art de la guerre*, traité militaire rédigé au IV^e siècle avant notre ère, le stratège chinois Sun Tzu semble se montrer particulièrement « frileux » quant à la prise de risque au cours des batailles. Nulle part dans le traité, le courage ou l'audace n'apparaissent en effet comme des qualités nécessaires au général. Une unique maxime évoque explicitement cette notion :

« Un général avisé prend toujours en compte, dans ses supputations, tant les avantages que les inconvénients d'une option. Il voit les profits et peut tenter des entreprises ; il ne néglige pas les risques et évite les désagréments. »¹ (Chapitre 8)

Mais dans ce passage, isolé, il n'est pas flagrant que Sun Tzu invite à la témérité. Car c'est la raison qui semble prévaloir à travers tout le traité : Sun Tzu porte en effet aux nues le calcul et la planification et laisse entendre qu'il est toujours possible d'être suffisamment bien renseigné pour permettre une prise de décision judicieuse – pour peu que l'on dispose du génie militaire permettant de faire les liens entre les faisceaux d'informations recueillis.

Nous sommes donc ici à l'opposé de Clausewitz, pour qui le brouillard de la guerre est permanent, et chez qui le général ne peut que prendre des décisions dans l'incertitude de leur réussite future. Pourtant, Sun Tzu ne perçoit pas la guerre comme totalement dépourvue de hasard et d'incertitude. Le risque existe bien :

¹ Les citations de cet article proviennent de : Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, traduction de Jean Lévi, éditions Champ Flammarion.

« *Tout engagement présente des avantages comme des risques.* »
(Chapitre 7)

« *Si l'on veut s'emparer de la victoire, il faut la cueillir au milieu du danger.* »
(Chapitre 11)

Il est toutefois possible de se demander si Sun Tzu ne parle pas seulement ici du danger de se faire tuer, danger que court tout soldat (il y aura des morts, mais on ne peut savoir lesquels ; le général lui-même est exposé à une flèche perdue ou précise). Tel que présenté à travers tout le traité, le résultat d'une bataille ou d'une guerre relève donc plus de la mécanique que du hasard. La tâche du général consiste dès lors à comprendre ces rouages et à évaluer au mieux les facteurs entrant en ligne de compte pour la victoire.

En définitive, Sun Tzu observe que l'activité guerrière présente de réels risques. Pour autant, il semblerait qu'il cherche à minimiser ces derniers. Alors, « *L'Art de la guerre* » rejette-t-il définitivement la devise « *Qui ose gagne* » ? Oui et non ! Examinons en effet le passage suivant :

« *Autrefois, on considérait comme habiles ceux qui savaient vaincre sans péril ; ils ne bénéficiaient ni de la réputation des sages ni de la gloire des preux ; avec eux, pas de combats douteux ; l'issue n'était pas douteuse, en ce que, quelle que fût la stratégie employée, ils étaient nécessairement victorieux car ils triomphaient d'un adversaire déjà à terre.* »
(Chapitre 4)

Nous déduisons que, dans les temps anciens (c'est-à-dire dans l'idéal), ceux qui étaient couverts de gloire étaient les preux. Pour autant, Sun Tzu déclare que ce n'est pas ce qu'il faut rechercher : les vrais militaires dignes d'être glorifiés, les « habiles », sont ceux qui vainquent sans péril, ayant tout mis en œuvre pour que la victoire soit certaine.

Sun Tzu n'envisage pas de gagner des délais par une prise de décision trop instinctive, trop impulsive : louant la planification, il n'accepte la prise de risque que si cette dernière est finement évaluée par une collecte et une analyse du maximum d'informations possible. La sagesse et la raison doivent tempérer les velléités du chef militaire, le courage seul ne pouvant, selon lui, que conduire au désastre.

Ce principe pourrait être vu comme dangereux si le général en venait à être inactif, redoutant toujours une ruse de l'adversaire et ne prenant plus aucun risque. Le renseignement peut à cet égard agir comme une drogue. Le général peut en effet se retrouver paralysé, redoutant toujours une ruse

de l'adversaire car n'ayant jamais la pleine certitude de sa position, sa force ou ses intentions. Il subirait systématiquement l'action et ne serait jamais maître du « tempo ». Quand il se déciderait enfin à enclencher une manœuvre, il serait toujours trop tard : attendre d'en savoir assez pour agir en toute lumière condamne finalement à l'inaction.

Pour autant, affirmer que le système suntzéen ne peut qu'aboutir à la paralysie sur le champ de bataille relèverait d'une lecture incomplète de « *L'Art de la guerre* » :

« Qui sait quand il faut combattre et quand il faut s'en abstenir sera victorieux. » (Chapitre 3)

Sun Tzu exhorte bien à la prise rapide de décision et à une recherche de sidération de l'adversaire : celui qui prend l'ascendant en termes de renseignement peut, de fait, bénéficier de l'initiative.

« Une armée [...] frappe avec la soudaineté de la foudre. » (Chapitre 7)

« À la guerre, tout est affaire de rapidité. » (Chapitre 11)

Cette foudroyance repose sur l'effet de surprise :

« Attaquez là où il ne vous attend pas ; surgissez toujours à l'improviste. » (Chapitre 1)

Pour cela, la réactivité – impliquant une nécessaire dose de prise de risque – est indispensable :

« Le grand chef de guerre [...] ne laisse jamais passer l'occasion de la victoire. » (Chapitre 4)

« Les grands capitaines des temps jadis [...] savaient entreprendre une action sitôt qu'elle était opportune et y renoncer dès lors qu'elle ne présentait pas d'avantage. » (Chapitre 11)

Le stratège chinois conserve donc clairement à l'esprit que l'enjeu de la supériorité informationnelle est la supériorité décisionnelle. Le général ne doit pas attendre passivement de recevoir suffisamment de renseignements ; il doit en amont penser toute son organisation pour que celle-ci lui fournisse à temps la bonne information.

Nous avons ainsi là un trait singulier du système développé par Sun Tzu, rarement exprimé par les stratèges ultérieurs. Pourtant, il est en parfait accord avec la pratique actuelle. En effet, si la prise de risque des grands militaires du passé est aujourd'hui vantée – surtout lorsqu'elle a réussi –



force est de constater que cette valeur est paradoxalement combattue : qui dit prise de risque sous-entend mise au ban en cas d'échec. D'où un alourdissement de la planification, supprimant toute initiative des subordonnés de peur qu'une trop grande liberté conduise à des morts !

Cette absence contemporaine de prise de risque ne prémunit absolument pas de l'échec, mais de la punition ! (« *Nous avons tout calculé selon les abaques et appliqué la méthode de raisonnement à la lettre : nous n'avons donc commis aucune faute professionnelle...* »). Il s'agit peut-être tout simplement du principe de précaution dans les armées, prophétisé il y a 2500 ans par Sun Tzu...

LE RISQUE

Napoléon et le risque à la guerre

Général de brigade (2S) Jean-Marc MARILL

Le risque est l'essence même de la guerre. Le soldat y joue sa vie, son intégrité physique et morale, les nations leur survie. Combien de puissants peuples ou empires ont-ils été rayés de la carte du monde après une défaite militaire ? L'Assyrie disparut en 610 avant J.-C. sous l'assaut de la coalition médo-babylonienne, Carthage déclina irrémédiablement après la défaite de Zama en 202 avant J.-C. où le Romain Scipion, bientôt surnommé l'Africain, triompha du punique Hannibal ; Constantinople fut assiégée et prise en 1453 et l'empire romain d'Orient s'effaça à tout jamais, remplacé par l'empire islamique ottoman.

Le risque est donc consubstantiel à la guerre. Il est très largement majoré lorsque les aléas de la guerre se combinent à des contraintes supplémentaires parfois redoutables telle la guerre sur plusieurs fronts comme les Allemands pendant les deux guerres mondiales, des franchissements de montagne à l'instar de Hannibal dans les Alpes, d'océans comme les forces alliées en Normandie ou pour franchir de grands fleuves comme l'Irrawaddy par les troupes britanniques en février 1945. Le risque peut aussi être lié à la faiblesse de l'engagement d'une troupe peu instruite, à la cohésion insuffisante et au faible moral. Le risque le plus grand, cependant, réside dans l'inaction. Foch ne disait-il pas que de toutes les erreurs, seule l'inaction est une faute...

Ainsi, la France de la « drôle de guerre » a laissé écraser la Pologne alors qu'une vingtaine de divisions allemandes seulement couvrait la frontière occidentale de l'Allemagne face à l'armée française. Le général Gamelin avait horreur de prendre des décisions. Même lorsque ses grands subordonnés le suppliaient d'en prendre, lui expliquant que le temps lui en imposerait une, Gamelin leur fit cette affligeante réponse d'organiser une prochaine réunion pour en débattre...

Chez Napoléon, au contraire, la prise de risque est une composante majeure de sa stratégie et de sa tactique. Le goût du risque est même certainement une composante fondamentale de sa psychologie. Elle est, le plus souvent, calculée, savamment pesée, pour devenir un atout redoutable permettant de surmonter un handicap initial et de prendre un ascendant décisif sur l'ennemi. Le corollaire de la prise de risque est l'effet de surprise créé chez l'ennemi ; Napoléon sût magnifiquement exploiter l'effet de surprise comme le démontre l'exemple stratégique de la seconde campagne d'Italie en 1800. La surprise tenait à la traversée des Alpes pour déboucher en Italie avec une armée de réserve improbable créée en secret à partir notamment de jeunes conscrits. Mais cette traversée des montagnes les plus élevées d'Europe était aussi à haut risque.

En 1809, Napoléon, qui venait de vaincre en Espagne l'armée anglaise du général Moore, dut confier sa destruction finale à ses subordonnés, car l'Autriche venait de rallumer la guerre en Europe moyenne. Le risque était grand car la France impériale se battait sur trois fronts. Il fallait vaincre rapidement les Autrichiens, avec une armée de jeunes conscrits renforcée cependant par la « splendide » Garde impériale, tout en faisant face à une offensive autrichienne en Italie et en laissant la vraie *Grande Armée* se consumer sur le terrible théâtre d'opérations de la péninsule ibérique...

La prise de risque reposait donc sur l'engagement rapide de cette armée, à peine instruite, en pleine constitution avec des unités de marche et de circonstance afin de devancer les Autrichiens en Allemagne et de reprendre ainsi l'initiative. Pour terminer cette nouvelle campagne, Napoléon devait battre, ensuite, l'armée autrichienne stationnant à l'abri du plus grand fleuve d'Europe, le Danube, et le franchir en force face à l'ennemi, opération extrêmement dangereuse et risquée.

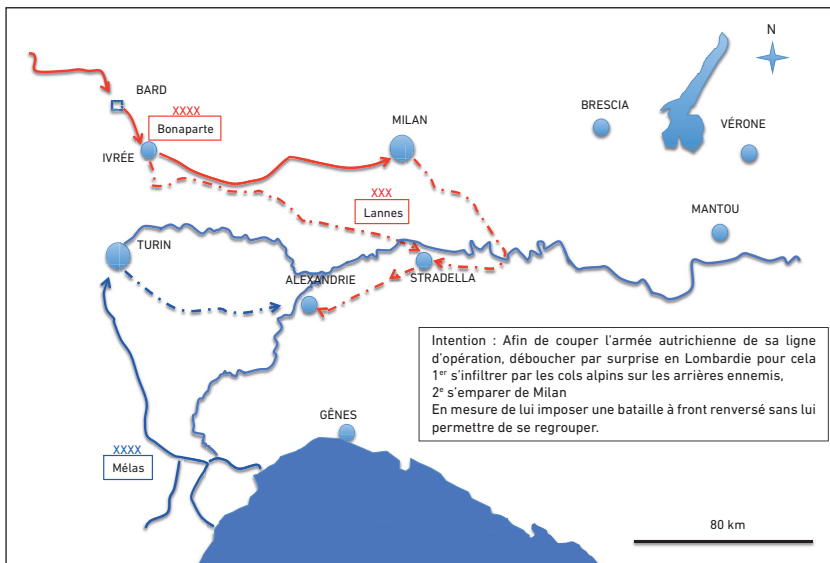
La seconde campagne d'Italie et les risques aggravés

La deuxième coalition restait, en effet, un redoutable adversaire, malgré le retrait des soldats du tsar Paul I^{er}. L'Autriche avait déployé une armée considérable de 110 000 hommes en Italie, commandée par le feld-maréchal Mélas. L'armée française du général Massena avec quarante mille hommes défendait depuis Gênes jusqu'aux Alpes, les lambeaux de territoires italiens encore sous le contrôle de l'armée française, après les défaites de l'année précédente. L'aile gauche commandée par le général Turreau tenait les grands cols alpins, et les approches du Var étaient couvertes par le général Suchet devant Nice. L'objectif immédiat de Mélas était la conquête du port génois qui permettrait de bénéficier de l'appui

de la flotte anglaise de l'amiral Keith¹. L'objectif principal restait, à terme, l'invasion de la France par le Var, lié à une offensive sur le Rhin exécutée concomitamment par le feld-maréchal Kray.

Napoléon Bonaparte conçut initialement un plan d'opérations en exploitant le saillant que constituait la Suisse entre les deux armées autrichiennes. Le général Moreau reçut le commandement de la plus puissante armée française, celle du Rhin. Le plan de Bonaparte reposait sur une coordination entre l'armée du Rhin, qui aurait eu le rôle principal, et l'armée de réserve, en appui, agissant de concert vers la Suisse en liaison avec celle de Masséna. Moreau rechignait à s'engager en Helvétie et il ne voulait agir qu'en Allemagne. Le rythme des opérations des deux généraux, en outre, était peu compatible, car la manière prudente de Moreau de commander, ne pouvait s'adapter à la vertigineuse activité du Premier Consul.

Napoléon Bonaparte décida donc d'inverser les priorités « *Ce que Moreau n'ose faire, ... je vais le faire dans les Alpes* ». Le rôle du général Moreau, de central dans la conception initiale, passa à celui plus secondaire de diversion pour assurer la surprise stratégique de la manœuvre de l'armée de réserve par les Alpes et les cols du Saint Gothard et du Simplon. En débouchant par les Alpes, avec l'armée de réserve, Bonaparte se glissait entre les deux armées autrichiennes et débouchait ainsi, par surprise, sur les arrières de Mélas, menaçant ses lignes d'opérations.



¹ Lentz Thierry, *Histoire du Grand Consulat, 1799-1804*, Pluriel, 2014, p. 332.

La création de cette armée quasi *ex-nihilo*, le 8 mars 1800, constituait, en fait, une surprise stratégique pour le renseignement adverse. Bonaparte fit tout pour masquer sa véritable intention dont dépendait le sort de la campagne. Berthier dans ses écrits sur la bataille de Marengo l'expliquait clairement : « *Toutes les mesures avaient été ordonnées de longue main, deux millions de rations de biscuits avaient deux mois avant, été confectionnées à Lyon et supposées destinées pour Toulon. Tout ce qui devait tromper M. de Mêlas sur nos desseins avait été prévu* ».

Cette armée improbable, à la cohésion incertaine, aux faibles effectifs, à peine 50 000 hommes, devait affronter la puissante armée autrichienne d'Italie, auréolée de ses derniers succès contre de grands généraux de la République. La désertion des soldats affaiblissait déjà l'armée de réserve. Une division perdit près de 4 % de ses effectifs par désertion de ses jeunes conscrits. Le plan d'opération reposait donc sur une armée de récente levée et dont la cohésion et la solidité sur le champ de bataille n'était pas assurée. La première prise de risque tenait donc à la composition même de l'armée de réserve.

Le Premier Consul quitta Paris le 6 mai et il passa en revue, en Bourgogne, des jeunes conscrits. « *L'armée de réserve tant annoncée était supposée rassemblée à Dijon ; Bonaparte s'y rend les nombreux émissaires de l'ennemi le suivent mais ils ne voient à cette grande revue que trois à quatre mille hommes, et il est naturel que tant de renseignements parvenus de tous côtés sur le peu de préparatifs des Français, aient trompé la cour de Vienne et M. de Mêlas* »².

Napoléon devait agir vite pour secourir les forces françaises déjà aux prises avec les Autrichiens du feld-maréchal Mêlas qui avait séparé le corps de Suchet de l'armée de Masséna. Suchet se replia sur le Var, et Masséna s'enferma dans Gênes, le 21 avril, pour fixer le maximum de forces autrichiennes, comme le lui demandait le Premier Consul³. Moreau commença quant à lui son mouvement sur le Rhin qu'il franchit le 25 avril.

Napoléon Bonaparte prit le commandement effectif de l'armée de réserve le 9 mai à Genève. Elle entama le franchissement risqué des Alpes le 14. Lannes commandait une puissante avant-garde forte de trois divisions dont une de cavalerie, précédant les cinq des généraux Duhesme et Victor et le corps de cavalerie du général Murat. Les divisions de cavalerie

² Berthier Alexandre (général), *Relation de la bataille de Marengo*, Paris, Imprimerie Impériale, 1805, p. 24-25.

³ Lentz Thierry, *op. cit.*, p. 327.

étaient homogènes par spécialité d'arme. Une innovation qui préfigurait la réserve de cavalerie de l'Empire. La garde consulaire était une force d'élite composée, pour l'infanterie de deux bataillons, l'un de chasseurs et l'autre de grenadiers, pour la cavalerie, d'un escadron de chasseurs à cheval et d'un escadron de grenadiers à cheval. Son artillerie est fournie par une batterie à cheval.

L'armée progressa par différents cols⁴ dont celui du Grand-Saint-Bernard, culminant à 2 472 mètres d'altitude. L'avant-garde buta sur un obstacle imprévu, au sud de la ville d'Aoste : le fort de Bard qui barrait la voie principale vers l'Italie. Ce dernier était tenu par une faible garnison de quatre cents hommes dont 52 invalides. Quarante-deux canonniers servaient une vingtaine de pièces d'artillerie dont huit canons de 16 et deux lance-bombes⁵. Cet obstacle entrava la progression d'une armée de plus de 50 000 hommes ! La position du fort de Bard, interdisait à l'artillerie et aux chariots toute avancée, mais il ne pouvait s'opposer au passage de l'infanterie.

Lannes continua sa progression avec son infanterie, mais l'artillerie et les convois restaient bloqués. Sur quarante kilomètres s'étirait une colonne dont la tête était bloquée par ce fort⁶. Berthier s'en alarmait auprès de son chef : « *Cette position est au point d'exiger une prompte décision sur le sort de l'armée, dans le cas, où elle ne pourrait pas passer le château de Bard* ». Après l'échec de nombreux assauts, l'ordre fut donné de créer un chemin de contournement pour échapper aux tirs du fort et de faire passer l'artillerie, en tirant les fûts de canon à bras d'hommes. Les troupes reprirent, dans la nuit du 25 au 26 mai, leur progression et le siège fut maintenu par le général Chabran arrivé avec sa troupe de jeunes conscrits jusqu'à la reddition dans l'honneur de la garnison qui avait si bien assumé sa mission.

L'armée de réserve avait franchi l'obstacle alpin en ordre dispersé mais sa grosse artillerie n'avait pas encore rejoint le gros des forces. Napoléon Bonaparte marqua un temps d'arrêt, aux portes du Piémont, à Ivree, pour regrouper ses forces. Un renfort de l'armée du Rhin fut fourni par prélèvement d'unités sur toutes les divisions de l'armée du Rhin, avec Moncey à leur tête. Il constituait une force d'une quinzaine de milliers d'hommes.

⁴ Au Mont Cenis, le général Thurreau, au Petit-Saint Bernard le général Chabran, au Saint Gothard, Moncey.

⁵ Frey Karl A., *Le fort de Bard, mai 1800 : une fâcheuse affaire*, Revue Historique des Armées, n° 4, 1990, p. 49.

⁶ Lentz Thierry, *Le grand Consulat, 1799-1804*, Pluriel 2014, p. 329.

Elle débouchait par le col du Saint Gothard qui lui avait été réservé compte tenu des faibles ressources alimentaires qui se trouvaient en chemin⁷. L'armée de réserve dépassait désormais les 60 000 hommes.

Les Autrichiens, de leur côté, découvraient avec stupeur, l'arrivée d'une armée française en Italie. Le feld-maréchal Mélas était pris de court. Son armée était dispersée avec notamment trente mille hommes devant Gênes, vingt-cinq mille autres dans le Var, et une partie de ses forces en pleine retraite devant Lannes. Lui-même, avec dix mille soldats, se trouvait à Turin. Les premiers combats menés contre Masséna et Suchet avaient, en outre, engendré de lourdes pertes : près de vingt-cinq mille hommes, tués, blessés, malades.

Napoléon Bonaparte avait fait de la prise de Milan son premier objectif de la campagne car il ne pensait pas pouvoir secourir Gênes avant la capitulation de Masséna. La famine y sévissait déjà. Il avait demandé au général Masséna de tenir au moins jusqu'au 31 mai. Ses soldats disaient qu'« *avant de se rendre, il nous fera manger jusqu'à ses bottes* »⁸. La famine faisait d'affreux ravages dans l'armée, la population et les milliers de prisonniers autrichiens que détenait l'armée française.

Pendant ce temps, l'objectif politique de la campagne était atteint. Milan était reconquise et la république Cisalpine rétablie. Le temps, qui s'écoulait sans réel combat, permettait également de donner de la cohésion à l'armée de réserve, source d'inquiétude pour le Premier Consul. La logistique de l'ennemi affaiblie par la prise de ses dépôts et la perte de sa ligne d'opérations, les Autrichiens évacuèrent Turin. Le 1^{er} juin, Lannes s'empara à Pavie d'immenses magasins alors que Masséna capitula le 4, à la condition de ramener son armée en France⁹.

L'effet de surprise avait été obtenu par le franchissement risqué des Alpes et permettait ainsi d'entamer la campagne d'Italie en ayant pris l'initiative stratégique.

⁷ Thiers Adolphe, *La Révolution française. Histoire du Consulat*, Paris, 1878, p. 114.

⁸ *Ibid.*, p. 125.

⁹ Selon les termes de la capitulation, 8 000 hommes par voie de terre regagnèrent le corps de Suchet, 1 500 soldats dont Masséna, et vingt pièces de canons furent emmenées par voie maritime vers Antibes. Quatre mille blessés et malades furent confiés aux bons soins des Autrichiens.

Le franchissement du Danube, un pari à haut risque, presque perdu à Essling, gagné à Wagram, en juillet 1809

L'Autriche avait réformé son armée et adoptait l'organisation en corps d'armée de Napoléon. L'archiduc Charles avait conduit ces restructurations. Trois armées avaient été mises sur pied, dont l'une commandée par l'archiduc Jean, constituée de deux corps d'armée, devant agir contre le prince Eugène en Italie. Sous le commandement de l'archiduc Charles une puissante armée de 150 000 hommes devait attaquer la Bavière, à partir de l'Inn, marquant la frontière entre les deux pays. Une troisième armée, déployée en Bohême sous les ordres du général Bellegarde menaçait également les frontières bavaroises. L'archiduc Charles pensait que la guerre d'Espagne, l'éloignement de la Grande Armée, lui donnerait le temps d'envahir ce territoire, mais une fois de plus la fulgurance de la réaction de Napoléon empêcha l'application de sa planification initiale.

La direction générale de marche des Autrichiens suivait le cours du Danube, à la rencontre des Français, en visant à Ratisbonne une liaison entre les deux ailes des deux forces autrichiennes en cas de besoin de bascule de moyens contre Napoléon. Charles devait progresser sur la rive gauche du fleuve et l'armée venue de Bohême sur la rive droite. Le début des opérations était fixé pour toutes les forces d'invasion au 10 avril. Les territoires polonais, italien et bavarois furent attaqués sans déclaration de guerre. Seule, une simple lettre adressée au roi de Bavière, lui intimant l'ordre de ne pas s'opposer à la marche autrichienne constitua le prélude diplomatique à cette guerre européenne. Le danger, pour Napoléon, était triple. Stratégiquement se battre sur trois fronts est une gageure en elle-même.

Napoléon créa une nouvelle armée exigeant, une fois de plus, un inlassable travail d'organisation. Il fallut tirer de la conscription de nouvelles levées de recrues, faire converger armement et habillement vers les dépôts régimentaires et demander aux alliés leurs quotes-parts, selon les accords, aux rois et princes de la confédération du Rhin. La conscription annuelle fut portée à 100 000 hommes, avec un rappel pour les classes antérieures de 1806, 1807, 1808 et 1809 qui n'avaient fourni que 80 000 conscrits. Ainsi des conscrits plus âgés, entre 20 et 23 ans furent incorporés. Pour pallier le manque d'instructeurs, la Garde Impériale reçut la mission d'instruire 10 000 conscrits des classes plus anciennes. Une réorganisation des unités en découla (cinq bataillons par régiment d'infanterie, création de nouveaux escadrons de cavalerie). Au total,

Napoléon pouvait compter ainsi sur 130 000 fantassins, 30 000 cavaliers, 20 000 artilleurs. La Garde impériale comptait 20 000 soldats. L'armée d'Italie comprenait 100 000 hommes¹⁰.

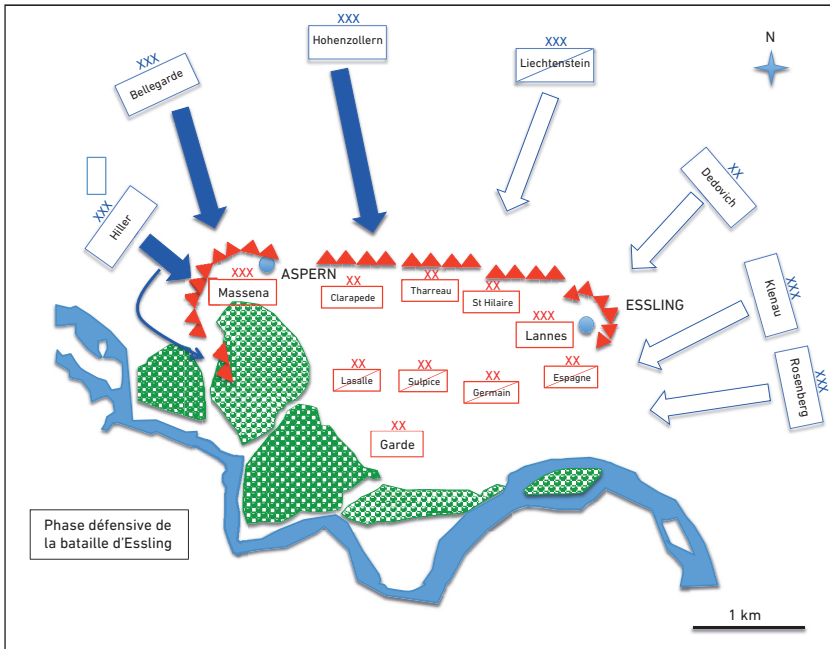
La rapidité de la réaction française et cinq victoires successives permirent de refouler les armées autrichiennes et de s'emparer de Vienne, la capitale ennemie. La menace sur la Bavière, l'Italie et la Pologne était levée. Cependant, la principale armée autrichienne de l'archiduc Charles restait une force imposante et se tenait sur la rive est du Danube, non loin de Vienne. Le grand problème tactique résidait désormais dans le franchissement en force du fleuve.

Le risque est lié à la grande difficulté que génère inévitablement tout franchissement d'une coupure importante face à l'ennemi. Le danger réside dans le fait de voir la tête de pont refoulée ou anéantie par une contre-attaque de l'ennemi qui dispose de la supériorité numérique, du feu et de la mobilité tactique.

Sur le Danube, une fois l'île de Lobau conquise, l'armée française pouvait tenter le franchissement du dernier bras devant la masse des forces Autrichiennes. Il fallait construire cependant des ponts dont l'importance serait déterminante pour l'issue de la bataille. Leur rupture constituait une véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête de Napoléon. La construction de ceux-ci fut d'ailleurs rendue difficile par manque de moyens. En effet, les Autrichiens avaient détruit ou évacué l'essentiel des moyens de franchissement : bateau, madrier, cordage, ancre, etc. Sous l'égide de Masséna et la direction effective du général Bertrand de l'arme du génie¹¹, un « *grand pont* » flottant de 438 mètres fut néanmoins construit pour franchir le premier bras du Danube, à Kaiser-Ebertsdorf, ainsi qu'un second pont de 360 mètres pour enjamber le deuxième bras. Le 19 mai 1809, à midi, ils étaient opérationnels. D'autres furent installés mais donnèrent quelques difficultés par leur grande précarité.

¹⁰ Thiers Adolphe, *Histoire de l'Empire*, tome 2, 1878, p. 116. Les chiffres précis donnés par Jean-François Brun dans le numéro 79 de *Napoléon 1^{er}, le magazine du consulat et de l'Empire*, sont de 77 543 Français, 28 285 Italiens et 2 714 Napolitains, soit un total général de 108 542 hommes.

¹¹ Jourquin Jacques, « Masséna », *Napoléon 1^{er}, le magazine du consulat et de l'Empire*, n° 44, mai-juin-juillet 2007, p. 49.



Essling

Une première rupture vint perturber, dès le 20 mai, le passage des unités sur la rive gauche. Le général Lasalle franchit néanmoins le Danube vers midi et avec quatre régiments de cavalerie légère balaya la plaine de Marchfeld¹² où il repoussa la cavalerie de Klenau¹³. Peu après, les divisions Boudet et Molitor s'emparèrent du village d'Essling¹⁴ et d'Aspern.

Vers 17 heures, le grand pont céda de nouveau sous la pression des eaux et des matériaux charriés par le fleuve. Réparé vers 3 heures du matin, il permettait à 22 500 hommes des divisions Molitor, Boudet, Legrand, Espagne, Marulaz et Lasalle de tenir une tête de pont solide. Au soir, trente mille soldats français étaient sur la rive gauche où ils étaient rejoint par Napoléon. Tout laissait alors à penser que l'archiduc Charles avait décidé de défendre des positions favorables et valorisées.

¹² Nom qui désigne, depuis Wagram, la place d'armes dans l'armée française.

¹³ Pigeard Alain, *Dictionnaire des batailles de Napoléon*, Tallandier, 2004, p. 280.

¹⁴ Qui donna son nom pour cette bataille, alors que les Autrichiens choisirent celui d'Aspern.

Or, apprenant le passage des premières unités françaises, l'archiduc déploya son armée en un vaste demi-cercle englobant les deux points d'appui français constitués par Essling et Aspern. Au matin du 21, malgré un niveau inquiétant de l'eau et la force du courant, le général Molitor plaida pour la défense de la tête de pont. Napoléon suivit son avis et la bataille du 21 mai fut menée de longues heures avec 22 000 hommes et 90 canons face aux 115 000 hommes et aux 264 pièces d'artillerie de l'armée autrichienne¹⁵.

Pendant quatre longues heures, un combat défensif fut mené. Masséna et Molitor livrèrent un combat héroïque à Aspern qui fut perdu et en partie repris. À 18 heures, l'archiduc Charles déclencha l'attaque générale. Les deux colonnes de Hiller et Bellegarde abordèrent par l'ouest la ligne de défense de Masséna et celle de Hohenzollern, attaqua le centre de la ligne française. Le maréchal Bessièrès emmena ses 16 escadrons de cuirassiers contre l'ennemi où ils jetèrent un début de confusion. Au terme d'une âpre lutte de cavalerie, où le général d'Espagne fut tué, la progression de la colonne de Hohenzollern fut arrêtée, sauvant le centre de la ligne française. En revanche, Aspern était pratiquement enlevée. Après une lutte de cinq heures, le cimetière, l'église et la lisière sud étaient perdus. La moitié des hommes de la division Molitor gisaient au sol, tués ou blessés. Les villages d'Aspern et d'Essling étaient ravagés par l'artillerie autrichienne. L'intervention des éléments de Carra-Saint-Cyr et de Legrand, firent cependant échouer l'attaque de l'archiduc Charles. Vers 22 heures, les combats cessèrent dans les deux localités. Les pertes étaient lourdes, surtout pour les Autrichiens qui combattaient essentiellement à découvert.

Le 22 mai, à trois heures du matin, la seconde journée de la bataille d'Essling débuta. La lutte reprit dans Aspern où attaques et contre-attaques se succédèrent et le village changea de mains plusieurs fois avant d'être tenu, à 7 heures du matin, à l'ouest par les Français et l'Est par les Autrichiens. À Essling, Boudet, après avoir repoussé trois attaques, fut attaqué par deux colonnes adverses. La cavalerie française et la division Demont permettait alors de sursoir à la prise du village. Tenant solidement ses deux rôles défensifs, Napoléon décida de faire effort au centre pour briser l'attaque autrichienne. Disposant de trois nouvelles divisions d'infanterie, il voulait rompre la cohérence du dispositif ennemi et broyer l'aile droite autrichienne acculée au Danube, prise en étau entre l'offensive menée au centre et Masséna. Une fois la rupture obtenue, la montée en

¹⁵ Pigeard Alain, *op. cit.*, p. 281.

ligne des divisions Friant et Gudin débouchant de Lobau aurait permis de rejeter l'aile gauche ennemie vers l'est, la séparant définitivement du reste de l'armée autrichienne.

L'attaque principale, menée par Lannes, aborda la colonne de Hohenzollern déployée sur deux lignes. La première fut rompue, mais la seconde, sauvée par l'intervention des grenadiers et la réserve de cavalerie autrichienne, ne put être disloquée. Napoléon décida alors d'engager la garde impériale à pied pour achever la rupture au centre lorsque lui parvint la nouvelle que les deux ponts principaux avaient une nouvelle fois rompu leurs amarres. La garde à cheval, une partie de la cavalerie lourde de Nansouty et légère de la division Colbert, les divisions d'infanterie Gudin et celle de Friant ne purent rallier la rive gauche. Mais le pire résidait dans l'interruption de la logistique qui privait de vivres et de munitions les troupes engagées dans les combats. Le manque de munitions détermina ainsi la suite des ordres de Napoléon.

À neuf heures du matin, l'Empereur décida d'arrêter son effort au centre, fit ralentir le rythme des tirs d'artillerie et demanda à son infanterie d'économiser ses munitions. Dès 10 heures elles manquèrent¹⁶. Lannes reçut l'ordre de se replier lentement tout en combattant. L'archiduc Charles saisit la situation dans laquelle se trouvait l'armée française et fit converger de nombreux renforts pour reprendre, vers 10 heures, l'initiative sur le champ de bataille. Il déploya 200 pièces d'artillerie sur son front d'attaque, accablant dès lors les divisions de Lannes sous un feu meurtrier. Les cavaliers français multiplièrent les charges. Quinze mille cavaliers s'affrontèrent avec une rare détermination au centre du champ de bataille.

À 11 heures, Lannes organisa une ligne de défense mais fut mortellement blessé aux jambes par un boulet. Les Autrichiens, bloqués au centre face à la résistance offerte, reprit son plan initial et donna la priorité tactique à la prise d'Aspern et d'Essling. De furieux combats se déroulèrent aux abords d'Essling, dont l'archiduc Charles souhaitait la prise pour couper la retraite de l'armée française vers Lobau. Plusieurs assauts furent lancés sur les troupes de Boudet soutenues par les fusiliers de la garde impériale.

L'archiduc Charles avait échoué, malgré son énorme supériorité numérique en hommes et en matériel, à vaincre les 60 000 hommes de Napoléon aux munitions quasi épuisées. L'armée autrichienne à bout de force, renonça

¹⁶ Lettre du major général Berthier au duc d'Auerstaet, rédigée le 22 mai 1809 à midi qui annonçait à Davout la situation critique de l'armée, suite à la rupture du pont et de l'épuisement des munitions des divisions engagées à la bataille d'Essling.

à poursuivre le combat, à l'exception de son artillerie qui continua à faire pleuvoir des obus sur les défenses françaises. L'armée autrichienne avait eu plus de 26 000 hommes hors de combat¹⁷.

Napoléon décida de replier son armée sur l'île Lobau. Cette lourde et délicate mission fut confiée au maréchal Masséna qui prit le commandement en chef lors de cette phase. Celui-ci veilla personnellement à faire évacuer tous les blessés et tous les matériels transportables. Lorsque les Autrichiens s'aperçurent du repli français, il fut le dernier à quitter la rive gauche sous les balles ennemies.

Tactiquement ces deux journées constituent un exemple de la solidité de l'armée française. Piégée soudainement par la rupture des ponts principaux, ce qui sauva du désastre l'armée autrichienne, elle changea de posture immédiatement, passant de l'offensive à la défensive pour garder le contrôle du pont qui devenait le point clef de la bataille. Pourtant, les historiens comme les contemporains de cette bataille considèrent comme un échec de Napoléon la bataille d'Essling. L'archiduc Charles devint un héros national. Cette bataille, au contraire, démontrait qu'au milieu des périls extrêmes, l'armée française savait gagner ce qu'il y avait encore à gagner, c'est-à-dire la maîtrise du champ de bataille et la liberté de mouvements permettant le repli vers l'île Lobau. Mais l'étendue des sacrifices consentis par les deux armées avait jeté la consternation dans les rangs français. Le quart des effectifs de l'armée française avait été mis hors de combat.

La terrible bataille avait rendu son verdict final. L'armée autrichienne, malgré une force de 115 000 hommes et des atouts énormes, n'avait finalement pas réussi à vaincre les 22 000 Français engagés le 21 mai et dont les effectifs furent portés graduellement à 60 000 hommes. Ceux-ci, bien qu'à court de munitions à partir de 10 heures du matin, remportèrent une bataille défensive que les circonstances lui imposèrent.

La grande erreur tactique fut d'avoir fait reposer la manœuvre sur un franchissement téméraire et précaire. Le manque de moyens de franchissement saisis à Vienne, la force de la crue du Danube et les efforts que l'armée autrichienne consentit pour gêner les opérations de franchissement expliquent les difficultés rencontrées par l'armée française à Essling, et au final l'échec de l'action en elle-même.

¹⁷ Les bulletins officiels autrichiens avouaient 20 000 tués ou blessés.

Essling ne fut pas une bataille perdue mais cependant un échec militaire, puisque le but initial, à savoir la destruction de l'armée autrichienne, n'avait pas été atteint ; échec également pour l'archiduc Charles, car l'armée française n'avait pas été vaincue, et que Vienne était toujours occupée. Mais cet échec relatif des Français pouvait générer une redoutable onde de choc en Europe et encourager un soulèvement généralisé. La victoire future se devait d'être éclatante lors de la prochaine bataille. L'archiduc Charles attendait, quant à lui sur l'autre rive avec un courage renouvelé au sein de son armée, pour rejeter dans les eaux du Danube, Napoléon et ses hommes.

Wagram

Après la bataille d'Aspern-Essling, l'Empereur déploya son activité coutumière pour combler les pertes et pour renforcer ses effectifs (formation d'unité provisoire et de marche) L'arrivée des troupes du prince Eugène et des généraux Macdonald et Marmont, arrivant d'Italie en accrurent les effets.

Le petit bras qui séparait l'île Lobau à la rive gauche était l'obstacle le plus redoutable à affronter. L'archiduc Charles, conscient de la concentration française, avait établi une ligne de fortification entre Aspern, Essling et Enzersdorf. Ses forces étaient déployées en sept corps d'armée. Napoléon choisit donc de franchir ce bras du Danube plus au sud en débouchant dans une plaine où le déploiement d'une masse de manœuvre suffisante était possible. L'idée était, grâce à de très nombreux moyens de franchissement et à la protection des batteries d'artillerie de la Lobau, de faire franchir une coupure humide en cinq heures à 150 000 hommes, 40 000 chevaux et 550 canons¹⁸.

L'Empereur prépara, pendant un mois, le franchissement du fleuve. L'infrastructure, essentielle à la manœuvre, fut mise en place par le génie et protégée par des estacades¹⁹ pour bloquer les objets dérivants lancés par l'adversaire. Alors que des ponts furent construits, sous la responsabilité de l'artillerie, pour permettre le passage vers l'île Lobau²⁰, des retranchements y étaient établis avec des dépôts logistiques importants et une centaine de pièces d'artillerie largement approvisionnées s'y installait.

¹⁸ Thiers Adolphe, *op.cit.*, tome 2, Paris 1878, p. 220.

¹⁹ Ligne de poteaux enchâssés profondément pour faire barrage aux objets dérivants.

²⁰ Béraud Stéphane, *La Révolution militaire napoléonienne*, volume 2, *les batailles*, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2013, p. 266.

En vue du débarquement, des bacs pouvant contenir environ 300 hommes furent construits (cinq par corps d'armée) et une cinquenelle²¹ était installée pour accélérer les rotations sur les points de passage. En outre, quatre autres ouvrages furent préparés et un pont articulé d'une longueur de 161 mètres était prévu²². Ainsi, Napoléon, tirant les leçons de la bataille d'Essling en multipliant les moyens de franchissement, mettait son armée à l'abri des aléas du fleuve. En tout, quatorze ponts de toute nature avaient été construits dont sept en 48 heures. Ces ouvrages, construits pour cette opération de franchissement, furent les plus colossaux de l'histoire militaire moderne.

Pour entamer les opérations de franchissement, Napoléon devait réussir à tromper la vigilance des Autrichiens. Il monta une opération de diversion, conduite par la division Legrand, dans le but de fixer l'attention de l'ennemi sur la zone comprise entre Aspern et Essling. Franchissant le 2 juillet, une de ses brigades d'infanterie conquiert une petite tête de pont qu'elle fortifie, puis remet en place le pont de bateaux de la bataille d'Essling, permettant ainsi au reste de la division de la rejoindre. Les jours suivants, les pontonniers déploieront un nouveau pont de bateaux doublé bientôt d'un ouvrage sur pilotis, achevant alors de persuader le commandement autrichien. L'archiduc Charles fit ainsi avancer dans la plaine de Marchfeld les corps d'armée de Bellegarde, Rosenberg et Hohenzollern, en soutien du corps d'armée de Klenau qui était déployé entre Aspern et Essling. La division Legrand parvenait ainsi à attirer loin du site de passage de l'armée française, le corps de bataille autrichien.

Sur le lieu de franchissement choisi par l'Empereur, seule une maigre avant-garde autrichienne était maintenue. Entre le 4 et le 5 juillet, Napoléon déboucha à l'endroit de son choix face à un ennemi désorienté. S'ouvrait alors la bataille de Wagram.

L'Empereur avait réussi une extraordinaire opération de franchissement face à une redoutable armée de 160 000 hommes. Son pari le plus difficile était gagné, ses forces déployées en une aile droite tenue par Davout, un centre par Oudinot et une aile gauche par Masséna, formait un premier échelon qui garantissait la conquête de l'espace de manœuvre nécessaire, un second échelon de forces était en soutien constitué par l'armée d'Italie,

²¹ Système de va-et-vient permettant de faire traverser à une embarcation une coupure humide.

²² Préparé dans un des canaux de la Lobau et masqué par l'îlot Alexandre, ce pont devait ensuite être lancé depuis l'île. Déployé par la seule force du courant du Danube, des soldats courant sur le pont en mouvement, iraient l'amarrer sur la rive gauche du fleuve.

la Garde et le corps de Bernadotte. La cavalerie lourde constituait, quant à elle, la réserve générale en troisième échelon²³. La victoire de Wagram mit un terme à cette guerre.

Ainsi, la prise de risque chez Napoléon fut une constante de sa pensée. Souvent, elle lui permit de remporter des victoires éclatantes et parfois contre la logique du rapport de force, de la logistique voire du terrain.

En Russie, après la victoire de Smolensk, alors que la Grande Armée avait déjà été affaiblie par le climat de l'été et les combats, Napoléon disait à ses maréchaux que cette campagne devrait durer deux ou trois ans et qu'il serait sage de prendre ses quartiers à Smolensk et d'attendre la belle saison pour reprendre l'offensive. Mais son tempérament, son goût pour l'action et le risque lui firent changer d'avis et ce fut la reprise de la marche sur Moscou...

²³ Les unités de Marmont, de Wedre et de Broussier attendaient dans l'île Lobau, pour franchir le 6 juillet.

LE RISQUE

Le général Lanrezac : de la prise de risque mesurée à l'honneur bafoué

*Colonel Frédéric JORDAN, titulaire
de la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire*

Même s'il a été réhabilité en 1917, puis mis à l'honneur en 1924, le général Charles Lanrezac, militaire expérimenté, commandant la V^e armée en 1914, est limogé après un mois de combat par Joffre qui l'accuse d'avoir mis en péril les forces françaises au début du conflit. Pourtant, confronté aux ordres incohérents du GQG et aux appréciations erronées d'officiers pétris de certitudes et guidés par la doctrine de l'offensive à outrance¹, ce fin tacticien sauve son unité de l'encerclement et, grâce à sa victoire lors de la bataille de Guise², participera directement au succès français de la Marne.

Son sens du manœuvre incompris par le général Joffre, généralissime pour le temps de guerre, est en fait le révélateur d'une capacité à prendre des risques mesurés puis à saisir les opportunités sans jamais céder à la tentation du coup de dé.

Aussi, verrons-nous que le général Lanrezac était bien en décalage avec la plupart des chefs de son époque et qu'il appuie son talent sur une solide culture militaire.

Pour cela, nous reviendrons d'abord sur les principes qui guidaient l'action de ce soldat avant de tirer quelques conclusions ou enseignements issus de son livre « *Le plan de campagne français et le premier mois de guerre* »³.

¹ Tactique de l'offensive à outrance notamment mise en avant par le colonel de Grandmaison et le groupe dit des « Jeunes Turcs », considérant que les forces morales et l'élan offensif à tous les niveaux permettront de prendre l'ascendant sur les Allemands.

² 29 et 30 août 1914.

³ Lanrezac Charles (général), *Le plan de campagne français et le premier mois de guerre*, Payot-Paris, 1929, p. 42.

Un officier expérimenté et réfléchi

Saint-Cyrien en 1865, il rejoint l'infanterie dans le conflit qui oppose la France à la Prusse dès 1870 et participe aux batailles de Coulmiers et d'Orléans (pour lesquelles il est élevé au rang de chevalier de la Légion d'honneur). Puis il rejoint le général Bourbaki devant Belfort en 1871, et s'illustre à Besançon ainsi que dans les combats de Larnod.

Après la guerre, il est breveté d'état-major en 1879 et passe cinq ans en Tunisie avant d'être nommé professeur d'histoire militaire et de tactique, puis directeur des études à l'École supérieure de guerre de 1892 à 1901. À ce titre, en 1924, le ministre de la Guerre, le général Nollet, qui lui remet les insignes de grand Croix de la Légion d'honneur, lui confie : *« je n'ai jamais oublié que j'ai été votre élève et quel magistral enseignement vous donniez à l'École de guerre »*.

Chef de corps puis général de brigade en 1905, il participe à la réflexion stratégique en prévision de la guerre contre l'Allemagne. Il défend alors l'idée du plan défensif du général Michel qui cherche à attirer l'ennemi dans un piège. Il s'agit de laisser du temps à l'armée française pour mobiliser ses forces afin de « lire » les intentions allemandes puis de canaliser l'adversaire dans le couloir de pénétration formé par la vallée de l'Oise et flanqué à l'est comme à l'ouest des places fortes du nord de la France (solides points d'appui pour contre-attaquer).

C'est pourquoi, membre du conseil supérieur de guerre, il reste sceptique au moment où le « plan XVII » de Joffre est adopté sous la pression des « jeunes turcs » du colonel Grandmaison⁴. Cette planification s'appuie sur le concept d'offensive à outrance qui vise à s'engager rapidement à la rencontre des troupes allemandes au-delà des frontières et ce, dans un grand élan massif vers l'avant sans grande considération pour la manœuvre.

Le général Lanrezac a compris le risque que faisait courir une telle doctrine. Au moment où il remplace Gallieni à la tête de la V^e armée en 1914, il fait part au GQG de ses doutes quant à la mission qui lui est confiée en direction du territoire belge, d'autant que ses unités manquent cruellement de mitrailleuses et de munitions d'artillerie, jugées trop encombrantes par l'état-major.

⁴ Sur le plan XVII on peut lire l'ouvrage du colonel Goya, *La chair et l'acier*, Tallandier, 2004.

Un praticien de la tactique remarquable

Dès le 24 août 1914, alors que les armées françaises et britanniques subissent le choc de l'assaut allemand et du mouvement tournant par la Belgique (« *plan Schlieffen* »), le général Lanrezac, qui commande près de 300 000 hommes et 100 000 chevaux épuisés par les premiers combats de l'été, analyse parfaitement la manœuvre adverse. Comprenant que les Allemands débordent largement vers la Belgique, il obtient difficilement du GQG de marcher sur Charleroi pour ne pas s'enfoncer dans les Ardennes. De fait, il obtient de ses supérieurs de prendre ainsi le risque de changer le plan général français pour faire face à la manœuvre adverse. Soucieux de construire un mode d'action interarmes efficace, il décide, en analysant avec clairvoyance sa situation tactique à Charleroi, de se replier malgré les ordres du GQG de combattre sur place car il comprend que deux armées allemandes cherchent à l'encercler. Il écrit d'ailleurs à ce propos : « *Il m'est revenu qu'au GQG régnait de l'irritation contre moi, qu'on accuse de manquer d'esprit offensif ; pour préciser mes intentions, je fais connaître que je continuerai ma retraite jusqu'à ce que j'ai ramené mon armée, sur un front d'attaque dans un terrain où mon artillerie puisse intervenir avec avantage* »⁵.

Se souvenant de ses lectures d'historien militaire, il identifie en effet très vite le meilleur lieu pour préparer une réaction contre les Allemands, considérant que : « *la ligne où il conviendrait de s'arrêter est sans conteste celle formée par la Somme, les hauteurs de Laon et l'Aisne (ou les hauteurs de Reims si l'Aisne n'est pas tenable) ; tous les hommes de mérite, qui ont écrit sur la défense du nord de la France depuis trois siècles, sont unanimes sur ce point* »⁶.

Il blâme alors le commandement de ne pas saisir l'opportunité de rompre le contact avec l'ennemi en s'arqueboutant sur une doctrine offensive, ce au risque de perdre l'initiative et même une partie des troupes engagées.

Surpris par le mutisme de Joffre (qui ne donne aucun ordre clair) lors des points de situation ainsi que par l'attentisme britannique, il décide, unilatéralement, de poursuivre son mouvement rétrograde vers Laon, prenant ainsi clairement un risque au regard de la manœuvre générale française. Il arrive difficilement à convaincre ses supérieurs et explique que : « *le GQG jugeait indispensable de retarder les Allemands ; moi aussi ;*

⁵ Lanrezac Charles (général), *op. cit.*, p. 125.

⁶ *Ibid.*, p. 178.

il estimait que le meilleur moyen était de contre-attaquer fréquemment les avant-gardes avec des arrière-gardes très renforcées en artillerie ; moi je ne voulais user de ce procédé que très exceptionnellement, le jugeant dangereux dans l'état de mes troupes, et pensant que le but serait atteint tout aussi bien et à moins de risques grâce à la défense successive des coupures du terrain par nos arrière-gardes ».

On constate aisément les premiers signes d'une différence de perception tactique avec l'état-major sur la notion de risque ainsi que la supériorité de la réflexion opérationnelle de Lanrezac. Celui-ci estime que la prise de risque n'est pas un coup de dé, mais plutôt la saisie de l'opportunité, la recherche de la liberté d'action en combinant mouvement, feu et valorisation du terrain.

Dès lors, pour prendre les meilleures décisions, il complète les renseignements du haut-commandement avec ses propres reconnaissances (avions, espions, etc.) et, chargé de lancer une contre-offensive vers Saint-Quentin, obtient de Joffre, pourtant saisi de colères devant les initiatives de son subordonné, un délai de 24 heures (pour reposer ses troupes épuisées et réarticuler son dispositif) ainsi que la possibilité de couvrir son action face au nord avec un corps d'armée soutenue par une réserve mobile.

Il reconnaît que son ennemi « *montre en somme une audace alliée à une grande prudence, ce qui est le summum de l'art* »⁷. Il lui faut donc prévoir les cas non-conformes. Il fait le bon choix, car les Allemands tentent de prendre la V^e armée de flanc à Guise les 29 et 30 août 1914 mais sont violemment repoussées par le dispositif de Lanrezac qui manœuvre et donne ses ordres devant un généralissime muet. Ce dernier, de son côté, préserve le corps expéditionnaire britannique de la destruction et gagne ainsi le temps nécessaire à la mise en place de l'armée Maunoury chargée de surprendre l'aile gauche adverse à l'est de Paris. Finalement, cette victoire française de Guise oblige les Allemands à resserrer leur dispositif et à changer de manœuvre (sans prendre Paris dans la nasse). Lanrezac a ainsi créé le doute chez son ennemi au-delà de son horizon tactique et ce, par une audace teintée de réalisme et de pragmatisme.

Pourtant, Joffre et son état-major, vexés d'avoir dû s'en remettre au jugement mesuré de Lanrezac, le limogent le 3 septembre 1914, arguant de son esprit critique, de ses initiatives défensives risquées tout en faisant

⁷ Lanrezac Charles (général), *op. cit.*, p. 205.

de lui le bouc émissaire pour un plan mal construit et pour une doctrine inadaptée à la situation. Il faudra attendre 1917 pour qu'il soit réhabilité et appelé, par le président Painlevé, à de hautes responsabilités, fonctions qu'il déclinera, jugeant sa légitimité et son honneur salis.

Ce général cultivé et riche de son passé militaire a largement contribué à sauver l'armée française de la défaite grâce à son esprit éclairé, à son anticonformisme tactique et à sa force de caractère. Conscient de la nécessité de prendre des risques mesurés, il a toujours cherché à rester loyal à l'esprit sinon à la lettre de la mission, persuadé que : *« l'audace est assurément indispensable à un commandant d'armée comme à tout chef militaire, grand ou petit, mais elle doit être tempérée par beaucoup de circonspection. En admettant qu'il n'ait pas à discuter l'opportunité de la mission qui lui est confiée, il a, par contre, le devoir strict d'en signaler les périls à son commandant en chef, comme aussi d'en supputer exactement les risques afin de prévoir et de préparer les dispositions à prendre dans les diverses éventualités dangereuses »*⁸.

Pour conclure sur cet officier illustre mais méconnu, et afin de résumer son action avec le plus d'objectivité possible, il suffit de relire le texte qui accompagne sa nomination au grade d'officier de la Légion d'honneur en 1917, et qui se conclut ainsi *« À commandé, au cours des premières opérations de la campagne, une armée qui a eu à supporter le choc de masses ennemies très supérieures en nombre. Par sa science militaire et l'habileté de son commandement a réussi à exécuter une manœuvre des plus difficiles au cours de laquelle il a remporté des succès marqués et a rendu au pays les plus éminents services »*.

⁸ Ibid., p. 138.

LE RISQUE

La riposte de Manstein sur le Donets

Analyse opérative de la contre-offensive
du groupe d'armées sud en février-mars 1943

par Friedhelm KLEIN et Karl-Heinz FRIESER,
in *Militärgeschichte* n° 9, 1999

*Article traduit, présenté et commenté¹
par le lieutenant-colonel Christophe GUÉ,
officier titulaire adjoint de la Chaire de tactique générale
et d'histoire militaire*

Propos liminaire

L'histoire des opérations militaires montre qu'à moins de bénéficier d'un rapport de forces particulièrement favorable, aucun chef militaire ne peut agir sans tenir compte des grands principes d'action² et sans prendre les risques raisonnés que cela nécessite. Face à un ennemi symétrique, on ne peut en effet s'exonérer de choisir entre plusieurs possibles, avec la part de risques que cela comporte inévitablement. S'abstenir de concentrer ses efforts sur un objectif payant ordonné au but fixé par l'échelon supérieur, par crainte de s'exposer ailleurs, revient à accepter d'attaquer partout ou de défendre tout ce qui

¹ Les notes des auteurs sont signalées par des chiffres romains et ont été placées en fin d'article. Celles du traducteur sont indiquées par des chiffres arabes et se trouvent en bas de page.

La *Revue de tactique générale* tient à remercier le *Zentrum für Militärgeschichte und Sozialwissenschaften der Bundeswehr*, notamment le lieutenant-colonel (Dr) Harald Potempa, officier d'état-major presse, et M. Bernd Nogli, chef de la PAO, ainsi que les auteurs de l'article, pour avoir bien voulu autoriser la publication de sa traduction et aimablement fourni les originaux des cartes et du diagramme l'illustrant.

² Les fameux « principes de la guerre ».

peut l'être. C'est finalement ne vouloir renoncer à rien et courir ainsi le risque inconsidéré de tout perdre, face à un ennemi agissant lui-même selon un plan ou une idée de manœuvre³.

Cette importance de la prise de décision – avec la part de risques réfléchis qu'elle implique et la limitation des risques inconsidérés qu'elle permet – est valable à tous les niveaux : au niveau stratégique, qui décide des campagnes à mener et de la manière dont elles doivent s'articuler entre elles pour atteindre le but arrêté par le pouvoir politique ; au niveau opératif, qui détermine de son côté les opérations devant être menées et les « marches »⁴ permettant de les combiner entre elles, afin que les campagnes donnent les résultats attendus par la direction stratégique ; au niveau tactique, dont dépendent enfin la conception et la conduite des engagements offensifs ou défensifs constitutifs des opérations, et où il s'agit cette fois-ci de combiner mouvements⁵, actions et effets, pour remplir la mission confiée par l'échelon opératif, en en passant par un « effet majeur » et par son exploitation.

Quel que soit le niveau considéré, les décisions ne sont cependant pas toujours suffisamment réfléchies pour empêcher des excès ou des insuffisances dans la prise de risque.

Au niveau stratégique, il est d'autant plus facile d'être excessif que les risques et leurs conséquences ne sont pas immédiatement perceptibles, surtout lorsque les excès sont accompagnés d'un optimisme dissuadant les échelons subordonnés de rendre compte des difficultés auxquels ils se trouvent confrontés. La décision stratégique prise par Napoléon en 1811 d'entrer en campagne contre la Russie l'année suivante, constitue un bon exemple de ce genre de travers. Il en est de même de la décision d'Hitler d'attaquer l'URSS, près de cent quarante ans plus tard⁶.

Pour limiter les conséquences des risques stratégiques excessifs, susceptibles d'être encourus, il semble nécessaire que des risques correspondants soient pris aux niveaux opératif et tactique, sachant qu'à ces niveaux un échec changera peu de chose à l'issue d'un conflit mal engagé.

³ Qui incluent donc un objectif ou effet majeur, le mode d'action choisi afin de l'atteindre et d'exploiter le succès obtenu pour parvenir au but fixé par l'échelon supérieur, c'est-à-dire pour remplir la mission reçue de ce dernier.

⁴ Déplacements non tactiques, effectués en colonnes de route, qui appartiennent au niveau opératif.

⁵ Ces mouvements tactiques, exécutés avec des unités déployées ou semi-déployées, ne doivent pas être confondus avec les marches opératives, d'où les préoccupations d'ordre tactique sont censées être absentes.

⁶ Ces projets d'invasion soulèvent tout d'abord des objections, de la part de Caulaincourt, ambassadeur français à Saint-Petersbourg, dans le premier cas ; de la part du général Guderian, père des panzers, dans le second. Leur rejet amène les intéressés à faire silence et l'information cesse de remonter vers Napoléon, comme vers Hitler.

Il est fréquemment arrivé que de tels risques soient consentis. Le coup de faucille opératif du groupement blindé Kleist, en mai 1940, et les engagements tactiques qui l'ont introduit et accompagné en sont de bons exemples : ils ont momentanément permis de compenser la situation stratégique précaire dans laquelle se trouvait alors l'Allemagne⁷.

Il est même advenu que des risques élevés aient été pris, alors que la situation stratégique ne le justifiait nullement. Emportés par leur enthousiasme ou par leur désir de briller, désireux de plaire à leurs supérieurs ou de ne pas décevoir les attentes de la troupe, nombreux sont les chefs qui ont agi de manière téméraire, allant ainsi jusqu'à compromettre la situation stratégique⁸.

Les insuffisances dans les prises de risques tactiques ou opératifs n'en sont pas moins fréquentes, du fait de la crainte que peuvent inspirer à certains chefs les conséquences immédiates, facilement perceptibles, qu'elles sont susceptibles d'entraîner⁹.

Une telle crainte est parfois favorisée par l'insuffisante connaissance qu'ont les chefs de ces deux niveaux complexes¹⁰. C'est le cas d'Hitler, interrompant l'avance des panzers de Guderian en mai 1940¹¹, ou imposant à Rommel de réduire l'amplitude de sa manœuvre en Tunisie, en février 1943, alors que c'était le seul moyen susceptible de rétablir la situation critique, créée par la décision stratégique de maintenir les forces de l'Axe en Afrique du Nord, face à l'énorme supériorité de moyens des Alliés.

Le refus d'une prise de risque tactico-opératifs peut à l'inverse résulter d'une conscience aigüe des difficultés prévisibles. C'est ainsi que Napoléon renonça à engager sa garde pendant la bataille de la Moskova,

⁷ Sans cette victoire à l'ouest, l'Allemagne se serait rapidement trouvée dans une situation critique, du fait d'une économie de guerre très dépendante des ressources extérieures, auxquelles l'action conjuguée de la France et de l'Angleterre aurait rendu l'accès de plus en plus difficile, en dépit de l'aide reçue de l'URSS.

⁸ Pour ne prendre que quelques exemples, on peut citer Crécly, Poitiers ou Azincourt et les folles offensives d'août 1914 et des années suivantes, jusqu'au désastre du Chemin des Dames.

⁹ Il arrive qu'à cette exagération se combine une méconnaissance de la gravité de la situation stratégique dans laquelle on se trouve. Celle-ci peut être telle qu'un échec n'aura pas des conséquences plus graves qu'une attitude passive et que l'on a ainsi tout à gagner à tenter quelque-chose.

¹⁰ Complexité due à leur imbrication et aux combinaisons multiples de manœuvres et déplacements (niveau opératif), de mouvements et de feux (niveau tactique) qui les caractérisent.

¹¹ Ordres d'arrêt (*Haltbefehle*) du 17 et du 23 mai.

en septembre 1812, et que le général Flavigny décida d'annuler la contre-attaque de la 3^e division cuirassée sur le flanc de Guderian, au moment de son pivot vers l'ouest, le 14 mai 1940, au sud de Sedan. Dans ces deux cas, la conscience précise des risques immédiats qu'avaient les chefs concernés contraste avec celle, moins nette, qu'ils éprouvaient face aux risques se profilant à l'horizon stratégique.

La période qui précède la riposte de Manstein sur le Donets, constitue un autre exemple des conséquences que peuvent amener les différences de perception en matière de risques stratégiques et tactico-opératifs.

La démesure des objectifs visés par Hitler pendant l'été 1942 (conquête simultanée de Stalingrad sur l'artère vitale de la Volga, et du Caucase avec ses puits de pétrole), amène en effet dès l'automne une situation critique. Celle-ci nécessiterait que la 6^e armée, encerclée dans Stalingrad à partir du 23 novembre, tente de s'en extraire, et que les forces ayant atteint le Caucase se replient. Mais Hitler refuse d'en prendre le risque par peur d'une perte de prestige, mais aussi par crainte d'échecs tactico-opératifs. En y consentant, il limiterait pourtant l'ampleur du désastre qui se produit alors : destruction de la 6^e armée et des armées alliées voisines, puis enfoncement de tout le front sud, avec l'apparition consécutive d'une menace encore plus grave, celle de l'effondrement de l'ensemble des armées allemandes du théâtre d'opérations oriental.

C'est à ce moment-là qu'intervient le général von Manstein, placé depuis peu à la tête du groupe d'armées sud. Ce dernier prend des risques considérables, si l'on juge la situation du point de vue d'Hitler, ou si l'on se réfère au rapport de forces de trois contre un que l'on estime habituellement nécessaire pour attaquer avec des chances de succès. Manstein contre-attaque en effet dans l'urgence, à un contre six.

Comme le montrent F. Klein et K.H. Frieser dans leur article sur « l'analyse opérative de la contre-offensive du groupe d'armées sud en février-mars 1943 », les risques tactico-opératifs¹² pris par Manstein sont pourtant raisonnés, en harmonie avec la situation catastrophique créée par le désastre de Stalingrad et les enjeux considérables que nous avons décrits plus haut. Ils consistent tout d'abord en l'abandon de territoires que l'armée allemande ne pourrait pas défendre longtemps, si elle tentait de

¹² Le titre de l'article de F. Klein et K.H. Frieser n'empêche en effet nullement que son propos porte autant sur le niveau tactique que sur le niveau opératif, tels que nous les avons définis précédemment.

le faire afin d'économiser des moyens. Il s'agit en fait de gagner en liberté d'action pour pouvoir opérer une concentration d'efforts suffisante afin de frapper avec le maximum de puissance, au bon endroit et au bon moment.

Les risques pris ne sont en fait pas plus grands que ceux découlant de l'option ayant la préférence d'Hitler, celle d'une contre-attaque menée sans céder préalablement le terrain en question ; mais ils peuvent amener des gains importants, avec la destruction de deux groupes d'armées soviétiques et la reconquête du terrain perdu.

On est donc loin des « arabesques tactiques d'un Manstein »¹³ ou autres figures artistiques d'une efficacité discutable, que l'on oppose parfois à un art opératif soviétique d'une efficacité d'autant plus grande qu'il ne s'embarrasserait pas de fioritures. Cette prise de risque réfléchie présente finalement le grand avantage de tenir compte des capacités des forces aéroterrestres allemandes, et de la compétence d'états-majors en mesure de préparer une opération d'envergure en quelques jours. Ils permettent finalement d'infliger une lourde défaite aux Soviétiques et de rétablir la situation, faisant ainsi de la manœuvre de Manstein un véritable chef d'œuvre tactico-opératif.

L'article de F. Klein et de K.H. Frieser éclaire ainsi, avec beaucoup de pertinence, la question du risque tactico-opératif.

Le fait que le terme « opératif » soit employé dans le titre de l'article et dans celui de sa deuxième partie, sans que celui de tactique n'apparaisse, n'empêche pas la tactique d'y être omniprésente : la manœuvre opérative que conçoit Manstein débute en effet par des engagements tactiques défensifs, dont certains durent pendant toute l'opération tandis que d'autres précèdent des marches opératives rapides, à l'issue desquelles les unités concernées sont engagées dans des actions tactiques offensives. De ce fait même, les « dix facteurs de succès opératifs » que Manstein utilise pour vaincre sont également pour la plupart des facteurs de succès tactiques.

Il importe d'ailleurs de préciser que la présentation judicieuse de ces facteurs par les auteurs inclut également les grands principes d'action, qui sont bien sûr valables au niveau tactique. Ces derniers sont surtout traités dans les § 1 à 4, les § 2 et 3 contenant des réflexions pertinentes sur l'utilisation de l'espace et du temps afin d'économiser les moyens et de concentrer les efforts. Quant aux facteurs de succès à proprement parler, sans lesquels les principes restent des formules inopérantes, il en est surtout question dans les § 5 à 10.

¹³ J. Lopez et L. Otkhmezuri, *Joukov, l'homme qui a vaincu Hitler*, Paris, Perrin, 2013, p. 665.

Article de Friedhelm KLEIN et Karl-Heinz FRIESER

« Pendant la Seconde Guerre mondiale, il n'y eut que deux opérations que je qualifierais de brillantes : le "coup de faucille" lors de la campagne de 1940, à l'ouest, et la riposte sur le Donets au printemps 1943. Toutes les deux portent la même marque, celle du maréchal von Manstein. »

Général (ER) comte von Kielmansegg¹.

Contexte historique et enchaînement des opérations

1 - L'arrière-plan politico-stratégique

La guerre que mena Hitler contre l'Union Soviétique ne fut pas une guerre comme les autres. Ce fut en fait la guerre d'Hitler, au sens littéral de l'expression. Le but qu'il visait consistait en un mélange de considérations politiques, économiques, militaro-stratégiques ; mais aussi idéologiques, imprégnées d'un délire raciste. La conquête de « l'espace vital » et « l'anéantissement du judéo-bolchevisme » constituaient les idées directrices d'Hitler pour cette guerre et, ce faisant, pour le choix des références historiques auxquelles renvoyait l'« opération *Barbarossa* »¹⁴.

La guerre contre l'Union Soviétique devait être conduite sous la forme d'une « guerre éclair », principalement parce que l'on savait le Reich allemand peu capable de soutenir une lutte de longue durée. Les espoirs d'une défaite rapide de l'URSS furent cependant déçus dès l'hiver 1941, lorsque l'offensive allemande devant Moscou tourna court – ce qui était le résultat d'une énorme erreur d'appréciation du cadre espace-temps et du rapport des forces.

Ne prenant pas en considération l'échec de l'opération *Barbarossa*, Hitler manifesta sa volonté « d'obtenir de nouveau la décision stratégique sur le front oriental en y concentrant ses efforts »¹⁵ pour l'année 1942. Avec sa directive n° 41, il fixa les buts et les grandes lignes de l'opération *Blau*¹⁵. Il importait, d'une part, de limiter l'offensive à la partie méridionale du front oriental, compte tenu des pertes en personnel et en matériel que l'armée de l'est avait déjà subies, et, d'autre part, de s'emparer à tout prix des champs de pétrole des contreforts du Caucase en préalable à la poursuite de la guerre. Les décisions aberrantes d'Hitler sur le plan opératif, par-

¹⁴ Du nom de Frédéric 1^{er} Barberousse (1122-1190), premier empereur romain-germanique à intégrer la propagation de la culture germanique dans ses projets d'expansion territoriale.

¹⁵ Opération « bleue » en allemand, en remplacement du nom moins anodin initialement retenu (Siegfried).

dessus tout la dispersion de l'effort offensif en deux opérations partielles divergentes menées simultanément, entraînaient une sollicitation excessive de ses propres forces. Celle-ci résultait également de sa méconnaissance complète des possibilités d'action et des intentions de l'Armée rouge. Ainsi, la deuxième campagne d'Hitler à l'est aboutit à la catastrophe de Stalingrad. Celle-ci constitua le tournant définitif de la guerre sur le front oriental, au-delà duquel il ne subsistait « plus aucun espoir fondé d'une victoire »ⁱⁱⁱ.

Il importait de replacer ainsi, dans son contexte général, la contre-offensive menée par Manstein, en février-mars 1943, avant d'en commencer l'étude.



2 – La situation initiale en février 1943

L'offensive d'hiver soviétique n'avait pas pour seul but l'anéantissement de la 6^e armée. Deux autres poussées offensives, parties du nord et de l'est au début du mois de janvier 1943, convergeaient vers Rostov pour couper de leurs arrières toutes les forces allemandes stationnées au sud du Don. Le Super-Stalingrad qui menaçait ces dernières put être évité, au dernier moment, avec le repli réussi de justesse par les 1^{re} et 4^e armées, sur la rive nord du fleuve.

Pendant ce temps, le 13 janvier, les armées du front de Voronej et du sud-ouest déclenchèrent une offensive contre les formations de la 8^e armée italienne et de la 2^e armée hongroise. Après l'effondrement général de celles-ci, une brèche d'une largeur de 300 kilomètres s'ouvrit, dans laquelle les unités d'attaque soviétiques avancèrent irrésistiblement. L'objectif qu'elles visaient était simple. Elles devaient d'abord s'emparer des passages sur le Dniepr, à Zaporojié ainsi qu'à Dnepropetrovsk, puis, à partir de là, pousser jusqu'à la mer Noire, afin d'amputer le front allemand de l'est de la totalité de son aile sud.

Comme nous le savons depuis l'ouverture des archives russes, les plans du haut commandement soviétique avaient des visées encore plus lointaines. L'anéantissement de l'aile sud allemande constituait la condition préalable à l'encerclement du groupe d'armées centre, situé plus au nord^{iv} ; une opération dont le succès aurait également conduit à l'enveloppement du groupe d'armée nord dans le secteur de Leningrad. Ainsi, au début de l'année 1943, l'ensemble du front de l'est courrait le risque de s'écrouler comme un château de cartes.

Sous la pression des circonstances, telles qu'elles viennent d'être dépeintes pour la partie sud du front de l'est, le commandement de l'armée de Terre allemande ordonna, le 14 février, que l'on y remanie l'organisation hiérarchique. Ce fut une décision d'une importance capitale dans un tel contexte : après avoir quitté le commandement du groupe d'armées B, le maréchal von Manstein, maintenant chef du groupe d'armées sud, nouvellement créé, reçut en effet la responsabilité sans partage de la conduite des opérations au point de rupture du front.

La crise approchait alors du moment où elle allait culminer, et Manstein jugea la situation extrêmement critique dans la brèche de près de 160 km ouverte au sud de Kharkov, localité qui avait dû être abandonnée le 16 février, et de Slaviansk, c'est-à-dire entre le détachement d'armée Lanz (ultérieurement Kempf) et la 1^{re} armée blindée. La fermeture de cette

brèche, à l'intérieur de laquelle progressaient de manière ininterrompue de puissantes formations blindées soviétiques en direction du Dniepr, devait de ce fait constituer la première des priorités. C'était en même temps la condition d'une éventuelle reprise de l'initiative et d'une stabilisation de l'aile sud du front.

Le plan d'attaque soviétique ressemblait de manière saisissante au « coup de faucille » conçu par Manstein pour la campagne de 1940, et ce dernier courrait désormais le risque d'être battu avec ses propres armes. La contremesure qu'il préconisa alors consistait à raccourcir le front, à libérer ainsi des formations mobiles et à « frapper après avoir attendu son tour »¹⁶. La condition à remplir impérativement à cet effet était cependant d'utiliser la profondeur de l'espace afin de pouvoir manœuvrer librement.

L'approche de Manstein était diamétralement opposée à la manière dont Hitler, fondamentalement hostile à tout abandon de terrain, se représentait la réalité. Ce fut seulement lorsqu'Hitler rendit visite à Manstein, à son quartier général de Zaporojié, du 17 au 19 février, et qu'il prit par lui-même la mesure du caractère désespéré de la situation sur le front, qu'il lui abandonna la liberté d'action opérative qu'il requérait, au terme d'âpres négociations.

¹⁶ On a choisi de traduire ainsi « *schlagen* [frapper] *aus der Nachhand* », où *Nachhand* correspond au tour, ou coup suivant, aux échecs (jeu avec lequel Manstein se plaisait à faire des analogies), par opposition à *Vorhand*, qui correspond au tour précédent. On aurait également pu dire : « après lui avoir laissé la main [*Hand* en allemand] », bien qu'en français « main » soit plus usité pour les jeux de cartes que d'échecs.

On a en tout cas préféré l'expression « frapper après avoir attendu son tour » à l'expression « effectuer une attaque en retour », pourtant fréquemment utilisée pour désigner la manière d'opérer de Manstein, car elle donne l'impression d'une action mécanique, se contentant de reprendre en sens inverse l'itinéraire de l'attaque ennemie.

L'emploi du terme contre-attaque (*Gegenschlag*) convient mieux que cette expression car il ne préjuge pas de la direction suivie, mais il présente l'inconvénient de l'imprécision quant au moment du déclenchement de l'action. L'expression « *schlagen aus der Nachhand* » (frapper après avoir attendu son tour) présente en revanche l'avantage de mettre en exergue l'idée que l'on agira au « bon moment », ...avec le risque de le laisser passer en agissant trop tard.

Les auteurs Anglo-saxons traduisent souvent *Nachhand* par *Backhand* (revers), terme utilisé au tennis et autres jeux de raquettes, le terme allemand correspondant étant *Rückhand*. Cette traduction présente l'inconvénient de réduire la contre-attaque à une simple réaction, manquant nécessairement de force par rapport « au coup droit », si l'on poursuit l'analogie avec le tennis. Elle crée en outre une confusion avec l'attaque à revers, qui ne correspond pas nécessairement au « coup suivant » mais peut au contraire être effectuée d'emblée, et qui représente un procédé particulier (attaque sur le flanc ou sur les arrières), alors que, comme nous l'avons noté à l'instant, l'expression « *aus der Nachhand* » ne donne aucune indication sur l'angle sous lequel l'ennemi sera attaqué, même si ce sont souvent le flanc ou les arrières qui sont visés.

L'immense difficulté de la tâche à laquelle Manstein était confrontée apparaît pleinement à la lumière du rapport des forces. Le groupe d'armées sud disposait des 1^{re} et 4^e armées blindées, ainsi que des détachements d'armées improvisés Hollidt et Kempf. Ces forces étaient simultanément attaquées par trois fronts soviétiques : le front du sud, le front du sud-ouest et celui de Voronej. Au total, c'étaient 16 armées soviétiques et le groupement blindé Popov qui se ruaient en avant^v. D'après les calculs qui ont été effectués, la supériorité des Soviétiques était de 6 contre 1^{vi}.

Surtout, l'arme blindée allemande avait été très fortement diminuée durant les combats d'hiver. Alors que pendant l'été 1942 la capacité opérationnelle moyenne d'une division blindée reposait encore sur 126 véhicules de combat^{vii}, elle n'était plus que de huit chars pour la 19^e division blindée à la date du 20 février 1943, et de quatre pour la 17^e division blindée, tandis que la 23^e division blindée n'en avait aucun qui fût en ordre de combat^{viii}. Au total, Manstein ne disposait que de 354 chars, en y incluant ceux du corps blindé SS nouvellement arrivé sur le front de l'est^{ix}. Au début de l'offensive, le front de Voronej disposait en revanche d'environ 600 chars et le front du sud-ouest de 660^x. Si l'on se base sur un chiffre aussi élevé pour le front du sud, 1 800 chars soviétiques environ doivent avoir attaqué au début de l'offensive^{xi}.

3 – Le plan d'opération

Le plan d'opérations de Manstein était en principe d'une grande simplicité. Il comprenait une partie statique et une partie dynamique : tenir sur le Mious dans le Sud et attaquer sur le Donets au Nord. Son application nécessitait :

- que le maréchal fît évacuer la région de la boucle du Don et du Donets, près de Rostov, et replier derrière le Mious les troupes restantes. Là, le détachement d'armée Hollidt devait tenir coûte que coûte la position défensive dite *Taupe*-Mious, contre les armées attaquant de l'est ;
- qu'à la faveur du raccourcissement du front résultant de ces mesures, la 4^e armée devînt disponible pour la conduite d'opérations mobiles. Par un mouvement « de roque »¹⁷, Manstein la fit basculer de l'aile droite à l'aile gauche du groupe d'armées,

¹⁷ Les auteurs ont repris le terme « roque », *Rochade* en allemand, qu'utilisait Manstein par analogie avec le déplacement spécial, latéral et simultané, du roi et d'une tour, pouvant être effectué aux échecs afin de modifier le rapport des forces au moment et à l'endroit décisifs.

entre le 18 et le 21 février. Cette manœuvre opérative lui permit de former un entonnoir dans lequel les armées du front soviétique du sud-ouest s'engouffrèrent. Manstein engagea alors trois corps blindés provenant de trois directions différentes en une contre-attaque concentrique, alors que le détachement d'armées Kempf était engagé pour assurer la sûreté du flanc gauche.

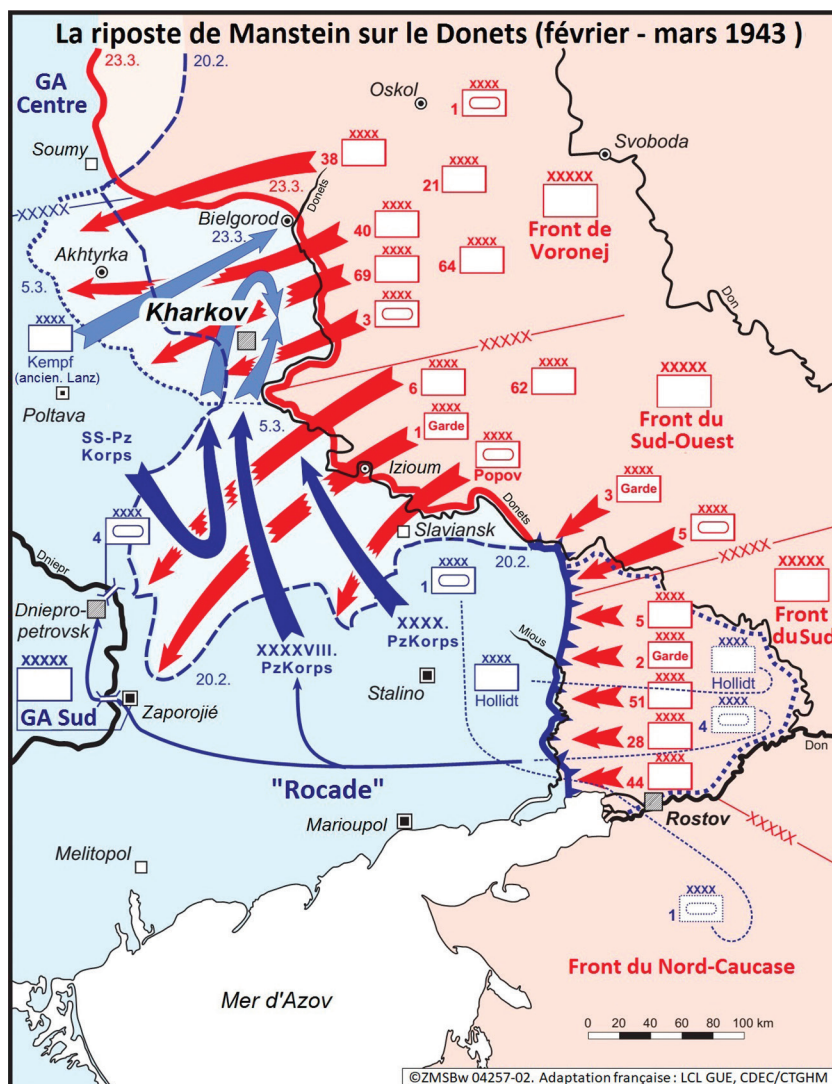
4 – Le déroulement de l'opération

La contre-offensive allemande commença le 21 février. Alors que les formations d'attaque soviétiques imaginaient déjà qu'une grande victoire était à leur portée, elles reçurent toute la violence du choc de la riposte de Manstein. À la date du 5 mars, les 1^{re} et 4^e armées blindées avaient reconquis le secteur allant jusqu'au moyen-Donets et détruit les armées du front du sud-ouest qui s'étaient infiltrées jusque-là.

Eu égard au succès obtenu, Manstein décida d'exploiter l'élan de l'attaque pour la poursuivre en orientant les opérations en cours en direction du nord-ouest. Il fallait agir d'autant plus rapidement que le commencement du dégel entravait la marche en avant. Malheureusement pour elles, les forces soviétiques du secteur concerné – le front de Voronej – avaient également poussé beaucoup trop loin leur offensive. Du 6 au 23 mars, les troupes allemandes parvinrent non seulement à reprendre Kharkov, mais encore à avancer jusqu'au Donets et à reconquérir sa rive ouest jusqu'aux hauteurs de Bielgorod.

Si l'on dresse le bilan des quatre semaines de contre-offensive allemande, ce ne sont pas seulement des gains territoriaux considérables qui furent obtenus, mais aussi des pertes élevées qui furent infligées à un ennemi complètement désorienté. Surtout, un front étanche avait pu être recréé et une stabilisation de la situation acquise par la même occasion – au moins provisoirement –, dans le secteur des groupes d'armées sud et centre.

Il paraît étonnant que la contre-offensive de Manstein n'ait pour ainsi dire occupé aucune place dans la version soviétique des faits : cette défaite sensible fut d'abord entièrement passée sous silence, puis complètement minimisée dans les publications ultérieures. C'est ainsi que dans la littérature scientifique soviétique, seule l'étude du colonel Morosow en traite. La conclusion à laquelle celui-ci aboutit est pourtant d'une étonnante clarté : « On ne peut cependant négliger le fait, que la Stavka [le haut commandement] n'a pas été à la hauteur de sa tâche opérative en ce qui concerne la conduite des opérations des fronts subordonnés du sud-ouest en février 1943 »^{xii}.



Les dix facteurs de succès opératifs

1 - Liberté d'action opérative

D'une manière classique dans l'art de la guerre, Clausewitz a décrit « les droits et les devoirs » du militaire vis-à-vis du politique, qui, pour les premiers, consistent « principalement à veiller à ce que la politique n'exige rien de contraire à la nature de la guerre et à ce que, par méconnaissance des possibilités offertes par l'instrument militaire, elle ne commette pas de fautes dans son utilisation^{xiii} ».

Au début de février 1943, Hitler refusa avec véhémence de tenir compte de la réalité de la situation, telle qu'elle avait évoluée. Invoquant les nécessités de l'économie de guerre, il estima qu'il était impossible de renoncer à l'occupation du bassin du Donets et rejeta catégoriquement les mesures, pourtant militairement fondées, que la situation imposait^{xiv}. En accord avec Manstein, le général de corps d'armée d'infanterie¹⁸ Zeitzler, chef d'état-major de l'armée de Terre, expliqua à Hitler qu'il avait le choix entre deux options : ou il perdrait seulement la boucle du Donets, ou il la perdrait avec un groupe d'armées complet en plus. Les tensions culminèrent au quartier général de Manstein, à Zaporojié, à l'occasion de cette discussion mémorable avec Hitler. Soumis à la pression des événements¹⁹, ce dernier fut contraint de rendre au maréchal sa liberté d'action opérative. La principale condition nécessaire au sauvetage du front de l'est était ainsi obtenue.

2 – Utilisation de la profondeur et de la largeur de l'espace

En matière de conduite des opérations mobiles, Manstein était un maître qui savait utiliser l'espace comme une arme, et ce à plusieurs égards :

- Il attirait l'ennemi dans la profondeur de l'espace, afin de l'amener en temps opportun à franchir son point culminant pour pouvoir ainsi l'attaquer dans ses flancs rendus vulnérables.
- Il évacuait les saillants difficiles à défendre, que formait le front, et il faisait aménager des positions favorables à la défensive dans la profondeur.
- Manstein échangeait en outre de l'espace contre des réserves en cédant du terrain pour accroître ses forces. Grâce à l'évacuation du front de l'arc Don-Donets sur le Mious, il réduisit la longueur des positions défensives, qui passèrent ainsi de 400 à 180 kilomètres. Par conséquent, la 4^e armée devint disponible pour constituer une réserve mobile.
- Enfin, la maîtrise de l'espace dont Manstein faisait preuve se manifestait non seulement par une utilisation de celui-ci dans la profondeur, mais encore sur toute sa largeur. Déplaçant ses

¹⁸ Dans l'Armée allemande, l'arme d'origine des généraux de corps d'armée était précisée dans l'appellation utilisée pour les désigner.

¹⁹ Le 19 février, l'irruption d'une colonne de chars soviétiques, à moins de 50 km du QG de Manstein, incita Hitler à quitter les lieux précipitamment.

troupes comme sur un échiquier, il opérait des changements complets d'axes d'effort. La manière dont il fit roquer la 4^e armée blindée en est l'exemple le plus éminent.

La pensée d'Hitler en matière de conduite des opérations paraissait en revanche statique, linéaire et unidimensionnelle. Pour lui, « l'idée d'opérations conduites librement dans un espace libre était insensée »^{xv}. Si la devise de l'école de Schlieffen avait été « les opérations c'est le mouvement »^{xvi}, la sienne aurait été « tenir à tout prix »^{xvii}.

3 – Action indirecte contre les flancs et les arrières

Au vu de la brèche qui avait été ouverte dans le front, au sud de Kharkov, à la mi-février, on aurait pu envisager de la colmater en acheminant toutes les réserves disponibles par l'itinéraire le plus direct, pour reconstituer ainsi un front cohérent. Cependant, Manstein rejeta cette solution qu'il considérait comme du replâtrage tactique. Il voulait faire pénétrer l'armée soviétique dans la profondeur de l'espace pour l'y battre de manière décisive. Autrement dit, les troupes de Manstein étant trop faibles pour la défensive, il choisit l'offensive. Les formations ennemies ne devaient pas pour autant être attaquées frontalement, là où elles étaient les plus fortes, mais dans leur flanc et sur leurs arrières^{xviii}. Ainsi fut privilégiée une contre-offensive dirigée contre les lignes de communications, aussi bien que contre les états-majors et les postes de commandement. Cette approche indirecte se révéla également d'une très grande efficacité sur le plan psychologique car de nombreux soldats soviétiques furent frappés de panique et prirent la fuite.

La contre-offensive du Donets est, encore et toujours, considérée comme un cas d'école dans l'art de la conduite des opérations – notamment de la part des historiens militaires étrangers^{xix}. Manstein lui-même n'y vit que la seconde meilleure solution. Il envisageait alors une opération d'encercllement du plus grand style, qui aurait même surpassé en hardiesse le coup de faucille de 1940 : ses troupes devaient se replier jusqu'au cours inférieur du Dniepr en simulant une retraite, y entraîner les armées soviétiques qui les poursuivaient et les attirer dans le piège. Les divisions blindées devaient ensuite fait demi-tour et marcher sur Rostov dans un mouvement en tenaille. Les armées soviétiques auraient ainsi été enfermées dans une gigantesque poche, adossée à la mer d'Azov^{xx}.

Manstein planifiait en quelque sorte une réédition élargie de son coup de faucille, au moyen duquel plus d'un million de soldats alliés avaient été encerclés et acculés à la côte de la Manche en mai 1940^{xxi}. À l'époque, le

secteur des Flandres avait représenté l'appât qui devait inciter les Alliés à se précipiter en avant. Ces derniers déclenchèrent ainsi involontairement un mouvement de porte pivotante tel que plus ils persistaient dans leur avance, plus les divisions blindées allemandes pouvaient facilement s'engouffrer sur leurs arrières. En 1914, ce mouvement de porte pivotante dans la direction inverse n'avait pas fonctionné, bien qu'il représentât le principe fondamental du plan Schlieffen. L'Empereur et les prétendus cercles à vocation patriotiques avaient en effet refusé que l'on attirât les Français à l'intérieur de l'Alsace et de la Lorraine parce qu'ils ne voulaient pas céder un pouce de terrain^{xxii}. Hitler se montrait maintenant prisonnier d'une catégorie de pensée statique du même type. De ce fait, il ne pouvait pas ou ne voulait pas suivre la dialectique de l'action indirecte préconisée par Manstein.

4 - Concentration des efforts

La phrase suivante est attribuée à Napoléon : « L'art de la guerre se résume à un seul principe de base : concentrer en un point unique une masse plus importante que celle de l'ennemi »^{xxiii}. Là réside précisément l'un des principaux problèmes de la conduite soviétique des opérations pendant la première moitié de la campagne. En février 1943, le haut commandement, qui dépendait alors du général Joukov, répéta la même faute que celle qu'il avait commise pendant l'hiver 1941-1942 et au cours du printemps 1942^{xxiv}. Il planifia une offensive de grande envergure sur un front de 500 kilomètres. De ce fait il n'y avait pas d'axe d'effort clairement identifiable. Au lieu de placer le plus de forces possibles à l'endroit décisif, c'est à dire au coude du Dniepr, à Dniepropetrovsk, dans le sud-ouest, il fit attaquer plusieurs fronts dans trois directions différentes : vers le sud-ouest, vers l'ouest et vers le nord-ouest. Ces attaques n'étaient cependant pas coordonnées entre-elles et se déployaient en éventail. L'engagement des forces eut donc lieu de manière excentrique au lieu de l'être concentriquement.

À cause de l'infériorité numérique de ses troupes Manstein fut en revanche contraint d'opérer une concentration de forces extrême. Son « courage à accepter les lacunes », c'est-à-dire les risques liés à l'affaiblissement de certaines parties du front, apparut alors de manière remarquable. Pour effectuer sa contre-offensive, il transféra en effet presque toutes les formations blindées engagées dans le secteur sud à l'aile nord de celui-ci, si bien que le détachement d'armée Hollidt, sur le Mious, dut temporairement combattre seul face à l'écrasante puissance de cinq armées normales et d'une armée blindée. Mais dans le secteur nord il opéra également

une concentration d'efforts dans la concentration d'efforts. Pendant la première phase de la contre-offensive, le détachement d'armées Kempf dut ainsi contenir pratiquement à lui seul l'attaque du front de Voronej. Ce faisant, Manstein put réunir presque toutes ses forces blindées contre le front du sud-ouest. Après que les armées trop aventurées du front du sud-ouest eurent été anéanties, Manstein attaqua avec toutes les formations disponibles le front de Voronej.

Grâce à ce déplacement permanent de son axe d'effort principal, il put transformer son infériorité absolue sur l'ensemble du front en une supériorité relative au point décisif. Il parvint ainsi chaque fois à concentrer les forces dont il avait besoin, au bon endroit et au bon moment.

5 – Synchronisation d'ensemble de l'opération

Dans le diagramme [...] [sur la synchronisation de l'attaque menée pendant la phase 1] on a représenté les facteurs fondamentaux entrant en jeu dans la phase d'ouverture de l'opération^{xxv} :

- le temps, c'est à dire la période allant du 15 au 25 février ;
- l'espace, soit une portion de front de 320 kilomètres ;
- les forces, avec l'échelonnement des divisions du nord au sud ;
- et les différents modes d'engagement employés, tels qu'ils se sont rapidement enchaînés.

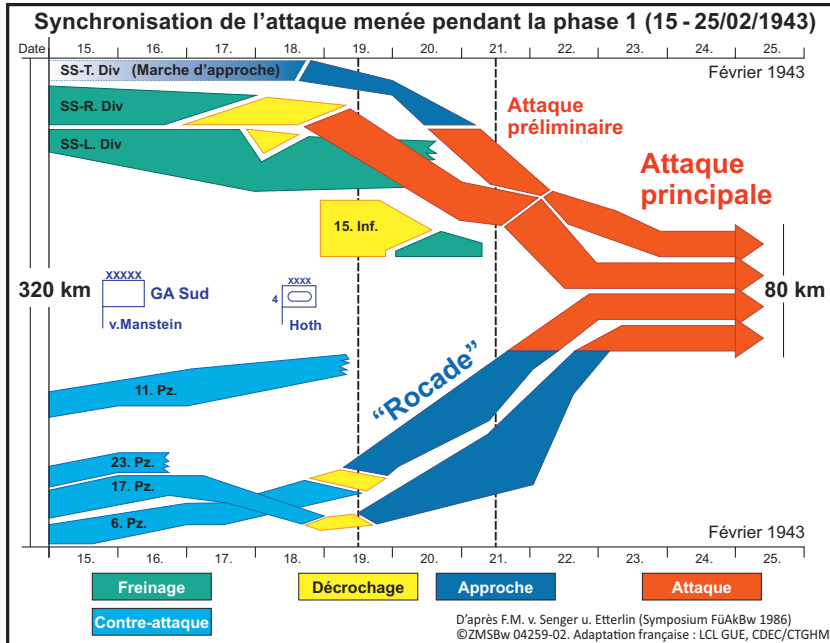
Deux facteurs n'ont toutefois pas été pris en compte dans ce diagramme. Il y a, d'une part, la logistique, sachant que la compétence professionnelle déployée par l'*Oberquartiermeister*²⁰ de Manstein, le colonel breveté Finckh, afin de résoudre des problèmes de ravitaillement d'une grande complexité, ne pourra jamais être suffisamment louée.

Il importe, d'autre part, de mettre en exergue l'action de l'armée de l'Air pour le rôle décisif que joua l'appui aérien rapproché. Les avions de la 4^e flotte aérienne²¹ n'avaient effectué qu'environ 350 sorties quotidiennes en janvier. Un accroissement considérable se produisit alors. Comme le mentionne son chef, le maréchal von Richthofen, dans son carnet de route, la 4^e flotte fit plus de 1 000 sorties le 21 février et dépassa les 1 500, le 22^{xxvi}.

²⁰ Chef d'état-major adjoint chargé des approvisionnements.

²¹ La flotte aérienne (*Luftflotte* en allemand) correspondait à l'échelon groupe d'armées des forces terrestres et elle lui était généralement associée.

La concentration d'efforts, déjà évoquée, qui fut réalisée par Manstein au prix du dépouillement risqué d'autres secteurs du front, ne fut possible que sous l'écran protecteur de l'armée de l'air.



6 – Exploitation du point culminant avec attaque « après avoir attendu son tour pour frapper »

En 1812, alors que Napoléon pénétrait dans la profondeur de l'espace russe avec son armée, le commandement russe attendit que les troupes françaises soient épuisées, et c'est alors seulement qu'il passa à la contre-attaque. Le colonel prussien Carl von Clausewitz, qui avait pris part aux combats du côté russe, développa son enseignement relatif au point culminant de l'offensive sur la base de ces expériences :

« Il y a des offensives stratégiques qui ont directement mené à la paix – mais [...] la plupart d'entre-elles mènent à un point où les forces disponibles suffisent à peine à rester sur la défensive et à attendre la paix. Au-delà de ce point le revirement et le contrecoup deviennent inévitables, et la violence du contrecoup est habituellement bien plus grande que ne l'était la force de la poussée initiale. C'est cela que nous appelons le point culminant de l'attaque » ^{xxvii}.

De toute évidence, en février 1943, Manstein avait également devant les yeux ce principe énoncé par Clausewitz. Contrairement à Hitler, il envisageait le déboulé des masses de chars soviétiques avec une grande sérénité. Plus celles-ci avanceraient loin vers l'ouest, plus elles pénétreraient profondément dans le piège et plus la contre-offensive planifiée serait prometteuse. Manstein ne voulait pas agir avant que l'offensive soviétique ait dépassé son point culminant. Ce faisant l'ennemi exposerait ses flancs et distendrait ses lignes de communication. Le franchissement du point culminant devait ainsi immédiatement produire des effets négatifs sur la logistique. C'est ainsi que les nombreuses formations du groupement blindé Popov se trouvèrent presque à cours de munitions et de carburant^{xxviii}. Au point de vue physique, les troupes soviétiques qui marchaient en avant de manière ininterrompue, depuis six semaines, avaient également franchi les limites de leurs capacités. La riposte allemande intervint avec toute sa puissance pendant ce moment de faiblesse.

Dans l'un des passages les plus lumineux de son ouvrage *De la Guerre*, Clausewitz écrit sur la frappe effectuée après avoir attendu son tour en utilisant la métaphore de « l'épée vengeresse rapide comme l'éclair ». Ce passage paraît tout simplement visionnaire et préfigure d'une manière à la fois sublimée et abstraite la riposte de Manstein en 1943 :

« Un passage à l'attaque rapide et vigoureux – telle l'épée vengeresse frappant comme l'éclair – constitue le moment le plus brillant de la défensive. À celui qui n'y pense pas immédiatement, ou, bien plus, qui n'inclut pas d'emblée ce mode d'action dans la notion de défensive, à celui-là la supériorité de la défensive ne paraîtra jamais évidente [...] C'est, en outre, une confusion grossière que de toujours concevoir l'attaque comme un assaut et, par conséquent, de ne jamais rien voir d'autre que détresse et désarroi dans la défensive. »^{xxix}

7 – Maîtrise de l'information

Les formations blindées de l'Armée rouge avaient attaqué dans une telle précipitation qu'il n'était pratiquement plus resté aucun temps pour les reconnaissances. Alors même qu'il existait pourtant des indices explicites d'une contre-offensive allemande, on considéra qu'il s'agissait seulement d'actions destinées à couvrir la retraite générale. Les Soviétiques virent la preuve définitive des intentions de retraite allemande qu'ils pressentaient dans l'évacuation de Kharkov. Partant à l'assaut en étant ainsi aveuglées,

les formations d'attaque soviétiques coururent à leur perte. Alors que les attaques préparatoires allemandes avaient commencé dès le 19 février, le commandement supérieur du front du sud-ouest persista cinq jours durant dans son appréciation erronée de la situation. Il fallut attendre le compte rendu à la Stavka du 24 février pour que soit donnée la première évaluation pertinente de la situation^{xxx}.

Manstein bénéficiait en revanche d'une vision claire de l'ennemi et de ses intentions, principalement grâce aux reconnaissances aériennes. La chance vint en outre à son aide, lorsque, le 12 février, le bataillon de transmissions du XXXX^e corps blindé parvint à décrypter le code radio soviétique. Le 18 février, le groupement blindé Popov adressa un message radio alarmant au commandement supérieur du front du sud-ouest. Il commençait par un slogan du mouvement ouvrier international : « toutes les roues sont immobiles »²² et dépeignait ainsi l'état lamentable du ravitaillement du groupement blindé. Se basant sur cette information, Manstein réalisa que le moment de la riposte était venu. Avant même que le premier char allemand ne partît à l'attaque, le combat pour la maîtrise de l'information était gagné.

8 – Surprise

Le triomphe de Stalingrad et la marche offensive vers l'ouest avaient créé un sentiment d'euphorie irrépressible chez les soldats de l'Armée rouge. « Dans l'ivresse de la victoire^{xxxi} » – ainsi que l'a raconté plus tard un général soviétique – ils se ruèrent en direction du Dniepr. Une fois l'offensive en cours, les soldats soviétiques combattaient comme s'ils étaient déchaînés ; mais à l'inverse, les situations de crise pouvaient amener des paniques complètes. Ce ne fut pourtant que d'une manière exceptionnellement rare que se produisirent des revirements du moral aussi complets que celui de février 1943, dans la partie méridionale du front. Du point de vue soviétique, les Allemands étaient depuis longtemps battus. C'est à peine s'ils étaient encore capables d'opposer une résistance efficace et ils étaient visiblement en fuite en direction du Dniepr. Le choc fut d'autant plus important lorsqu'ils firent soudain volte-face et passèrent à la contre-attaque.

²² Un slogan tiré du célèbre chant révolutionnaire, composé à l'occasion de la création du premier parti ouvrier allemand, l'*Allgemeinen Deutschen Arbeitverein (ADAV)*, en 1863, à Leipzig.

L'effet de surprise joua un rôle décisif dans cette opération. Comme si elle surgissait du néant, une phalange de huit divisions blindées rangées dans un ordre de bataille parfait émergea tout à coup du chaos apparent. C'était une victoire de l'esprit d'initiative. De gibier, les Allemands étaient d'un seul coup devenus chasseurs.

9 – Commandement par objectif

Comment était-il possible de transformer aussi rapidement une masse apparemment désordonnée d'unités en fuite en une formation d'attaque bien en main, et de conduire une contre-offensive avec celle-ci ? Le maréchal von Manstein a lui-même donné la réponse : il voit la principale explication au résultat qu'il a obtenu dans « l'*Auftragstaktik* »²³. Le bien-fondé de celle-ci apparaît clairement à l'examen de son ordre du 19 février 1943 au groupe d'armées, en vue de la contre-offensive. L'ensemble du plan d'opérations tient en une seule phrase :

« Le groupe d'armée défendra la position défensive Taupe [sur le Mious] et le front nord, rattaché à celle-ci, jusqu'à Slaviansk ; avec la 4^e armée blindée, une fois celle-ci formée, il frappera l'ennemi par la faille ouverte entre la 1^{re} armée blindée et le détachement d'armée Lanz [=Kempf] ; avec le détachement d'armée Lanz [=Kempf], il couvrira simultanément le flanc du dispositif, dans le secteur situé en avant de Poltawa-Achryka, et l'attaque de la 4^e armée. »²⁴

Les missions qui furent ensuite données aux armées et aux détachements d'armées ne tiennent également qu'en quelques phrases. Il importe avant tout de remarquer que la conduite des opérations sur le champ de bataille avait été déléguée au général d'armée Hoth, commandant la 4^e Armée blindée. Les opérations prirent d'abord la forme d'une succession de

²³ Commandement par objectif. Le terme *Auftragstaktik* signifie littéralement « tactique de la mission » et il avait à l'origine une connotation péjorative, car il laissait entendre que l'initiative laissée aux subordonnés était un moyen pour le chef de faire l'économie de la réflexion tactique. L'expression exacte employée par les Allemands est « *Führung mit Auftrag* ».

²⁴ Dans cet ordre très bref, comme l'étaient en général les ordres donnés dans l'armée allemande, les différents temps de la manœuvre apparaissent à travers les missions des principales unités subordonnées. Si l'effet majeur n'est pas indiqué de manière explicite, on le discerne toutefois aisément : frapper l'ennemi sur son flanc exposé, avec le maximum de moyens. Quant aux principes de la guerre (tels qu'identifiés en France), ils sont bien pris en compte : liberté d'action acquise grâce à des mesures de sûreté permettant une économie des forces optimale, rendant à son tour possible la concentration des efforts, celle-ci étant conçue de manière à donner les meilleurs résultats possibles : lieu et moment choisis pour que l'action soit décisive et permette à l'armée allemande de retrouver – au moins partiellement – la liberté d'action perdue depuis Stalingrad.

combats de rencontre, qui se produisirent par surprise et pour lesquels aucun ordre préparatoire n'avait pu être préalablement donné. Cela fut fatal aux officiers soviétiques qui menaient le combat de manière schématique, conformément au commandement « rênes courtes »²⁵. Le scénario d'après lequel ils avaient jusqu'à maintenant dû agir s'avéra soudain inadapté. Comme de nombreux postes radio étaient entretemps également tombés en panne, et qu'il ne subsistait plus aucune liaison vers le haut, un désarroi accru survint. Les commandants d'unités de chars allemands, qui avaient été formés selon les principes éprouvés de l'*Auftragstaktik*, purent en revanche utiliser leur atout majeur, résidant dans leur aptitude à agir de manière rapide et autonome. Il convient de citer le maréchal von Manstein sur ce sujet : « Le secret du succès résidait dans l'autonomie du chef, qui était cultivée mieux que dans n'importe quelle autre armée, ce jusqu'au chef subalterne et au simple fantassin »^{xxxii}.

10 – Unicité et continuité dans le temps de la pensée opérative

Que pendant le printemps 1943, sur le Donets, un désastre apparemment inévitable ait pu être transformé en victoire tient en grande partie à la personnalité du chef militaire responsable des opérations, c'est-à-dire à celle du maréchal von Manstein. En tant que « tête opérative », il incarnait mieux que quiconque la tradition intellectuelle du grand état-major allemand. Ses idées résultaient en fin de compte également d'un cheminement intellectuel de plusieurs décennies, qui avait abouti à l'apparition d'une école spécifique de la pensée opérative. Celle-ci avait été fondée par Moltke l'ancien et continuée par Schlieffen, puis par Seeckt, et enfin par le général Beck. Que cette pensée opérative ait pu devenir un domaine de prédilection du corps des officiers allemands résulte – d'après Manstein – d'« une unité de conception, comme seule l'école du grand état-major allemand en a engendré une, à une telle échelle »^{xxxiii}.

Une fois déjà, dans l'histoire militaire germano-russe, un commandement supérieur allemand avait dû trouver une parade à une menace d'enveloppement. En août 1914, la 8^e armée fut en effet en danger d'être encerclée par deux armées russes. Elle était attaquée frontalement par l'armée du Niemen, qui arrivait de l'est. Simultanément, l'armée de la Narew surgissait du sud, sur ses arrières, pour couper sa retraite en direction de la Vistule et l'acculer à la mer Baltique. Sur ce, le Maréchal Paul von

²⁵ On a traduit ainsi l'expression « *Befehlstaktik* », où *Befehl* signifie l'ordre détaillé ne laissant pas à l'appréciation du subordonné le choix des modalités d'atteinte du but qui lui a été fixé.

Hindenburg et le général de corps d'armée d'infanterie²⁶ Éric Ludendorff décidèrent d'effectuer un mouvement de roque²⁷. En arrière, à hauteur des lacs Mazures, ils se contentèrent de laisser un faible contingent – comme Manstein le fit plus tard sur le Mious, avec le détachement d'armée Hollidt. Ils transférèrent alors le gros de la 8^e armée par voie ferrée vers le sud, à travers la Prusse orientale. Quatre corps d'armées allemands provenant de différentes directions accoururent soudain dans la région de Tannenberg. Ils formèrent en même temps une nasse dans laquelle l'armée russe de la Narew s'enferma sans le réaliser. La bataille de Canne de la Première Guerre mondiale fut ainsi menée à la perfection.

Elle ne fut cependant nullement le résultat d'une « intuition géniale » soudaine. Depuis 1888, dans les exercices sur cartes et les études sur le terrain du niveau grand état-major, on n'avait jamais cessé d'étudier la manœuvre opérative qui permettrait de déjouer l'action de deux armées attaquant simultanément en Prusse orientale. De même, l'idée de Manstein d'un mouvement de roque et d'une riposte, contre trois fronts soviétiques attaquant simultanément, était finalement le résultat d'une pensée opérative qui s'était développée depuis des générations.

Conclusion

Si l'on s'interroge finalement sur le résultat des opérations qui ont été présentées, le bilan suivant s'impose : la portée stratégique de la riposte de Manstein ne réside pas dans ce qui a été gagné mais dans ce qui a pu être évité, c'est-à-dire dans l'atteinte du but « négatif » de la guerre, pour reprendre l'expression employée par Clausewitz. Concrètement, cette riposte permit ainsi de prévenir l'effondrement complet du front de l'est, dès le printemps 1943. Encore une fois, on était parvenu à le stabiliser momentanément.

Selon ses propres dires, Manstein voulait se servir de sa victoire militaire pour créer les conditions nécessaires à une solution politique dans le sens d'une paix de compromis. De prime abord, une pareille tentative était cependant vouée à l'échec. En effet, elle ne pouvait ni s'accorder avec les buts de guerre d'Hitler, ni n'avait quelque chance de trouver un écho favorable parmi les ennemis de l'Allemagne. Aussi cet éclatant succès militaire compte-t-il finalement parmi les « victoires perdues », conformément au titre donné par Manstein à ses mémoires.

²⁶ Voir note *infra*. n° 18.

²⁷ Voir note *infra*. n° 17.

Bibliographie

- Clausewitz, Carl v., Briefe an Major i.G. v. Roeder vom 22.12.1827, in « Zwei Briefe des Generals v. Clausewitz. Gedanken zur Abwehr » in *Militärwissenschaftliche Rundschau*, 2^e année (1937), cahier spécial publié début mars.
- Clausewitz, Carl v., *vom Kriege*, 19^e édition, Bonn, 1991.
- Eliseev, Vladimir, T., « Die sowjetische Geschichtschreibung zu den Ereignissen der Endphase des Winterfeldzuges 1942-43 in der südwestlichen Richtung der sowjetisch-deutschen Front », in *Gezeitenwechsel (voir plus bas)*, pp. 89-99.
- Frieser, Karl-Heinz, *Blitzkriege-Legende. Der Westfeldzug 1940*, 2^e édition, Munich, 1996.
- *Gezeitenwechsel im Zweiten Weltkrieg ? Die Schlachten von Char'kov und Kursk im Frühjahr und Sommer 1943 in operative Anlage, Verlauf und politischer Bedeutung*, Roland G. Foerster, Hamburg-Berlin-Bonn, 1996.
- Glantz, David M., *From the Don to the Dnepr. Soviet offensive Operations, December 1942 – August 1943*, London, 1991.
- Glantz, David M., « Prelude to Kursk : Soviet Strategic Operations, February-March 1943 », in *Gezeitenwechsel (voir plus haut)*, pp. 29-56.
- Glantz - House, *When Titans Clashed. How the Red Army Stopped Hitler*, Kansas, 1995.
- Hackl, Othmar, « Das "Schlagen aus der Nachhand". Die Operationen der Heeresgruppe Don bzw. Süd zwischen Donez und Dniepr », in *Truppendienst*, 22^e année (1983), n° 2, pp. 132-137.
- Hartog, Leendert Johann, *Und morgen die ganze Welt. Der deutsche Angriff im Westen*, Gütersloh, 1961.
- Hauck, Friedrich Wilhelm, « Der Gegenangriff der Heeresgruppe Süd im Frühjahr 1943 », in *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 12^e année (1962), n° 8, pp. 453-483, n° 9, pp. 520-539.
- *Hitlers Lagebesprechungen. Die protokollfragmente seiner militärischen Konferenzen, 1945*, Helmut Heiber, Stuttgart, 1962.
- Manstein, Erich v., *Verlorene Siege. Erinnerungen 1939-1944*, 11^e édition, Koblenz, 1987.

- W. Morosow, « Warum der Angriff im Frühjahr 1943 im Donezbecken nicht zu Ende geführt wurde », in *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 14^e année (1964), n° 7, pp. 414-430, n° 8, pp. 493-500.
- Müller-Hillebrand, Bürkhart, *das Heer 1939-1945, t. III : Der Zweifrontenkrieg*, Frankfurt am Main, 1969.
- Muller, Richard, *The German Air War in Russia*, Baltimore, 1993.
- Sadarananda, Dana V., *Beyond Stalingrad. Manstein and Operations of Army Group Don*, New York, Westport-Connecticut, London, 1990.
- Senger und Etterlin, Ferdinand-Maria, « Die Gegenschlagsoperation der Heeres Gruppe Süd, 17-25 Februar 1943 », in *Wehrgeschichtliche Symposium an der Führungsakademie der Bundeswehr*, 9 Sept. 1986. *Ausbildung im operativen Denken unter Heranziehen von Kriegserfahrungen, dargestellt an Manstein's Gegenangriff Frühjahr 1943*, Dieter Ose, pp. 132-182.
- Wegner, Bernd, « Der Krieg gegen die Sowjetunion 1942-1943 », in Horst Boog (entre autres ouvrages), *Der globale Krieg. Die Ausweitung zum Weltkrieg und der Wechsel der Initiative 1941-1943 (= Das deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg)*, t. 6, Militärgeschichtlichen Forschungsamt, Stuttgart, 1990, p. 761 sqq.

- ⁱ Interview du général (ER) comte von Kielmansegg par le lieutenant-colonel Dr. Frieser, le 15/06/1993.
- ⁱⁱ Wegner, *Krieg gegen die Sowjetunion*, p. 762.
- ⁱⁱⁱ *Ibid.*, p. 1102.
- ^{iv} Glantz, *Prelude to Kursk*, p. 29, 32. Voir aussi : Glantz-House, *When Titans Clashed*, p. 143, 145 sq.
- ^v Ce chiffre englobe également les armées soviétiques qui ont été comptabilisées sur les autres portions du front, dans le secteur de Stalingrad par exemple.
- ^{vi} Cf. les commentaires d'Hauck sur Morosow [Morosov], *Warum der Angriff*, p. 427. Voir aussi Hauck, *Gegenangriff*, p. 471. Du côté soviétique, il n'existe apparemment de données chiffrées précises que pour le front de Voronej. Pendant l'opération offensive de Voronej-Kharkov (13/01-03/03/1943), il disposait en incluant les 6^e et 13^e armées de plus de 502 000 hommes. Pendant l'opération défensive de Kharkov (04-25/03), le front de Voronej disposait, en incluant la 6^e armée de 345 000 hommes. Cf. *Grif sekretnosti snjat*, p. 185 sq., 187. Les données correspondantes manquent pour les fronts du sud-ouest et du sud.
- ^{vii} Müller-Hillebrand, *Heer*, p. 61.
- ^{viii} Cf. les statistiques jointes à la carte de la situation du 20 février : « état récapitulatif de la situation des chars » [« Zusammenstellung Panzerlage »], BA-MA, RH2 (Ost), Nr. 5528. Le fait que la 23^e division blindée n'ait pas disposé d'un seul char de combat en ordre de marche ce jour-là apparaît également dans « le compte-rendu quotidien du chef du bureau 1a [bureau « opérations » dans l'armée allemande de l'époque], du 20/02/43 » de la division. Comme l'a par ex. souligné Mieth (von) : (=Bundesarchiv, Militärarchiv), RH 20-6/262, Nr. 395, BL 122.
- ^{ix} Carte de la situation du 20 février 1943 : « état récapitulatif de la situation des chars », *op. cit.*
- ^x Glantz, *From the Don*, p. 87, 153.
- ^{xi} Pendant l'offensive, aussi, les renforts étaient sans cesse poussés en avant, si bien qu'au total on estime que plus de 1800 chars doivent avoir attaqué. D'après Elisev (Histoire officielle soviétique, p. 99) plus de 600 chars de la réserve de la 1^{re} armée furent acheminés par la voie ferrée.
- ^{xii} Morosow, *Warum der Angriff*, p. 499.
- ^{xiii} Clausewitz, *Brief an Major Roeder*, p. 8.
- ^{xiv} Annexe 1 du journal de marches et opération (JMO) [Kampftagebuch (KTB)] n° 1 du groupe d'armées du Don (20.11.42 – 03.02.43), BA-MA, RH 19 VI/42, p. 73.
- ^{xv} *Hitlers Lagebesprechungen*, p. 584 sq.
- ^{xvi} Cité par Wallach, *Kriegstheorien*, p. 175.
- ^{xvii} Manstein, *Verlorene Siege*, p. 459, voir aussi p. 315.
- ^{xviii} Hackl, *Schlagen aus der Nachhand*, p. 137.
- ^{xix} Cf., par ex., Sadarananda, *Beyond Stalingrad*.
- ^{xx} Manstein, *ibid.*, p. 402 ; et aussi p. 403, 434, ainsi que JMO [KTB] du groupe d'armées du Don, 03/02 – 15/02/1943, BA-MA, RH 19 VI/39, p. 749.
- ^{xxi} Frieser, *Blitzkriege-Legende*, p. 399.
- ^{xxii} Sur l'effet de « porte pivotante », *ibid.*, pp. 95-110.
- ^{xxiii} Cité par Hartog, *Und morgen die ganze Welt*, p. 99 sq.
- ^{xxiv} Morosow, *op. cit.*, p. 423. et, de même, Philippi-Heim, *Feldzug*, p. 207 sq.

-
- ^{xxv} Sur ce sujet voir : général (ER) Dr. V. Senger und Etterlin, *Gegenschlagsoperation*, pp. 158-160, 181 sq.
- ^{xxvi} Carnet de guerre personnel du général feld-maréchal Dr. Wolfram baron von Richthofen, vol. 10 (du 01/01. au 14/06/1943), BA-MA, N 671/10, pp. 121, 123. Cf. état-major de conduite de la Luftwaffe, bureau opérations (1c dans l'armée allemande) : compte rendus de situation du commandement de la 4^e flotte aérienne du 19/01 au 17/04/1943, BA-MA, N 671/10, pp. 121, 123. Voir aussi, Muller, *German Air War*, p. 108.
- ^{xxvii} Clausewitz, *vom Kriege*, p. 879.
- ^{xxviii} Ces problèmes logistiques apparaissent également dans les documents des Archives centrales du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, qui ont été présentés par la délégation russe pendant les assises internationales d'histoire militaire organisées par le MGFA, à Ingolstadt, en 1993. Voir par exemple la demande du commandant supérieur de la 3^e armée blindée au commandant du front de Voronej du 25/01/1943 au sujet d'un report du début de l'attaque (Dokladnaja zapiska, Tgb.-nr. 001352 v. 03.03.1943, CAMO RF, non signé).
- ^{xxix} Clausewitz, *Vom Kriege*, p. 634.
- ^{xxx} Morosow, *op. cit.*, cahier 8, p. 496. Voir aussi le rapport Golikov, jusqu'à maintenant inconnu à l'ouest : Vypisiki iz doklada general-polkovnika Golikova F.I., O nastupatel'nyh operacijach Voronezskogo fronta s 12 janvarja po 20 marta 1943 g. [extraits du rapport du général d'armée Golikov, sur les opérations offensives du front de Voronej du 12 janvier au 20 mars 1943]. Source : CAMO RF, *op. cit.*, F 203 op. 2843 d. 418, p. 55 (=Bl. 57).
- ^{xxxi} Communication de l'historien militaire Sergej Ermaeënkov (Moscou).
- ^{xxxii} Manstein, *Verlorene Siege*, p. 57 ; voir aussi pp. 314 sq., 413 sq.
- ^{xxxiii} *Ibid.*, p. 414.

LE RISQUE

Comment saisir l'instant de la rupture tactique malgré la prise de risque inattendue ? Ou *La bataille de Solferino* par Yvon

*Colonel Stéphane FAUDAIS,
directeur du Département histoire,
géographie et stratégie de l'École de guerre*

Le tableau d'Adolphe Yvon¹, *La bataille de Solferino*² est daté de 1861³, soit deux ans après la célèbre victoire. Il symbolise bien l'élan nouveau donné par les peintres du Second Empire⁴ au genre dit « militaire », complété plus tard par la photographie. Mais ce tableau porte aussi des messages nombreux à qui veut bien les repérer, car il n'est pas, picturalement, une scène de bataille : il est avant tout un portait – celui de l'empereur Napoléon III –, comme son titre ne l'indique pas. Il aurait pu s'intituler aussi *Napoléon III vainqueur à Solferino*. Ou bien *Le neveu sur les traces italiennes de l'oncle*. Ou encore : *L'instant décisif*. Car si Yvon aime les litotes ou les euphémismes, personne n'est dupe : le personnage important est bien à cheval, au centre de la toile.

¹ Adolphe Yvon est un peintre français du XIX^e siècle (1817-1893). Spécialiste de la peinture d'histoire et des compositions religieuses, il se forme très jeune à l'art du portrait et aux fresques historiques auprès du peintre Paul Delaroche. Ses premières œuvres s'inspirent de l'histoire profane et religieuse française. Il se consacre ensuite, à partir de 1859, aux événements militaires et aux campagnes du Second Empire. En 1860, il est nommé membre de l'Académie impériale des Beaux-arts de Saint-Petersbourg, avant de devenir professeur à l'école des Beaux-arts de Paris trois ans plus tard. Quelques œuvres emblématiques : *La bataille de Koulikowo*, 1850, acheté par l'empereur de Russie Nicolas I^{er}, exposé au Grand Palais du Kremlin (Russie) ; *Le génie de l'Amérique*, 1858, exposé au Saint Louis Art Museum (États-Unis) ; *La bataille de Solferino*, 1861, exposé au château de Compiègne (France) ; *Portrait de Napoléon III*, 1868, exposé au Walters Art Museum (États-Unis). Principales récompenses : médaille de 1^{re} classe au Salon de 1848, chevalier de la Légion d'honneur en 1855, médaille d'honneur au Salon de 1857.

² Solférino peut aussi être orthographié Solferino. On préférera la seconde orthographe.

³ Constant Claire, *La bataille de Solférino*, in *Revue Versalia*, 1998, numéro 1, page 13.

⁴ Retenons les peintres Yvon, Rigo, Pils, Beaucé, Philippoteaux, Meissonnier, Charpentier, Manet, Massé, Vernet ; et les aquarellistes Armand-Dumaresq, Gignoux, Rocton, Lalaisse.

Laquelle est initialement pendue aux cimaises des galeries historiques du château de Versailles, créées par Louis-Philippe et conçues pour mettre en valeur les splendides collections royales. Elles sont augmentées de nouveaux espaces d'exposition sous le Second Empire : ce sont les salles dites « de Crimée » et « d'Italie », dans l'aile du nord, qui rassemblent des tableaux à la gloire des campagnes toutes récentes et qui font l'apologie de chefs militaires d'exception, dont les dix-neuf maréchaux du Second Empire. Parmi les peintres qui sont mis à contribution, on compte Yvon, qui exécute cinq grandes compositions, dont *La bataille de Solferino*⁵.

Il s'agit donc d'une commande artistique, mais aussi militaire et surtout politique, mettant en scène Napoléon III « chef de guerre », à un moment où l'empereur a besoin de voir consolidée son image d'héritier d'une dynastie créée sur les champs de bataille⁶. Un tableau mûri, qui fait l'objet de très nombreux dessins préparatoires conservés au Musée de l'Armée et à Versailles⁷. Un tableau qui entre aussi dans les collections versaillaises en 1995, en même temps que deux représentations d'épisodes de la guerre de Crimée et du siège de Sébastopol⁸. Des versions plus réduites en taille existent par ailleurs, dont celle reproduite ici⁹, visibles à Versailles et au musée de Compiègne. Pour une simple raison : les officiers ayant pris part à la bataille souhaitent un souvenir moins encombrant de leurs exploits tactiques¹⁰ ! Si les enseignements politiques de l'œuvre sautent au visage de celui qui observe le tableau, les leçons tactiques d'Yvon sont nombreuses. Quelles sont-elles ?

* * *

⁵ Cote MV 5016.

⁶ Le prince impérial est né le 16 mars 1856.

⁷ Soit 130 études léguées par le fils de l'artiste en 1911.

⁸ Dont deux toiles intitulées *Combat de Malakoff* (référéncées MV 8946 et MV 8947).

⁹ Huile sur toile : hauteur 70 cm, largeur 106 cm.

¹⁰ Lire Alain Pougetoux, « Acquisitions », in *Revue du Louvre*, 1996-3, p. 103.



La bataille de Solferino, 24 juin 1859, par Yvon. 1861.

24 juin 1859. Mont Fenile. 17 heures

Les combats ont opposé toute la journée 150 000 Franco-sardes à 170 000 Autrichiens autour du village de Solferino, en Lombardie. Il est 17 h. Tel est le moment précis de la bataille peint par Yvon. Exactement au centre de la scène, Napoléon III est représenté à cheval, en tenue de général de division, képi sur la tête : c'est d'ailleurs Alfred de Dreux, qui, ayant peint un an plus tôt, un *Portrait équestre de l'empereur Napoléon III*¹¹, ouvre la voie des œuvres « à cheval » ; car, traditionnellement, Napoléon III préfère être peint à pied, en petit uniforme ou en tenue bourgeoise. Ici, le style est radicalement différent : militaire, voire martial. Impérial au sens romain du terme.

Le ciel est très sombre. Sur le mont Fenile, le souverain est entouré des généraux de sa maison militaire et de son état-major, à la droite du tableau. Il pointe de l'index une tour qui, au loin, émerge des fumées de la bataille. À gauche, les canons français tonnent. Dans la partie inférieure, un général galope et salue l'empereur, qui lui désigne l'objectif. Derrière le cavalier,

¹¹ Alfred de Dreux (1810-1860), *Portrait équestre de l'empereur Napoléon III*, huile sur toile, 1858, musée de l'Armée.

des hommes au pas de course, prêts à en découdre. Les officiers ont leur épée à la main... On va donner l'assaut. L'heure est plus grave que jamais, elle est décisive.

Solferino est en effet la dernière bataille de la campagne d'Italie de 1859. Résumons-en brièvement le contexte tactique : après la victoire de Magenta, le 4 juin, l'armée franco-sarde veut en finir avec l'armée autrichienne. La manœuvre de cette dernière vise cependant à prendre un risque et à renverser le rapport de force, qui lui est défavorable matériellement et moralement, en créant la surprise, tout en misant sur la trop grande confiance et sur l'inaptitude supposée des généraux de Napoléon III. Après avoir mis en place ses troupes au sud du lac de Garde, l'état-major autrichien veut lancer une attaque latérale brutale, alors que l'ennemi tente de traverser la rivière Chiese, dont les ponts ont été détruits au cours de la retraite.

Mais, contrairement aux suppositions des Autrichiens, et grâce à l'efficacité des sapeurs, le gros de l'armée franco-sarde a déjà traversé la Chiese au cours de la journée du 22 juin et il se prépare à avancer rapidement vers la rivière Mincio ; les Français sont encouragés par les rapports des patrouilles de reconnaissance qui, quelques jours plus tôt, ont pu vérifier le repli de l'ennemi et par la conviction partagée par Napoléon III, que la bataille aura bien lieu sur les rives de cette rivière. Les plans autrichiens semblent déjoués !

Les combats nombreux et brefs, entre patrouilles de reconnaissance, qui se produisent par la suite, convainquent les Autrichiens qu'ils ont intercepté les avant-gardes franco-sardes et, de façon symétrique, ces derniers pensent avoir établi le contact avec l'arrière-garde autrichienne, tout comme à Melegnano. Mais on ne va plus loin : aucune reconnaissance en profondeur n'est effectuée ; on se satisfait de renseignements parcellaires qu'on ne croise pas avec ceux des Sardes... En fait, les deux armées sont déployées sur deux lignes parallèles très proches l'une de l'autre et étendues, du nord au sud, sur seulement vingt kilomètres. Les Autrichiens vont jusqu'à planter leurs tentes à quelques centaines de mètres des bivouacs français, sans que ceux-ci ne s'aperçoivent de rien. Serait-on aveugle et sourd ? Chacun semble prendre un risque sans le savoir.

Le vendredi 24 juin, vers 4 heures du matin, les colonnes se heurtent frontalement. Par hasard. Des montgolfières sont pourtant déployées pour préciser le renseignement. En vain. Les enseignements tirés des batailles précédentes n'ont servi à rien : absence de renseignement ; inexistence d'un plan de manœuvre ; surprises tactiques qui s'annulent ;

effets déterminants de la météo. Mais à la différence de Magenta, les effectifs qui s'affrontent sur le terrain sont considérables, puisque trois fois supérieurs : 320 000 soldats se battent pendant quinze heures sur une bande de 20 km par 1 km.

De plus, de part et d'autre, les troupes sont éreintées par leur mise en place nocturne : elles n'ont reçu aucune nourriture, si ce n'est le café du matin pour les Français, une double ration d'eau-de-vie pour les Autrichiens ; les soldats se battent donc à jeun et épuisés, la chaleur estivale étouffante venant durcir progressivement les conditions de combat. Les mûriers et les vignes sont autant d'obstacles naturels pour la progression ; de larges fossés empêchent les chevaux d'avancer ; une pluie incessante d'obus, de bombes et de boulets décime à l'aveuglette, mais rapidement, les rangs à très courte portée. L'absence de plan de bataille ordonné, l'équilibre initial des forces, l'emploi de canons rayés modernes et l'endurance inextinguible des soldats des deux camps provoquent inexorablement des pertes considérables.

Mais Napoléon III voudrait mettre un peu de liant entre ces combats de rencontre juxtaposés, qu'il observe, dès l'aube, depuis le clocher de Castiglione, l'œil rivé à sa lorgnette : il a pris de la hauteur au sens propre comme au sens figuré. Afin de débloquer la situation qui s'enlise désespérément et afin de créer une véritable dynamique tactique, l'empereur décide d'articuler sa manœuvre autour d'une haute tour carrée, de couleur rouge, appelée « *Spia dell'Italia* »¹², qui domine Solferino. Ce village devient dès lors le point-clé de la bataille ; celui qui s'en emparera gagnera la bataille, voire la campagne.

1 – Le chef : un modèle de courage physique

Yvon nous montre un empereur stoïque, quoiqu'un peu raide, alors que la mort plane. Il reste d'ailleurs indifférent aux cadavres et à la main tendue du blessé autrichien, qui gisent aux pieds de son cheval – que fait-il là d'ailleurs, cet Autrichien ? Ici, le peintre veut avant tout diffuser un message d'ordre politique : Napoléon III est le digne héritier de son oncle, Napoléon I^{er}.

Faisant preuve d'une exactitude photographique, le peintre semble totalement ignorer la bataille, qu'il ne détaille pas, pour se concentrer sur une seule figure : l'empereur, parangon du chef militaire. Fils de Louis

¹² Ou « espionne de l'Italie ».

Bonaparte, Louis-Napoléon, futur Napoléon III, est attiré très tôt par une carrière d'officier, mais son expérience militaire ne va pas plus loin qu'un bref commandement dans l'armée suisse : il en naît une sorte de complexe d'infériorité. Il se pose ainsi une question lancinante, qui semble trouver sa réponse au moment précis croqué par Yvon : « Suis-je bien un *imperator* ? ». Cet héritage est symbolisé par l'aigle impériale¹³, qui orne le sommet du drapeau, peint à la gauche du tableau. Mais tout cela n'est qu'illusion...

En fait, Solferino est le tournant majeur de la vie militaire de l'empereur. Son ambition est annihilée par l'horreur du sang et par le poids trop lourd des responsabilités du chef au combat, liées à la mort, sur lesquelles il a peu réfléchi. Car, à l'aube du 25 juin, la campagne italienne est jonchée de cadavres noircis par la chaleur torride, mais aussi de blessés gémissant ou appelant au secours, assaillis par des nuages de mouches : 12 000 Français, 6 000 Piémontais et 22 000 Autrichiens. L'empereur demande à entrer dans une ambulance : il s'évanouit presque en voyant le spectacle du chirurgien coupant des membres à la scie, entassés ensuite au pied de la table d'opération. Sa vision de la guerre est cauchemardesque et le dégoûte définitivement de celle-ci¹⁴ ; ce spectacle, auquel tout chef militaire doit pourtant s'attendre et se préparer, le feront avancer très prudemment sur le chemin des conflits futurs, quitte à se cacher la réalité ou à refuser toute prise de risque. 1870 en sera le révélateur brutal¹⁵.

En revanche, le peintre nous donne une bonne leçon tactique : Napoléon III est un modèle de chef, par son courage physique. La tour de Solferino n'est en effet qu'à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau ! Pour trois raisons principales : au plus près des combats, il veut se faire sa propre idée de la manœuvre, il veut aussi donner l'exemple et fédérer les troupes. C'est cette présence exemplaire et courageuse qui faisait dire aux généraux de Napoléon le Grand : « *lorsque l'empereur est présent, l'armée vaut dix fois plus* ».

¹³ L'erreur est souvent commise de masculiniser l'aigle ; il s'agit bien d'une aigle et non d'un aigle. C'est l'oiseau de Jupiter, emblème de la Rome impériale, et le décret du 10 juillet 1804 stipule que les armes de l'Empereur sont : « d'azur à l'aigle à l'antique d'or ».

¹⁴ Il est intéressant de faire le parallèle avec Louis-Philippe d'Orléans, futur roi des Français en 1830 sous le nom de Louis-Philippe I^{er}. Il se distingue dans le commandement de l'aile droite de l'armée française à Jemmapes le 6 novembre 1792 et il s'enorgueillit jusqu'à la fin de sa vie d'avoir été l'un des artisans de cette victoire décisive, mais le spectacle du sang versé lui inspire une profonde aversion pour la guerre.

¹⁵ Seul réconfort : il voit naître en 1863 les premières associations de la Croix Rouge, dont le Suisse Henri Dunant aura l'idée sur le champ de bataille.

Ainsi, l'empereur a tenu à diriger lui-même une bataille qu'il veut décisive, quitte à prendre des risques importants : peu avant 17h, sur ce même mont Fenile, le baron Larrey, son chirurgien, a son cheval tué sous lui, et plusieurs Cent-gardes de l'escorte sont atteints par des balles autrichiennes. Tout le monde a alors en tête un épisode de la campagne de France, qui a lieu le 20 mars 1814, à Torcy, au coucher du soleil. Les combats font rage : 5 000 hommes de la ligne et 2 500 cavaliers de la Garde tiennent vaillamment tête à 14 000 Alliés dont 8 000 fantassins ; l'empereur observe la scène, impassible, à portée de canon ; soudain, un obus éclate : Napoléon tombe à terre dans un nuage de fumée ; le cheval est tué, mais lui se relève. Indemne. Napoléon III, lui aussi, veut être un chef courageux.

2 - La hauteur de vue tactique

Yvon met en scène une double hauteur « impériale » : Napoléon III est à cheval, ...sur un point haut. Tout d'abord, si l'on y prête attention, la longueur des jambes de sa monture est disproportionnée ; elle renforce le caractère vertical de la figure. Ensuite, Napoléon III occupe un véritable poste d'observation ; le mont Fenile, haut de 134 mètres, d'où il peut saisir les hauteurs occupées par les Autrichiens, notamment deux points importants : le mont des Cyprès et la tour de la colline de Solferino, qui domine la plaine de Medole. De ce point, il peut en effet embrasser l'intégralité des mouvements des troupes françaises, qui tentent de chasser les troupes autrichiennes de leurs positions. Bazancourt note alors :

« Sa Majesté, du sommet du mont Fenile, domine tous les mouvements du premier corps et l'ensemble général de l'action. »¹⁶

Cette domination, physique, mais aussi morale, symbolise un ascendant, voire une supériorité : c'est la hauteur de vue tactique du chef. Celui qui, d'un coup d'œil exercé, comprend et synthétise. Pour renforcer cette idée, Yvon reprend une technique artistique éprouvée ; la bataille n'est pas directement évoquée, si ce n'est à travers trois éléments : le panache de fumée qui s'élève au loin, le canon qui tonne, les blessés et les morts qui gisent au sol, aux pieds du cheval de Napoléon III. Lequel est un point fixe, au milieu de la toile, alors que les mouvements de soldats et la galopade du général Camou, en particulier, qui semble se précipiter, l'entourent. Les fusils et les baïonnettes – évocation indirecte des combats en cours –, dans la partie inférieure du tableau, ne sont pas parallèles, ils créent la

¹⁶ La Campagne d'Italie de 1859 - Chroniques de la guerre, Paris, 1860, p. 122.

confusion, contrastant avec le caractère vertical, presque marmoréen, de la figure de l'empereur, qui est le « pendant » pictural de la tour de Solferino, au loin. L'empereur domine. Malgré tout, si l'on compare l'iconographie du troisième du nom, par rapport à celle du premier, certains peuvent remarquer :

« La représentation du chef de guerre est beaucoup moins affirmée [...] L'attitude du personnage a quelque chose de figé, presque d'inexpressif. »¹⁷

Un effacement dû à un autre détail. Napoléon III et ses généraux portent la même tenue ; ce qui fait dire à Henri Ortholan :

« Il se distingue d'autant moins facilement, alors que l'on remarquait sans peine la silhouette du Petit Caporal, avec sa légendaire capote grise et son fameux chapeau bicorne. »

Et les mauvaises langues affirment d'ailleurs, voyant le tableau lors de sa première exposition : « L'empereur domine, mais il n'a pas les pieds sur terre... ». Un défaut possible du chef tactique.

3 – Le doigt tendu, symbole du chef qui montre le but et déclenche le mouvement

Le geste de Napoléon III est assuré : il tend résolument l'index vers la tour de Solferino. Artistiquement, un geste polysémique. N'insistons pas sur le sens le plus évident ; il montre à ses troupes ce qu'il faut regarder : une tour. Un doigt symbolique, aussi, qui rappelle celui de la main de justice royale, qui fait partie des *regalia*. Mais surtout un doigt historique, celui de son oncle, que l'on imagine agir de la sorte. Pourtant, contrairement à l'avis commun, Napoléon I^{er} a été rarement immortalisé dans cette posture¹⁸, tout simplement parce qu'il n'a pas besoin de rappeler aux généraux ce qu'il a planifié précisément la veille, avec eux...

Quoiqu'il en soit, le neveu fait ici coup triple. D'une part, il apparaît dans une version fort classique du « leader » : celui dont l'index nu suffit à se faire comprendre – notons qu'il n'ouvre pas la bouche – dans une

¹⁷ Ortholan Henri, « La représentation de l'armée du Second Empire par la peinture », in *Cahiers de la Méditerranée*, n° 83, *Guerres et guerriers dans l'iconographie et les arts plastiques*, 2011, p. 201.

¹⁸ Une exception : *Le général Bonaparte et son chef d'état-major, le général Berthier à la bataille de Marengo*, par Robert Lefevre (1800-1801).

attitude presque divine, à la Michel-Ange. D'autre part, tactiquement, il dirige l'action, au double sens du verbe latin *dirigere* : montrer le but et déclencher le mouvement. Enfin, politiquement, alors que la campagne d'Italie est la « guerre de trop » pour beaucoup de Français, il se pose en « dirigeant » moderne : « *je montre la direction, vous suivez !* ».

Cet index, c'est donc le doigt du chef. Celui qui pointe précisément l'endroit ou la direction de l'attaque, mais qui donne surtout le sens de l'action.

Aussi Napoléon III veut-il être peint – le tableau est un souhait impérial, ne l'oublions pas – à un moment où il commande, lui qu'on croit timide et velléitaire. C'est son moment de gloire. Car, l'histoire de l'empereur est celle d'occasions opérationnelles ratées : il aurait pu commander le corps expéditionnaire de Crimée, en 1854, mais il en est dissuadé par le haut commandement, qui n'ose pas prendre le risque de le voir tué, et, de manière indirecte, par les Britanniques, qui ne veulent pas de lui sur place. Quoiqu'il en soit, il suit avec précision les opérations, mais il s'oppose mollement à la volonté d'indépendance du général Pélissier qui commande à Sébastopol : « *J'ai confiance en vous et je ne prétends pas commander l'armée ; cependant, je dois vous dire que mon opinion est que vous devez en tenir compte* ». On est bien loin des colères noires de Napoléon I^{er}...

Commander, tout chef tactique en est capable... Décider est plus difficile. Or, ici, l'empereur décide plus qu'il commande : « *J'ai compris, il faut engager la Garde et tout de suite !* ». Mais ici, Napoléon III décide seul. Yvon souligne cette impression par trois moyens. Le premier : une distance de « sécurité » existe entre l'empereur et ses voisins, sur la toile ; une sorte d'aura solitaire soulignée par la couleur claire du sol. Le second : les maréchaux et les généraux sont tenus à l'écart. En effet, l'empereur est accompagné, tout au long de cette journée, par le maréchal Vaillant, major-général de l'armée, le général de Martimprey, aide-major-général, du comte Roguet, du comte de Montebello, du général Fleury, du prince de la Moskowa, des colonels Reille et Robert. Tous sont représentés par le peintre et ils sont reconnaissables. Sa maison militaire le suit aussi, avec l'escadron des Cent-gardes chargé de sa protection, et dont on aperçoit les casques brillants, à droite, au-dessous de l'horizon. Le troisième, plus subtil : les maréchaux ont les cheveux très blancs : l'empereur incarne le renouveau et la fougue tactique ; eux, ils incarnent le passé.

Cependant, une heure auparavant, Napoléon III avait eu bien du mal à décider. L'incertitude était totale, la victoire à portée de main des deux camps. Ainsi, à Guidizzolo, le prince Charles de Windisch-Graetz, colonel

autrichien, quoique grièvement blessé, continue à crier ses ordres à ses soldats, dont certains l'ont pris dans leurs bras : la rumeur circule alors que les Autrichiens sont immortels ! Mais rien ne décourage les Français, qui sont fermement décidés à s'emparer des positions ennemies : tous mettent sac à terre pour aller plus vite au contact. Le corps à corps s'engage, à la baïonnette, au sabre. On s'assomme à coup de crosse ou de pierres si la lame fait défaut. Dunant écrit même :

« Il n'y a plus de quartier, c'est une boucherie, un combat de bêtes féroces, furieuses et ivres de sang ; les blessés même se défendent jusqu'à la dernière extrémité, celui qui n'a plus d'armes saisit à la gorge son adversaire qu'il déchire avec ses dents. »

Et au moment où tout peut basculer, comme à Magenta, Napoléon III perd pied ; il semble complètement dépassé par les événements. Le général Fleury lui parle, mais l'empereur ne réagit pas. Puis, haussant la voix, il le somme respectueusement de « *ne pas faire comme [son] oncle à la Moskowa* ». Cette référence historique, plutôt tragique, fait réagir l'empereur. Il prend alors une décision de chef : donner l'ordre d'attaquer à la dernière division de la Garde. Cet engagement de la réserve au moment crucial crée la surprise et emporte la décision. C'est cet instant que peint Yvon.

Mais l'armée impériale n'est pas passée loin de la défaite. Car, contrairement à l'histoire officielle racontée par Yvon, Napoléon III n'a pas été un grand tacticien, ni même un grand stratège. Ses excellentes idées sur l'emploi des armes n'y ont rien fait. La combinaison pratique du mouvement et du feu, au combat, est une autre affaire.

4 – La prérogative du chef : la saisie du moment de rupture tactique y compris en prenant des risques

Solferino ; 17 h : la bataille se joue ici et à cet instant. Un instant qu'il faut saisir, pour Napoléon avec son doigt, Yvon avec son pinceau.

Pourtant, le rapport de forces est favorable à l'empereur... En une manœuvre, une seule, il faut impérativement amplifier le déséquilibre vers l'avant de l'ennemi et provoquer sa chute, exploiter l'avantage, faire fructifier les talents dépensés. Son plan de manœuvre est simple : surprendre donc prendre des risques, prendre l'ascendant, renverser définitivement la situation. Son état-major l'observe, inquiet...

« *Il faut donner la Garde impériale !* » : immédiatement, le général Camou¹⁹ galope à la rencontre de l'empereur ; il est représenté sur son cheval gris pommelé et dégingandé. Il s'agit de surgir de derrière le mont Fenile – la réserve a été dissimulée, comme le montre Yvon – et d'appuyer la division Forey alors que les Autrichiens reculent. Napoléon tend son doigt lentement, pendant qu'au loin, on se bat à coup de pierre, de manche de pioche et qu'on se tue à la baïonnette : la *Furia francese* fait parfaitement son office. Le ciel s'obscurcit et d'épais nuages remplissent le ciel, le vent se déchaîne, déplaçant des masses gigantesques de poussière. Des trombes d'eau finissent par tomber. C'est à la voix que les officiers autrichiens rassemblent leurs unités. Vers cinq heures trente du soir, le combat s'achève au milieu des éclairs, du tonnerre et de la grêle, puis de l'obscurité.

C'est le baron de Bazancourt qui synthétise parfaitement les enjeux du moment :

« *L'Empereur comprend tellement que sur les hauteurs de Solferino est le gain de la bataille, qu'il n'hésite pas à engager dès à présent sa Garde, son unique réserve.* »

Le chroniqueur, qui n'est pas un officier d'état-major, n'emploie pas des termes tactiques réglementaires, mais le résumé est parfait. Trois idées sont mises en avant. La première : « Les hauteurs de Solferino » sont le point-clé du terrain. Le « gain de la bataille » : ce n'est pas que le fait de « gagner », de remporter la victoire, qui importe. Il s'agit ici de « créer l'événement », comme le disait Napoléon. De générer, à un moment bien précis²⁰, une rupture tactique qui fait basculer le rapport de force. Napoléon III a déjà gagné en pointant la tour du doigt : il incarne même, à cheval, le célèbre effet majeur ! L'« unique réserve » : c'est bien là la raison d'être principale de ce corps d'élite, représentée dans d'admirables tableaux²¹, comme l'atteste Lecomte :

« *La Garde impériale, petite armée bien choisie, privilégiée, devant, dans l'origine, être toujours presque au complet et servir de réserve tactique sur les champs de bataille.* »²²

¹⁹ Jacques Camou (1792-1868), général en 1848 ; lors du siège de Sébastopol, il est placé à la tête de la 2^e division d'infanterie de la Garde impériale, qu'il commande encore à Solferino.

²⁰ « *Le moment est le Dieu de la guerre, c'est lui qui décide de tout* » selon Coutau-Bégarie.

²¹ Édouard Detaille : *Le repos pendant la manœuvre, camp de Saint-Maur, la Garde impériale et le Défilé à pied du régiment des guides de la Garde impériale à Saint-Germain-en-Laye en 1866*. Sans oublier Manet, dont le célèbre *Enfant de troupe jouant du fifre* (1861), appartient, on l'oublie souvent, à la Garde impériale.

²² Ferdinand Lecomte, *Relation historique et critique de la guerre franco-allemande en 1870-1871*, Paris, 1872, tome 1, p. 6.

La Garde, dont le chef galope déjà vers la victoire, n'est autre que la résurgence, elle aussi impériale, des *triarii* romains, troisième ligne composée des soldats les plus anciens et les plus aguerris. Mais surtout, on en fait un instrument de « décision tactique » : elle sert à infléchir le cours de la bataille, à un moment choisi.

En définitive, le tableau d'Yvon ne représente qu'une chose. La vraie liberté tactique du chef, celle qui est presque consubstantielle à son état : prendre le risque d'engager sa réserve, après qu'il a défini initialement un subtil dosage de ses forces. C'est ce que Sun Zi décrit en distinguant la « force ordinaire » de la « force extraordinaire » ou *qi*²³ :

« La réserve permet, dans l'offensive comme dans la défensive, d'introduire la notion de surprise en cours d'action : dans l'offensive, de créer ou d'en renforcer l'action. »

Ce que Clausewitz énonce différemment : la réserve permet « d'abord, de prolonger et de renouveler le combat, ensuite de servir en cas d'imprévu ». Selon lui, la réserve permet en fait de dissiper le brouillard de la guerre chez l'ami tout en l'épaississant chez l'ennemi. Elle a directement trait à la saisie de l'initiative et à la concentration des efforts, dans une sorte de filiation tactique, bien connue, du principe de liberté d'action du chef.

Mais on est souvent rattrapé indirectement par ses vices ! Napoléon III, qui ne souhaite pas répéter l'erreur de Magenta, donne l'ordre de poursuivre l'ennemi afin de profiter de sa faiblesse et de lui infliger des pertes telles que la capitulation s'imposera. C'est Mac-Mahon qui l'en dissuade : « *Les hommes sont exténués et ne peuvent pas fournir un tel effort, Sire !* ». Décidément, l'exploitation n'est pas le fort de l'armée française ; d'autant plus que la cavalerie, qui a peu combattu, est intacte. Elle aurait pu facilement harceler l'ennemi et rendre sa retraite « infernale ». L'empereur se laisse convaincre sans trop résister. Faiblesse ou magnanimité ? Les deux sans doute. Résultat : les Autrichiens se replient sur l'Adige.

Conclusion

Napoléon III retire trois idées fortes de la bataille de Solferino et, plus tard, de la campagne d'Italie de 1859. Au combat, il ne sera jamais Napoléon le Grand, malgré la belle mise en scène d'Yvon. Ses maréchaux ne l'ont

²³ Un point intéressant, ce terme peut aussi être traduit par « surprenant, imprévu ».

pas impressionné par leur sens tactique : Solferino a été un combat de rencontre, et on n'a pas voulu exploiter cette belle et coûteuse victoire tactique, même si l'empereur a su employer sa réserve à bon escient.

La capacité à engager intelligemment sa réserve et à « exploiter » n'est-elle pas, finalement, l'une des marques des grands chefs tactiques ? À condition de se garder de l'hubris...

Solferino dissuade surtout Napoléon III, définitivement, d'être un « va-t'en guerre » de prendre des risques. Ce 25 juin au matin, il ne supporte plus les visions crues de la guerre, telles que relatées par Dunant :

« Il faut panser leurs plaies ou laver ces corps sanglants, couverts de boue et de vermine, et il faut faire cela au milieu d'exhalaisons fétides et nauséabondes, à travers des lamentations et des hurlements de douleur, et dans une atmosphère brûlante et corrompue. »²⁵

Sa sensibilité l'honore, mais il n'a pas ni le sang-froid, ni le pragmatisme des vrais chefs. Lorsqu'on lui annonce que la victoire a coûté 40 000 morts et blessés, soit 15 % de pertes, il ne peut s'empêcher de pleurer et de penser au flegme de son oncle face aux 25 % de pertes de la bataille de Leipzig.

Lors de la campagne de 1870, il est trop malade pour être un chef lucide et un tacticien créatif : il renonce au commandement, transféré à Bazaine sur le Rhin et à Mac Mahon à Châlons. Malgré tout, sa volonté généreuse et toute napoléonienne d'incarner coûte que coûte l'institution militaire s'est finalement retournée contre lui : la défaite de l'armée française est devenue la sienne.

Philosophiquement, Napoléon III n'a aimé ni les batailles, ni la guerre. Mais Yvon saisit l'instant où l'empereur triomphe encore.

²⁴ Dunant Henri, *Un souvenir de Solférino*, Croix-Rouge française, Paris, 2014, p. 61.

LE RISQUE

Audace n'est pas déraison...

*Colonel Christophe de LAJUDIE,
adjoint au général délégué interarmées aux réserves*

La devise du 12^e régiment de chasseurs d'Afrique¹ nous donne matière à réfléchir sur le rapport entre la raison et la décision lorsqu'on doit agir en situation de risque. Il se trouve que notre siècle donne une place centrale au risque et à son *management*, pour lequel il élabore des théories et des méthodes toujours plus sophistiquées. Ces méthodes, créées pour les entreprises sous l'influence de centres de recherche civils et de fabricants de logiciels, influencent de plus en plus les militaires, avides eux aussi, voire plus encore, de s'éviter les éventuelles conséquences désagréables de décisions prises dans l'urgence, sous l'emprise du stress ou en se fiant uniquement à l'intuition. Contre cette tendance, la jeunesse se cabre, réclamant de l'audace, glosant sur la prise de risque avec des arguments parfois fort courts et des accents rappelant fâcheusement ceux qu'en leur temps on prêta aux « *Jeunes Turcs* » et au colonel de Grandmaison².

Courir le risque, soit : mais comment et jusqu'où ? Un tacticien doit-il le courtiser à tout prix comme l'essence même de la tactique ? Ou doit-il au contraire l'éviter ou tenter de l'atténuer ? Le risque tactique est-il réductible à une appréciation raisonnée susceptible de se traduire par une méthode de calcul et un système de simulation ?

Qui ose gagne... ou trois bonnes raisons de prendre des risques

Notons pour commencer que le risque est un fait auquel on n'échappe pas et, bien sûr, moins encore à la guerre : on peut choisir de courir un risque plutôt qu'un autre, mais pas de courir aucun risque. Dans un

¹ Tirée d'un dicton dont on a opportunément oublié la suite : « mais folie n'est pas courage ».

² Officier qui a développé avec d'autres contemporains le principe d'offensive à outrance avant la Première Guerre mondiale.

environnement changeant et, plus encore, dans un environnement hostile, indécision et inaction en font courir des bien plus grands encore que ceux qu'on hésitait à affronter. Comme Œdipe, le décideur est toujours rattrapé par son destin. L'étymologie lie d'ailleurs le terme à la notion de destin³, à la « part » revenant à chaque homme, à la chance et à la fortune, deux termes à l'origine ambivalents : on court le risque comme on court la chance, la fortune, l'aventure. La fortune, comme la chance, peut-être bonne ou mauvaise. Agir c'est prendre un risque, ne pas agir également. Agir c'est surtout, littéralement, prendre le risque, se saisir de la part que nous réserve le destin, saisir l'opportunité ou le *kairos* des Anciens, notion qui renvoie à nos méditations précédentes sur l'effet majeur et l'action décisive. Pas d'action décisive sans décision. *Aide-toi, le ciel t'aidera.*

Cette évidence s'impose avec plus de force encore au tacticien, praticien d'un métier par nature risqué, caractérisé par le péril mortel et personnel, par l'extrême proximité de l'événement, et par la confrontation directe à une volonté maligne. Toutes conditions qui obscurcissent le jugement, inhibent la décision, provoquent passivité ou suractivité irraisonnées, donnent aux passions la priorité sur la raison, et ne font qu'aggraver tous les risques. Au niveau tactique, le danger est partout, prendre des risques n'est même pas un devoir mais une situation constante, essentielle à la tactique au sens propre : la tactique, c'est le risque.

En dehors du fait que l'inaction nous met à la merci de l'action de l'ennemi, il demeure trois bonnes raisons de chercher à gagner trois avantages fondamentaux, ceux-là même qui doivent pousser le tacticien à accepter des risques : tirer le premier ; se trouver le plus fort ; être là où on ne l'attend pas⁴.

Devancer l'ennemi dans ses mouvements, comme dans ses décisions, prendre et conserver l'initiative, « garder la main », imposer son propre rythme à l'ennemi, implique évidemment d'accepter les risques inhérents aux décisions hâtives, prises sur la base d'informations parcellaires voire réduites à des impressions. Concentrer les efforts à l'endroit et au moment décisifs se paie nécessairement du risque de voir surgir l'ennemi en force face à nos propres points faibles. Surprendre l'ennemi impose d'adopter des chemins incommodes et périlleux, des dispositifs vulnérables, et des manœuvres hors normes. Car qu'est-ce qu'une manœuvre attendue sinon une manœuvre conforme ? *Qui ne risque rien n'a rien.* N'est-ce pas

³ Magne Laurent, *Histoire sémantique du risque et de ses corrélats*. Journées d'histoire de la comptabilité et du management, 2010. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00465954>.

⁴ Dit autrement : liberté d'action, concentration des efforts, économie des moyens...

parce que sa marche de flanc met son armée à la merci d'une attaque imparable que Frédéric trompe son adversaire et parvient à tourner la ligne autrichienne à Leuthen⁵ sans coup férir ?

La pratique guerrière comme la « théorie des jeux » confirment que l'efficacité d'une manœuvre croît avec les risques acceptés : *high risk, high pay off*⁶. C'est pourquoi le risque est la matière première ou la condition de la manœuvre, c'est pourquoi encore on juge les grands capitaines à la solidité de leur estomac, plus encore qu'à la hauteur de leur intelligence. C'est pourquoi la témérité étant le signe de la jeunesse, « *la guerre de cavalerie est affaire de lieutenants* ».

...Mais folie n'est pas courage

Il faut en effet reconnaître deux limites à ce raisonnement. La première tient à la difficulté à évaluer aussi bien la réalité et la gravité du risque encouru, ou son acceptabilité, que la valeur des opportunités ainsi créées. Et si on ne peut espérer de grands résultats sans grands risques, seule l'espérance de résultats exceptionnels justifie de prendre de grands risques. Encore doivent-ils être acceptables. Pour avoir négligé de s'assurer les débouchés de la Bohême, puis avoir levé le siège de Prague sans y laisser de couverture suffisante pour se jeter sur l'armée de secours du maréchal von Daun, bien campée à Kolin⁷, Frédéric « *perdit tout le fruit de sa conquête en voulant tout emporter à la fois* ». Malgré des attaques répétées et des pertes sévères, il ne put déloger Daun puis Charles de Lorraine sortit de Prague et se mit à sa poursuite. Il croyait gagner d'un coup Prague, la Bohême et la Saxe, il sauva à grand peine son armée et s'attira un jugement sévère de Bonaparte.

La deuxième limite tient à la surexposition historique des manœuvres hardies qui font la popularité des grands capitaines. Plus la manœuvre paraît téméraire, plus inespéré est le succès, plus miraculeuse paraît la victoire. Or le peuple et le soldat veulent à toute force que le prince et le général soient bénis des dieux, qu'ils aient la *baraka*. « *La chance est peut-être l'expression supérieure du génie* » aurait dit Leclerc. D'où une écrasante tendance des chroniqueurs à survaloriser les risques encourus par le vainqueur, à exagérer les rapports de force défavorables, à sous-évaluer les facteurs de succès, pour mieux valoriser le génie et la chance.

⁵ 5 décembre 1757.

⁶ Grand risque, grands dividendes.

⁷ 18 juin 1757.

C'est ainsi que la lecture superficielle de l'histoire militaire nous inspire maintes erreurs car, en bien des cas, les risques furent pour partie imaginaires et la manœuvre choisie en réalité très raisonnable.

En marchant de flanc par les mauvais chemins des collines, le matin du 5 février 1675, devant la ligne des Alliés, solidement campés derrière le canal de la Fecht à la Lauch, leur gauche à Colmar, Turenne ne croyait pas en réalité courir grand risque, comme il le dit lui-même au chevalier de La Fare plusieurs heures avant le combat : « *les Alliés n'avaient aucune raison de quitter la forte position qu'ils occupaient, encore moins de laisser menacer leur liaison avec Colmar où ils avaient leurs subsistances, et ils n'étaient pas assez forts pour tenir une telle ligne jusqu'à Türkheim qui devait donc être faiblement défendue* »⁸. Le corps du Comte de Lorges, avec toute la cavalerie, suffisait à les occuper et à les fixer, tandis que l'épais brouillard matinal dissimulait le mouvement des Français derrière les villages de Wettolsheim et Witzenheim.

De même, la fameuse manœuvre de Leclerc vers Saverne et Strasbourg ne doit rien à un pari mais tout à un raisonnement solidement fondé sur un renseignement précis, ce que rappelait dans ses souvenirs de jeune capitaine le général de Boissieu. Les forces allemandes étaient insuffisantes pour tenir à la fois leur première ligne au pied des Vosges, la *Vorvogesenstellung*, et la position de la ligne de crête, la *Vogesenstellung*. Cette dernière n'était donc occupée que par des points d'appui solides sur les cols principaux. Le reste devait être occupé ultérieurement par les unités retrainant de la position avancée, lesquelles étaient pour la plupart dépourvues de véhicules. Les devancer sur la crête en fonçant jour et nuit, phares allumés, par tous les itinéraires accessibles, était donc infiniment moins « risqué » qu'une attaque frontale menée en force contre des positions successives. La plaine d'Alsace n'étant que battue par des tirs d'artillerie préparés, se ruer aussitôt vers Strasbourg, voire vers le pont de Kehl, était logique.

Loin de se jeter à *corps perdu* dans le péril, le tacticien doit tenir une ligne de crête étroite. Entre l'inaction coupable (celle de Bazaine en 1870 se laissant manœuvrer sous Metz) et la hâte suspecte (celles de Mac Mahon devant Morsbronn, faisant charger la division Bonnemains et la brigade Michel sans les avoir soutenues par l'artillerie), la fenêtre est étroite et

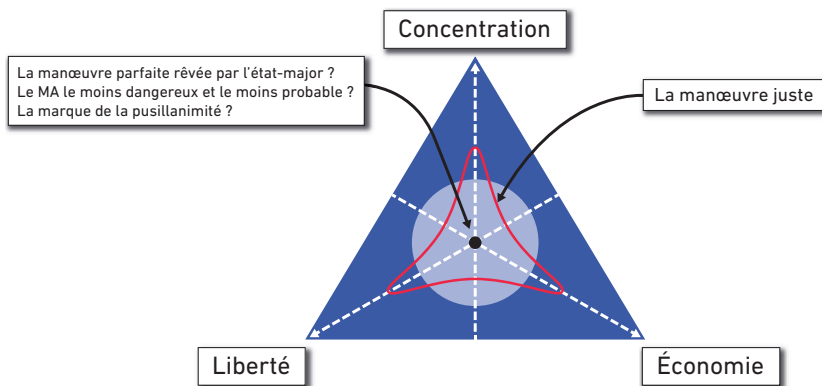
⁸ La place, dont les murailles avaient été démantelées, avait été évacuée le matin et n'était gardée que par un enseigne et trente hommes du régiment autrichien de Kayserstein. BILLICH A., *La Bataille de Türkheim, 5 février 1675*, Société Wickram Türkheim, 1958, p. 26.

malaisée pour la décision bien pesée et l'action énergique au moment opportun. Audace n'est pas synonyme de témérité. Son contraire est la pusillanimité, tandis que l'antonyme de la témérité est la prudence.

Éloge de la prudence

La prudence n'est pas, contrairement au mot de William Blake, « *une vieille fille riche et laide, courtisée par incapacité* ». Pour les Latins, *prudencia* signifiait compétence et savoir-faire, sagesse, prévoyance notion sur laquelle nous reviendrons plus loin.

La prudence, pour le tacticien, ne consiste pas à fuir le danger mais à ajuster sa manœuvre comme un menuisier ajuste les pièces d'un meuble. Une manœuvre ajustée doit réaliser l'équilibre entre l'importance de l'enjeu, la gravité des risques, la valeur des opportunités, la réalité des moyens. Elle doit surtout respecter un équilibre de bon aloi entre les principes sans jamais en lâcher aucun. En effet, nos fameux trois principes ont le mérite aussi important que paradoxal d'être entre eux contradictoires : l'accent porté sur la concentration des efforts tantôt prive des moyens de la liberté d'action, tantôt contredit une saine économie des moyens, toujours oblige à renoncer.



Le croquis ci-dessus tente d'illustrer les trois principes dans leur caractère contradictoire, montrant clairement que le respect absolu d'un principe exclut absolument le respect des deux autres, comble de l'imprudence. Tandis que la manœuvre respectant également les trois principes en réalité n'en respecte aucun. Le bord du disque blanc pourrait représenter la gamme des manœuvres raisonnables, les pointes de la courbe rouge les manœuvres hardies mais encore acceptables, surtout les plus propres à surprendre l'adversaire.

Prendre des risques ne consiste donc pas à faire n'importe quoi. Dans une conception juste de la manœuvre, l'audace sera toujours dans le choix de l'accent porté sur un des principes, au détriment des autres mais pas à leur exclusion, et dans l'acceptation des conséquences possibles de ce choix. La pusillanimité consistera à tenter vainement de respecter à la lettre chacun des principes, garantie d'une manœuvre sans danger pour son auteur, mais surtout pour l'ennemi. La témérité serait de tant mettre l'accent sur un des principes qu'à la fin on renonce totalement aux autres. Choisir un effet majeur, c'est évidemment accepter qu'il y ait des « effets mineurs ».

Mais le choisir à l'avance, c'est aussi prendre le risque d'une décision anticipée fondée sur des facteurs incertains ; entreprendre sur une base fragile, comme nous l'avons vu dans un de nos précédents articles. Le respect des principes éprouve la manœuvre retenue. Médite jour et nuit les principes et veille à agir selon ce qu'ils disent, alors « *entreprends sans crainte et tu réussiras* »⁹.

Tout ce qui précède est, il est vrai, difficile à mettre en œuvre dans le feu du combat, ce qui faisait dire à Vauban qu'il écouterait volontiers les conseils « *si on voulait bien venir les lui donner avec la pluie sur le dos dans les endroits où l'on tire* ». C'est pourquoi la décision tactique fait souvent une large part au « coup d'œil » et à l'intuition, l'urgence de la décision ne laissant pas de temps pour un raisonnement bien construit.

Pendant la guerre de sécession américaine, le premier soir de la bataille de Shiloh, alors que son armée, surprise au petit matin par l'attaque confédérée avait été repoussée au prix de pertes énormes et presque acculée aux berges de la Tennessee, ses unités de constitution récente en pleine débandade, Grant n'aurait sans doute dû songer qu'aux moyens de mettre la rivière entre l'armée confédérée et la sienne. C'est ce que pensaient certains divisionnaires et ce à quoi s'attendait son subordonné, le général Buell, tout fraîchement arrivé avec ses deux premières divisions, lorsqu'il s'enquit des dispositions prise par Grant pour retraiter. La postérité retint la réponse comme un trait d'audace frisant la témérité : « *Je ne désespère pas de les balayer tout de suite !* ».

⁹ Devise du 3^e régiment de spahis algériens, inscrite en arabe sur son insigne. Apparemment inspirée de Josué, 1, 8, que je paraphrase ici.



La bataille de Shiloh, Bror Thure de Thulstrup (1848-1930),
1888, Library of Congress, © Adam Cuerden.

La scène montre la résistance de la division Prentiss le long de la route inondable connue désormais sous le nom de *Hornets' nest*, le nid de frelons.

L'étude des faits y montre seulement l'effet de la froide raison fondée sur le coup d'oeil : Buell venait juste de franchir la rivière. Il n'avait vu que l'immense désordre qui régnait sur ses berges et entendu que les rumeurs de déroute courant parmi les hommes débandés. Grant avait dirigé la bataille depuis le matin, constaté l'énergie déployée par ses subalternes pour rallier leurs troupes¹⁰, observé le désordre croissant dans les rangs confédérés, jaugé le rapport de force de plus en plus favorable avec l'arrivée de la division de Lew Wallace et des renforts de Buell, estimé les effets de son artillerie et de celles de ses deux canonnières. Finalement, fort de cette appréciation de la situation, au matin du 7 avril, l'offensive nordiste prenait les Confédérés par surprise et les rejetait du champ de bataille, et la nouvelle de cette défaite, précédée la veille par un bulletin de victoire totale, provoqua dans l'opinion confédérée une dépression profonde.

¹⁰ En une matinée, galopant de droite et de gauche le long de sa ligne, Sherman avait été blessé deux fois et eut trois chevaux tués sous lui. Prentiss avait résisté fermement le long de la route inondable qui devait devenir le *hornets' nest*, jusqu'à devoir se rendre. Globalement, les divisions de Grant avaient été surprises et avaient dû abandonner leur camp mais s'étaient plutôt bien ressaisies et avaient combattu en retraite en bon ordre. L'armée confédérée, mal habillée et mal nourrie, s'était désorganisée dès la prise des camps de l'Union, les hommes ne pouvant résister à l'attrait du pillage.

Cet exemple, comme beaucoup d'autres, appelle deux remarques : une manœuvre ajustée ne l'est jamais avec une extrême précision ; la bonne décision n'existe pas.

Ajuster la manœuvre est pour le tacticien comme ajuster un meuble à toute vitesse et sans outils de précision, dans le chaos d'un atelier où les apprentis renverseraient les planches et jetteraient des seaux d'eau. Toute manœuvre tactique est par nature imparfaite et le chef est souvent conduit par l'événement plus qu'il ne le conduit¹¹.

Corollaire de cette réalité, aucune décision de conduite n'est bonne par elle-même, ses bases étant trop incertaines et changeantes. Dès lors la recherche de la bonne information fondant la bonne décision est vaine. Le mythe de la « supériorité informationnelle » dont se nourrissent nos systèmes d'information et les industriels qui les développent n'est que l'avatar d'un syndrome désormais bien connu parce qu'il frappe les générations connectées : la *FOBO* ou *fear of the better option*, qui interdit toute décision de peur de manquer une meilleure occasion plus tard. Une bonne décision n'est qu'une décision prise à temps sur des informations incomplètes et souvent trompeuses.

Cependant, comme décider à l'aveuglette dans le feu du combat est tout de même risqué, il est bon qu'à partir d'un certain niveau de commandement le chef soit secondé, raison pour laquelle on a inventé les états-majors et mis au point des méthodes d'anticipation. Ceci nous ramène à la *prudentia* des Anciens.

Anticiper les risques

Commander, c'est prévoir ! Préparer les décisions du chef, c'est anticiper. Les entreprises, nous l'avons vu, développent à grands frais des méthodes de *management* des risques et les outils informatiques pour les soutenir, et les militaires tendent à les imiter. Cela n'aurait guère d'importance s'ils comprenaient la différence entre le risque en général et les risques particuliers, entre ceux des civils et ceux de la guerre, s'ils prenaient en compte l'étroite relation entre risques et opportunités. La réflexion sur le sujet est aujourd'hui étroitement focalisée sur le sens négatif du mot, ce

¹¹ Ce constat, abondamment développé par Tolstoï dans *Guerre et paix*, constitue sa philosophie de la guerre et de l'histoire. Les généraux et leurs armées n'y sont mus que par une irrésistible nécessité et les plus sages des généraux, Bagration et Koutouzov, ne donnent strictement aucun ordre et se contentent de suivre le courant de l'histoire.

qu'un auteur appelle le « risque aryétique¹² ». Il s'agit de ne prendre en compte que les accidents aux conséquences néfastes, les dommages et non les gains.

Pour deux raisons au moins, cette démarche n'a aucun intérêt pour le tacticien. D'abord les risques qu'il court sont si nombreux et si graves que toute action lui serait interdite. Ensuite les risques de l'entreprise, comme des joueurs, portent sur des gains et des pertes qui sont de la même nature, tandis qu'il n'y a qu'un rapport très relatif de nature entre gains et pertes au combat : on perd des hommes tués ou blessés et des matériels endommagés ou détruits, on gagne éventuellement une meilleure situation pour la suite. De plus, une partie des dommages ou des pertes du tacticien ne constitue en aucun cas un risque : dès que le combat commence, la survenue de pertes est une certitude absolue. Cette part des pertes constitue un enjeu ou une mise, mais une mise qui est toujours perdue et que la victoire ne rembourse jamais. C'est donc un investissement à consentir : dans quel but sinon créer des opportunités ?

Il faut donc comprendre les risques tactiques en relation avec leur contraire, les opportunités. Dans notre jargon, un risque est une conséquence possible défavorable résultant d'une confrontation, et une opportunité une conséquence possible favorable. Favorable par rapport à quoi ? Par rapport à l'idée qu'on s'est fait au départ du déroulement souhaitable de la manœuvre. Les causes et leurs effets s'enchaînant au cours d'une action complexe et durable selon « *l'effet domino* », chaque effet, positif ou non en lui-même, en causant de nouveaux, il est indispensable au planificateur de simplifier l'enchaînement en y distinguant les événements de leurs effets ultérieurs possibles. Ainsi, le fait que tel bataillon qui devait franchir tel pont avant telle heure soit en avance ou en retard – événement facile à imaginer – ne constitue que rarement un risque ou une opportunité méritant quelque intérêt. Parce que l'anticipation consiste à préparer des décisions que le chef devra prendre dans l'urgence et l'incertitude, il n'y a d'intérêt que dans les conséquences ultérieures de l'événement.

Une conséquence importante de cette méthode est l'absence de lien entre la nature favorable ou défavorable de l'événement et celle des conséquences finales que cet événement est susceptible d'entraîner : comme l'illustre le combat des Horaces et des Curiaces, la défaite peut très bien résulter de succès initiaux, et un événement favorable peut ouvrir sur des opportunités comme sur des risques.

¹² Du grec *aryéticos*, qui signifie « négatif ». JOUSSE Georges, *Traité de riscologie*.



Plutôt que de remplir des tableaux de *risk management* ou de rédiger de volumineux plans de contingence, une méthode efficace d'anticipation consiste à imaginer un grand nombre d'hypothèses d'évolution de la confrontation, à identifier et qualifier les risques et opportunités tactiques susceptibles d'en résulter, à cerner le laps de temps dans lequel une décision deviendrait possible puis nécessaire, enfin à définir les renseignements qu'il serait nécessaire de connaître pour provoquer cette décision. Ce travail d'anticipation, interne et évolutif, oriente en permanence les travaux de l'état-major, les réflexions du chef, les actions du renseignement. Il rassure le chef, entretient le dialogue entre lui et ceux qui le conseillent, contredit les certitudes trop ancrées, et finalement protège des plus grands risques : la hâte et l'indécision.

LE RISQUE

De la prise de risque dans la conception de la manœuvre

*Colonel (er) Philippe COSTE, du Centre de doctrine
et d'enseignement du commandement*

La prise de risque s'impose à nombre d'activités et notamment aux opérations militaires, elle concerne aussi bien le chef de haut rang qui engage des unités au combat que le soldat qui aborde un élément de terrain inconnu. Affronter le péril obsède souvent l'homme dans l'action au point de devenir un besoin ; pourquoi cette propension à courir le risque s'impose-t-elle ?

Le risque pour être devant : la course automobile

En compétition, un pilote dispose de plusieurs options qui peuvent nécessiter la prise de risque : réglages techniques, trajectoire, dépassement, distance de freinage, etc. Dans ce dernier cas : en raccourcissant sa limite usuelle de freinage, le pilote accepte l'éventualité de ne plus en maîtriser certaines conséquences – perte de trajectoire ou d'adhérence, collision – et prend le risque de provoquer son déclassement voire son abandon. *A contrario*, les effets de ce choix (exceptionnel) peuvent lui permettre de rétablir une situation défavorable ou de forcer un avantage décisif. Ce dernier peut aussi être obtenu en poussant un concurrent à prendre des risques. Il suffit d'exercer sur le rival une pression psychologique telle, qu'il commettra une faute par perte de maîtrise totale de son pilotage.

Relevons de surcroît plusieurs aspects annexes.

- Le risque n'a rien avoir avec le hasard qui se traduit dans cette illustration, par une casse mécanique ou une flaque d'huile sur la piste dont les causes et les conséquences dépassent la seule volonté du pilote.

- Néanmoins, la prise de risque peut être provoquée par une occasion comme celle liée à la faute d'un concurrent.
- La sanction du risque est immédiate tout comme les délais qui s'offrent pour en décider de l'opportunité.
- Le choix de ne prendre aucun risque est possible ; il a l'avantage de procurer une certitude : ne jamais connaître le succès.

En résumé, le risque conduit à s'exposer à un échec selon un certain nombre d'options pour lesquelles un choix doit être rapidement établi. Il est sans assurance sur ses conséquences, immédiat dans ses résultats. Il n'est pas dû au hasard mais c'est ce choix qui peut permettre de surmonter une difficulté ou d'obtenir un gain significatif.

Le risque pour dominer l'incertitude

Fort de cette appréciation sportive, peut-on en retenir le principe pour la conception d'une manœuvre tactique ? Dans tous les cas, risque et incertitude sont indissociables ; c'est le manque de maîtrise de certaines circonstances qui provoque la prise de risque. Elle-même s'accompagne de nouvelles incertitudes.

Afin de diminuer les aléas des circonstances, le chef militaire s'attache toujours à la prévention de l'incertitude. Mais les parades dont il dispose, dépendent autant de sa capacité à prendre des risques que de qualités qui vont de l'audace à d'autres vertus cardinales que sont : la force, la prudence, la justice, la tempérance (juste mesure). Sans ces traits de caractères, il n'est pas possible de faire face au hasard des circonstances, à l'imprévu.

Le risque est donc une des options offertes au chef militaire pour forcer les effets de l'incertitude ; reste à en délimiter le champ d'application sur le terrain.

J'ai indiqué dans une publication précédente de cette même revue¹, comment la dispersion des unités contribue à parer l'incertitude tout en n'étant pas incompatible du principe de la concentration des efforts car elle provoque celle des forces adverses. Cependant, l'articulation choisie par le chef sur le terrain doit servir en priorité l'action principale ; la dispersion du reliquat du dispositif est ensuite envisagée. Cette action principale vise par ailleurs le point faible ennemi afin d'optimiser le

¹ RTG n° 3 : À quoi servent les principes de la guerre ?

rapport de forces et de réduire *a minima* les aléas de la confrontation. Mais un tel arrangement des unités provoque un déséquilibre qui, par le cumul de notre dispersion de capacités secondaires face aux potentiels points forts adverses, peut nous être défavorable. C'est bien ce décalage qui impose une prise de risque, mais le gain en est : l'organisation optimale de notre effort tactique et la relégation de la majeure partie de l'incertitude aux actions secondaires.

Bien sûr, cette prise de risque s'assimile à une conjoncture à saisir dans un espace-temps déterminé par l'analyse de la situation, qui est non exempte d'aléas et vouée à passer. La prise de risque dépend donc aussi de la rapidité de décision, d'exécution et de sanction.

Le risque pour compenser la faiblesse du dispositif

La prise de risque telle qu'elle vient d'être décrite est similaire à celle présentée en introduction de ce propos. Sur un éventail d'actions concourant à l'efficacité optimale de son engin, le pilote détermine celles pour lesquelles il tente une maîtrise partielle mais fugace de leur déroulement. Nous venons de voir que pour optimiser son effort tactique, le chef militaire doit aussi choisir d'accepter un risque dans le déroulement de certaines actions. Ce seront celles dévolues aux forces dites secondaires, c'est-à-dire non impliquées directement dans l'action principale mais en appui de celle-ci.

Cependant, ce risque est à distinguer du hasard qui bénéficie d'une attention distincte et particulière de la part du chef militaire. En effet, un des rôles que le chef réserve au dispositif des forces secondaires est de réduire le hasard : c'est le dispositif de sûreté ou de contrôle qui s'oppose à l'imprévu, c'est la manœuvre de déception qui conforte l'ennemi dans sa manœuvre. Il dispose par ailleurs de la réserve qui est son ultime moyen d'action pour contrarier voire exploiter le hasard. Mais cette construction peut subir un revers. Tout d'abord en raison d'appréciations ou de paramètres ayant servi à sa conception qui se révèlent dans l'action, faux ou inappropriés. Mais surtout parce que son déséquilibre – évoqué dans la partie précédente – provoque une maîtrise partielle du déroulement des actions secondaires. L'évaluation de cette probabilité de revers lors de l'arrangement du dispositif permet d'apprécier le risque consenti.

Car le risque n'exclut pas l'échec ; au contraire, la notion même de risque expose à l'échec. Il est donc essentiel d'évaluer le risque à prendre et cette évaluation doit constituer un critère majeur de choix entre les modes

d'action qui sont conçus à l'issue d'un raisonnement tactique. Elle repose sur les conséquences du succès ou de l'échec de l'action considérée. Rappelons que la prise de risque ne concerne que les actions secondaires puisque si la manœuvre a été bien conçue, l'action principale vise le point faible adverse tout en bénéficiant des ressources opérationnelles optimales dans un environnement choisi. Le risque y est donc insignifiant. Le cas contraire signifierait le constat inacceptable que l'effet majeur puisse potentiellement ne pas être atteint et donc, l'échec probable de la mission ; la manœuvre est alors à revoir.

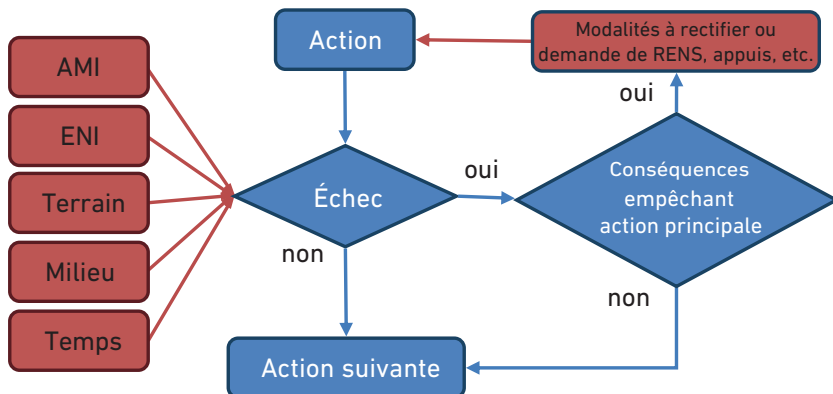
Ainsi l'évaluation du risque consiste à considérer les probabilités d'échec de certaines actions secondaires et l'aptitude des unités concernées à en surmonter les conséquences. À cette fin, la répartition de ces forces et leur dispositif sont appréciés selon les différents rôles de sûreté, d'appui, de renseignement, de contrôle qu'elles auront à remplir ainsi que selon l'efficacité des actions de déception ou de surprise envisagées. Les paramètres qui interviennent sont :

- l'ennemi : sa nature, son volume et son attitude probable en réaction à notre action ;
- le terrain : la praticabilité, l'élongation du dispositif, les effets de la météo, l'aménagement et la protection, etc. ;
- le milieu : sa nature (population, influence médiatique, politique, etc.) et son attitude en réaction à notre action ;
- le temps : les délais dans tous les domaines (commandement, mobilité, appuis, logistique, etc.), la synchronisation avec l'ennemi et avec l'action principale voire avec le milieu, la péremption des informations, etc. ;
- et enfin nos propres capacités : notre aptitude morale, matérielle et opérationnelle à remplir chacun des rôles attendus, l'interopérabilité, le niveau des pertes, etc.

Le processus peut être décrit selon la logique suivante, à ne pas formaliser au « risque » de perdre le cadre espace-temps pendant lequel la conjoncture est favorable.

Pour une action envisagée, les paramètres sont analysés selon leur capacité à la faire échouer et dans ce cas, selon leurs conséquences sur le déroulement de l'action principale. Par exemple, si l'échec d'une action de couverture menace directement l'action principale sans recours possible

à une parade, le risque est trop élevé ; mais si une action de diversion ne provoque pas la réaction ennemie attendue, le risque est acceptable car il n'aboutit qu'à la faillite d'un facteur de succès.



Ainsi si l'action ou son mode rectifié subsiste dans tous les cas, le risque est souhaitable. Car il ne doit pas être perçu comme une contrainte mais plutôt comme une occasion favorable. Comme décrit auparavant, c'est le risque assumé qui permet l'économie des moyens et l'organisation de l'effort tactique. L'absence de risque, c'est le défaut d'initiative et d'audace, la dégradation de la surprise et l'irrésolution partout.

Mais nous l'avons vu, le risque peut être cause d'échec surtout s'il n'a pas été anticipé. Dans ces conditions, provoquer la prise de risque de l'ennemi est une façon de limiter sa liberté d'action voire de prendre un ascendant définitif sur lui. Il s'agit alors de pousser l'ennemi à s'engager dans des circonstances dont il ne maîtrise pas les conséquences et qui finiront par se retourner contre lui. Ces circonstances sont très vastes ; elles peuvent concerner le terrain bien sûr mais aussi le milieu et son environnement (*media*, opinion publique, etc.). C'est cependant le terrain qui a été particulièrement utilisé de tout temps, que ce soit la place forte dont les accès peu praticables sont exploités, jusqu'au Rubicon qui imposa une prise de risque politique à César.

Le risque pour être audacieux

En jouant sur l'incertitude et la répartition des moyens, le risque apparaît comme un outil d'équilibre entre les principes de l'économie et de la concentration des efforts. Mais qu'en est-il de la liberté d'action ?



Nous l'avons vu, sans risque pas de victoire sportive possible mais la comparaison s'arrête là. En tactique, plus que l'absence de succès militaire, être timoré signifie se mettre en danger en subissant la résolution et donc les coups de l'ennemi. Cette confrontation de volontés dont l'enjeu est la liberté d'action, nous conduit à aborder la notion d'audace en guise de conclusion. Elle peut être définie comme une prise de risque que l'ennemi ne peut envisager dans le but de le surprendre. Risque, surprise et audace sont étroitement liés avec comme finalité la prise d'ascendant. La réussite d'une telle entreprise débouche toujours sur un succès tactique.

Afin de ne pas confondre audace et témérité, il faut considérer que la prise de risque telle que définie dans le processus *supra*, est téméraire quand elle concerne l'action principale ou que les actions secondaires sont sans alternative dans l'échec. Il faut donc exclure cette témérité de la conception de la manœuvre.

LE RISQUE

Le risque et la tactique en Afrique subsaharienne à travers l'essai doctrinal du capitaine Étienne Péroz (1890)

*Docteur Benoit BEUCHER,
historien à la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire,
chercheur affilié à l'Institut des mondes africains
(CNRS 8171-IRM 243)*

« L'angoisse naît au contact de l'inconnu ».
Nathan Wachtel, *La Vision des vaincus*¹

Le risque, c'est avant tout l'appréhension du péril, associée à la crainte suscitée par son imprévisibilité. Inhérent à toute action militaire, dans la mesure où, *a minima*, elle met en jeu la vie du combattant, il prend tout son sens au cours de la seconde expansion coloniale de la France en Afrique subsaharienne, que l'on peut situer entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle. Il est inutile de rappeler ici qu'à cette époque, et pour longtemps encore, cette partie du continent est mal connue des Européens. Le déficit de connaissance porte aussi bien sur l'environnement naturel qu'humain. Malgré tout, dès le milieu du XIX^e siècle, forts de l'expérience déjà acquise en Afrique du Nord, en particulier en Algérie, mais aussi au Sénégal, sous le gouvernement du général Faidherbe², les officiers qui opèrent au Soudan³ en savent assez pour pressentir la singularité de l'action militaire qu'ils ont à y accomplir. Un capitaine des Troupes de marine, Marie Étienne Péroz,

¹ Wachtel Nathan, *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*, Paris, Gallimard, 1971, p. 52.

² Faidherbe, deux fois gouverneur de la colonie du Sénégal (1854-1861 ; 1863-1865), est précisément l'une des figures qui ont rendu possible la circulation de l'expérience et des savoirs de l'armée d'Afrique vers les Troupes de marine dénommées « coloniales » entre 1900 et 1958.

³ Cette expression, empruntée aux géographes arabes et berbères, désigne littéralement le « pays des Noirs », c'est-à-dire l'Afrique subsaharienne. À l'ouest, cet espace devient la colonie du Soudan français. Il épouse en grande partie le territoire du Mali contemporain.

est l'un d'entre eux. Il est par ailleurs l'un des premiers à réaliser un essai de théorisation tactique autour de cette « guerre coloniale » que Joseph Gallieni, l'un de ses « maîtres », qualifie de « spéciale »⁴.

Tout juste engagé au sein de l'arme, l'officier est affecté au Soudan où il se distingue contre l'empire théocratique diula de Samory Touré au cours des années 1880⁵. Les combats qu'il y mène sont parfois très durs ; la victoire n'y est jamais une évidence. Dans un contexte d'infériorité numérique, de déficit de savoir quant à l'environnement opérationnel dans ses dimensions physiques et humaines, d'incertitudes quant à la loyauté des alliés ou auxiliaires africains, de climat mortifère, le tout à peine compensé par une importante puissance de feu, Péroz doit faire face à une guerre de harcèlement qui pourrait être qualifiée de « petite guerre »⁶. Au moment où le capitaine publie l'ouvrage qui nous intéresse ici, *La Tactique au Soudan* (1890)⁷, cette dernière, envisagée sous les tropiques, n'a donné lieu à la formation d'aucune doctrine officielle, et encore moins à un enseignement spécifique dans les grandes écoles militaires⁸. La guerre coloniale est avant tout celle « où l'on se débrouille »⁹. L'expérience personnelle, la transmission informelle, s'imposent peu ou prou jusqu'à la fin des grandes opérations armées, c'est-à-dire jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Le capitaine Péroz entend précisément combler cette lacune en élargissant le champ d'expérience aux engagements armés des Britanniques et des Italiens en Afrique subsaharienne¹⁰.

⁴ Pour une analyse comparée des guerres en situation coloniale, voir : Frémeaux Jacques, *De quoi fut fait l'empire. Les guerres coloniales au XIX^e siècle*, Paris, CNRS Éditions, 2010.

⁵ Peroz Marie Étienne (capitaine), *Au Soudan français : souvenirs de guerre et de mission*, Paris, Calmann-Lévy, 1889 ; Person Yves, *Samori. Une révolution dyula*, Dakar, Mémoires de l'IFAN, 1968-1970-1975, 3 tomes.

⁶ D'Andurain Julie, « La "petite guerre" africaine, entre conquête, contre-guérilla et contre-insurrection (1880-1900) », *Revue historique des armées*, n° 268, 2012, pp. 23-31.

⁷ Nous utilisons ici une réimpression non datée de l'ouvrage de Péroz, ce qui explique pourquoi nous avons choisi de ne pas préciser la pagination des références. Nous renvoyons cependant systématiquement aux chapitres et aux sections de l'ouvrage dont il est question.

⁸ Rappelons qu'au moment de la parution de cet essai de tactique, Péroz, après avoir réalisé un service apprécié par ses chefs en Afrique, se trouve en poste au ministère de la Marine dont dépend son arme.

⁹ Bernard Gilbert d'Alem (général), « Faidherbe », in *Les Armées françaises d'outre-mer. Les Grands soldats coloniaux*, tome 1, Paris, Imprimerie nationale, 1931, p. 179.

¹⁰ Péroz s'appuie en effet sur l'expérience des Britanniques en Haute-Égypte (1884-1885), ainsi que sur celle des Italiens en Abyssinie (1887-1888). Son intention première est de tirer des enseignements des désastres subis par ces deux puissances dans le Soudan oriental. Mais il s'agit également de valoriser l'expérience des troupes françaises engagées au Soudan occidental, et d'ériger leur savoir-faire tactique en modèle propre à soutenir la comparaison sur le plan international.

Ce sont les enseignements que l'on peut tirer de ce travail dont il est question ici, et plus particulièrement la façon dont est identifié un ensemble de risques définissant un théâtre exigeant et spécifique, et où sont pensées et formalisées les règles élémentaires visant à en atténuer les effets en vue des campagnes futures.

L'Afrique subsaharienne : un théâtre à la fois exigeant et spécifique

La « petite guerre » vise au harcèlement des forces ennemies. Elle se confond souvent avec le concept de « guérilla »¹¹. Du côté des combattants africains, il s'agit d'exploiter les contraintes naturelles qui pèsent sur les colonnes françaises. Le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont bien plus fortes qu'en Europe. La chaleur implacable, à laquelle succède parfois rapidement un froid intense ; la végétation, qu'elle soit trop peu abondante pour se cacher ou trop dense pour débusquer l'adversaire ; la grande faiblesse des densités, qui rend difficile la recherche d'hôtes ou d'informateurs ; la maladie (paludisme, fièvre jaune...) ; la rareté de l'eau, qui peut conduire à la mort en quelques heures et tout bonnement à l'échec de la mission¹² ; tout cela joue considérablement en défaveur des Européens.

Rien d'étonnant donc à ce que Péroz accorde à ces questions une large place dans son essai de tactique¹³. À dire vrai, elles ne sont pas dissociables des contraintes humaines. Car, si un relief accidenté ou une végétation très dense brouillent la perception de l'ennemi, cette dernière renvoie également à l'indétermination des loyautés, l'ami du jour pouvant se faire l'ennemi de la nuit. La combinaison des risques qui en découle rend plus que jamais vital le maintien de la communication avec la base d'opération de la colonne. Au Soudan, ce point de départ n'est jamais qu'un minuscule site défensif noyé dans un vaste espace potentiellement hostile. Il est aussi un centre d'impulsion à partir duquel est tracée et idéalement tenue une ligne de circulation des informations et des instructions, mais aussi d'approvisionnement en eau, en vivres et en munitions. L'architecture des expéditions est donc essentiellement racinaire. Mieux, la ligne est une sorte de cordon ombilical, et les adversaires africains ont bien

¹¹ Picaud-Monnerat Sandrine, « La réflexion sur la petite guerre à l'orée du XIX^e siècle : l'exemple de Clausewitz (1810-1812) », *Institut de Stratégie comparée*, 2009, vol. 5, n° 97-98, pp. 123-147.

¹² Péroz y voit un trait fondamental des guerres coloniales, un soldat européen consommant près de 10 litres d'eau par jour contre environ 5 pour un combattant arabe par exemple.

¹³ Péroz M.E., *La Tactique...*, *op. cit.*, 1^{re} partie, chap. 2 et 3.

compris l'enjeu tactique qui consiste à le couper, ce qui est d'autant plus facile lorsqu'il est trop étiré. La maîtrise du temps est ainsi un objectif tactique pour les Africains au contact. Précisément, l'élongation de cette ligne d'opération est étroitement corrélée au rythme de progression de la colonne. Plus celle-ci est rapide, plus la ligne est vulnérable. Certains officiers « soudanais » prennent ainsi parfois des risques considérables en pariant sur la rapidité de l'avancée, parfois foudroyante, au détriment d'une marche plus mesurée et prudente.

Dans l'idéal, tout devrait être fait pour que la colonne dépende le moins possible de sa base arrière, et qu'elle n'ait à transporter avec elle que l'essentiel. Mais, dans la pratique, le convoi, qui vise à atteindre une autonomie maximale, est souvent impressionnant¹⁴. En 1887-1888 par exemple, le lieutenant Plat, chargé d'une mission dans le Fouta-Djalon (actuelle Guinée-Conakry), emmène avec lui « *une quarantaine d'animaux de bât, mulets et ânes, et des approvisionnements pour huit mois* »¹⁵. Le bétail, placé au centre de la colonne, constitue un danger permanent. À la moindre panique, il peut provoquer le désordre parmi la troupe. De plus, il peut-être un objet de convoitise et d'attaque de la part de sociétés habituées à pratiquer des *razzias*. À tout cela s'ajoute bien souvent une longue file de non-combattants, en particulier des femmes et des enfants, toujours plus nombreux à mesure que la troupe progresse¹⁶.

En somme, les expéditions finissent par prendre l'allure de véritables paquebots terrestres : presque toujours plus lentes que l'adversaire, elles sont difficiles à manœuvrer. Dans ces conditions, on comprend la nécessité d'alléger au possible la colonne. Mais ce n'est envisageable qu'à la condition de disposer d'une certaine autonomie sur le plan des connaissances. D'autant plus lorsqu'elles portent sur la position des points d'eau, enjeu stratégique de premier plan. Le choix des étapes et de l'emplacement de forts en dépend fortement : il doit permettre l'accès à des puits. Mais pas seulement. L'emplacement choisi doit également être situé, si possible, à la confluence de pistes permettant d'observer les déplacements des populations locales. Enfin, il s'agit également de

¹⁴ Rappelons qu'en moyenne, les colonnes françaises formées au Soudan comptent entre 200 et 800 combattants.

¹⁵ Gallieni Joseph (lieutenant-colonel), *Deux campagnes au Soudan français, 1886-1888*, Paris, Hachette, 1891, p. 449.

¹⁶ À cette époque les officiers français font la guerre comme leurs adversaires. Leurs victoires se soldent bien souvent par la prise ou le don de femmes et de captifs, qu'ils soient des enfants ou des adultes. Une partie est donnée aux soldats africains réguliers et auxiliaires, une autre vise à sceller des alliances avec les autorités politico-religieuses locales.

connaissances de nature plus politique et anthropologique ; celles qui peuvent permettre de déterminer sur quel segment de la population s'appuyer pour obtenir des vivres, des renseignements, des hommes. On y trouve-là les enseignements des prédécesseurs de Péroz, et tout particulièrement ceux de ce prototype de l'officier « soudanais » qu'est Gustave Borgnis-Desbordes¹⁷, sans oublier les importantes contributions de Gallieni à ce sujet¹⁸.

Autre particularité, et non des moindres, les colonnes comprennent généralement une minorité d'Européens¹⁹. Cette très forte africanisation de la troupe voit se mêler des soldats réguliers, en particulier les tirailleurs sénégalais, soudanais, etc., mais aussi des soldats irréguliers dits « auxiliaires ». L'isolement des Européens dans le contexte régional se double ainsi d'un relatif isolement au sein de leur propre force. Rien ne garantit qu'ils puissent compter sur la loyauté de leurs hommes qui, par ailleurs, peuvent pratiquer le double-jeu comme le font généralement les « courtiers du contact »²⁰. Enfin, caractéristique centrale, les troupes commandées par les Européens se trouvent presque toujours dans un très fort état d'infériorité numérique face à l'ennemi. Péroz rappelle ainsi qu'en 1886, la colonne du colonel Frey, qui compte alors 520 fantassins, 56 cavaliers et 4 pièces de 4 de montagne, aurait affronté les 40 000 hommes et 500 cavaliers de Mamadou Lamine, chef religieux toucouleur du Haut-Sénégal²¹. Bien sûr, on peut à bon droit douter de

¹⁷ Il s'agit d'officiers, généralement issus des Troupes de marine, qui ont accompli l'essentiel de leur carrière au Soudan, et qui sont à l'origine d'une politique très volontariste d'expansion dans la région. Gustave Borgnis-Desbordes est notamment celui qui s'est emparé de Bamako en 1883.

¹⁸ Pour s'en tenir au contexte de publication de l'ouvrage de Péroz, voir : Gallieni Joseph (commandant), *Voyage au Soudan français (Haut Niger et pays de Ségou), 1879-1881*, Paris, Hachette, 1883.

¹⁹ À titre d'exemple, en 1890, la colonne réunie par Archinard à Nyamina (actuel Mali) comprend 742 combattants réguliers dont 72 Européens (hommes de troupes et officiers), ainsi que 2 000 fantassins et cavaliers auxiliaires, auxquels il faut encore ajouter 1 400 non-combattants. Les Européens représentent donc moins de 2 % de son effectif total. En 1896, la colonne Voulet-Chanoine opérant dans le « Mossi » (actuel Burkina Faso) compte 257 hommes dont 5 Français accompagnés par 250 porteurs. La part des Européens représente donc à peine 1 % de l'effectif au complet. Cf. Cuttier Martine, *Portrait du colonialisme triomphant : Louis Archinard, 1850-1932*, Paris, Lavauzelle, 2006, p. 385 ; Beucher Benoit, *Manger le pouvoir au Burkina Faso. La noblesse mossi à l'épreuve de l'Histoire*, Paris, Karthala, 2017, p. 97.

²⁰ Nous désignons par là les individus qui tirent de leur situation d'intermédiaires des rentes qui peuvent être aussi bien matérielles, financières que symboliques. Cf. Schaffer Simon, Roberts Lissa, Raj Kapil, Delbourgo James (éd.), *The Brokered World. Go-Betweens and Global Intelligence, 1770-1820*, Science History Publications/USA, 2009.

²¹ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie, chap. 4, « Combat défensif ».

l'exactitude de ces chiffres. Mais, dans tous les cas, ils témoignent de l'intériorisation de ce profond déséquilibre des forces par les officiers français.

Ajoutons que le différentiel lié à la puissance de feu n'est pas toujours nettement en faveur des Européens. Samory Touré dispose par exemple de fusils à répétition. Il est aussi à l'origine de la création d'ateliers pyrotechniques visant à s'assurer une certaine autonomie en armes et en munitions. Si l'on sort de la zone soudanienne, Béhanzin, le roi du Dahomé (actuel Bénin), dote également ses corps d'élite, à commencer par celui des fameuses amazones, de fusils à répétition Winchester, Chassepot, etc. Son armée dispose en outre de pièces d'artillerie Krupp, livrées avec leurs instructeurs. Lui aussi s'attache à produire son propre armement²². De fait, la « petite guerre » sous les tropiques n'est pas forcément celle à laquelle on pense : elle n'est pas le seul fait de partisans levés dans un environnement non-étatique comme cela a été trop souvent écrit. Les officiers français ont aussi à combattre des armées régulières, au service de formations politiques très organisées, que d'aucuns qualifient de « royaumes » ou d'« empires ». Les systèmes politiques qualifiés à tort d'« acéphales », c'est-à-dire segmentaires, très mouvants, dont les têtes se démultiplient et demeurent insaisissables²³, sont tout aussi redoutables, voire plus encore²⁴. Mais tout cela, Péroz ne le théorise pas.

Son expérience du terrain le conduit néanmoins à signaler l'ascendant pris par les sociétés ouest-africaines sur le plan du renseignement. Leurs réseaux d'espionnage constituent un facteur essentiel de risque. Il l'est d'autant plus que, comme on le dit aujourd'hui avec humour au Burkina Faso, les Européens sont une « identité remarquable », des êtres sur-visibles du fait de leur différence de couleur de peau, d'attitude et d'accoutrement, ce en dépit de certaines tentatives faites par des explorateurs isolés afin de

²² Garcia Luc, *Le Royaume du Dahomé face à la pénétration coloniale : affrontements et incompréhension (1875-1894)*, Paris, Karthala, 1988.

²³ Ces systèmes reposent sur l'organisation lignagère et segmentaire des sociétés africaines là où il n'y a pas de concentration du pouvoir. Le plus souvent, des ligues défensives ou offensives sont montées de façon ponctuelle. Leurs chefs sont choisis parmi les hommes reconnus pour leur valeur du moment. Tués ou capturés, ils sont immédiatement remplacés. Leur mobilité est très forte, ce qui conduit généralement les colonnes françaises qui les combattent à s'user dans des déplacements incessants. Ceci n'est évidemment pas sans rappeler le mode opératoire des groupes armés terroristes dans la Bande sahélo-saharienne. Cf. Saul Mahir et Royer Patrick, *West African Challenge to Empire : culture and history in the Volta-Bani anticolonial war*, Ohio University Press/James Currey, Athens/Oxford, 2001.

²⁴ Bazin Jean, Terray Emmanuel (éd.), *Guerres de lignage et guerres d'États en Afrique*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 1982.

les minorer. Péroz l'intègre parfaitement dans sa réflexion tactique, lui qui rappelle que la « *présence d'un blanc dans ces contrées est vite signalée* », et que celui-ci se trouve « *dans l'impossibilité de se cacher ou de se déguiser* », le privant en retour de précieux renseignements²⁵. À cela s'ajoute la barrière linguistique, qui n'est alors que lentement levée par les travaux initiés par un Faidherbe au Sénégal²⁶, mais aussi par les missionnaires chrétiens, encore peu nombreux dans la région il est vrai.

La physionomie de la colonne, sa composition, sa lenteur, sa sur-visibilité, tout cela annihile l'espoir de provoquer le moindre effet de surprise. Dans ce contexte, la crainte a de bonnes chances de se trouver du côté de la force européenne. Péroz propose de compenser cette faiblesse par la recherche d'une plus grande agilité, ainsi que celle des moyens propres à lui conférer un sentiment de confiance et de sécurité.

Gagner en agilité

Si l'on suit Péroz, « l' » Africain est le même partout au sud du Sahara. Lorsqu'il évoque dans son titre le « Soudan », c'est indifféremment pour désigner la région située au sud de l'Égypte ou celle qui épouse une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest. Selon lui en effet, dans les deux cas, le « *tempérament des indigènes est belliqueux au même degré ; leurs mœurs ne diffèrent peu, et, point capital, leurs méthodes de guerre sont identiques* »²⁷. Il voit ainsi se déployer une « tactique africaine » qui s'appuie invariablement sur « *une grande rapidité des mouvements* », ainsi que sur la « *supériorité des forces dans des surprises et des attaques furieuses* »²⁸. Cette observation quelque peu réductrice est aussi partagée par le général Wolseley, commandant des forces anglaises en Haute-Égypte dans les années 1880. De même que son homologue britannique, Péroz ne propose donc qu'une seule réponse tactique. Mais la comparaison s'arrête là. Car pour Wolseley, il s'agit d'adopter le principe du mimétisme tactique. Selon Péroz, la réponse doit plutôt être celle de la rationalisation de la formation, et de l'optimisation de la puissance de feu dans un environnement où le risque est partout présent.

²⁵ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie, chap. 4, « Reconnaissances ».

²⁶ Faidherbe finit par maîtriser de nombreuses langues ouest-africaines auxquelles il consacre dictionnaires et lexiques. D'autres officiers lui emboîtent le pas, à l'image de Louis-Gustave Binger, officier d'infanterie de Marine, dans les années 1880.

²⁷ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie « Tactique en rase campagne ».

²⁸ *Ibid.*, chap. 4, « Caractères de la tactique européenne en Afrique ».

Pour le capitaine, la clé pour l'emporter est la plus juste articulation entre le temps et l'espace. Si la vitesse ne peut être supérieure à celle de l'ennemi au cours de la marche²⁹, du moins convient-il d'améliorer sensiblement l'agilité de la troupe, et donc de la faire manœuvrer en un minimum de temps sur l'espace le plus réduit possible de sorte à ne pas modifier fondamentalement la formation de marche. Dans cet ordre d'idées, Péroz préconise d'employer la formation en carré³⁰ qui peut être souple (en cas d'attaque lors d'une marche) (cf. fig. n° 1) ou rigide ; simple ou double.

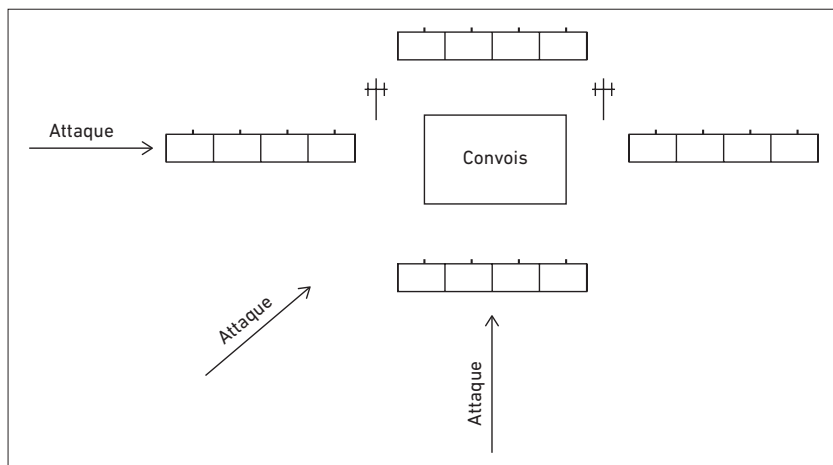


Fig. 1 - Bataillon prêt pour le combat (carré souple).

À quelques variantes près, le schéma de ce carré est toujours le même (cf. fig. n° 2)³¹. Le convoi avec le bétail (mulets, ânes, chevaux, bœufs ou zébus, etc.) se trouve au centre. Sur les deux faces latérales se déplacent au même rythme des lignes de fantassins. Une avant-garde, parfois appuyée par une ou plusieurs pièces d'artillerie ainsi que par des armes automatiques, ouvre la marche ; une arrière-garde la ferme. En aucun cas les faces

²⁹ Précisons qu'à cette époque, les troupes françaises ne peuvent pas encore compter sur le chemin de fer, et encore moins sur des véhicules routiers motorisés. Au mieux, elles commencent à percevoir des voitures à attelage Lefebvre qui, métalliques et modulables, autorisent le transport d'une demi-tonne de charge sur un terrain plat. Cependant, il n'existe guère de routes carrossables dans la région. Et les déplacements sont presque impossibles lors de la saison des pluies. La saisonnalité des combats du côté européen se calque donc sur celle qui prévaut du côté africain : ils sont généralement engagés entre les mois de novembre et de juin (saison sèche). Ceci explique le caractère intermittent des guerres à l'époque précoloniale, mais aussi pendant l'expansion européenne en Afrique, ce au moins jusqu'au début du XX^e siècle.

³⁰ Cette formation est à ce moment désuète en Europe.

³¹ Son architecture générale s'inspire de celle qui a été adoptée par le général Bugeaud contre Abd el-Kader lors de la bataille d'Isly en 1844.

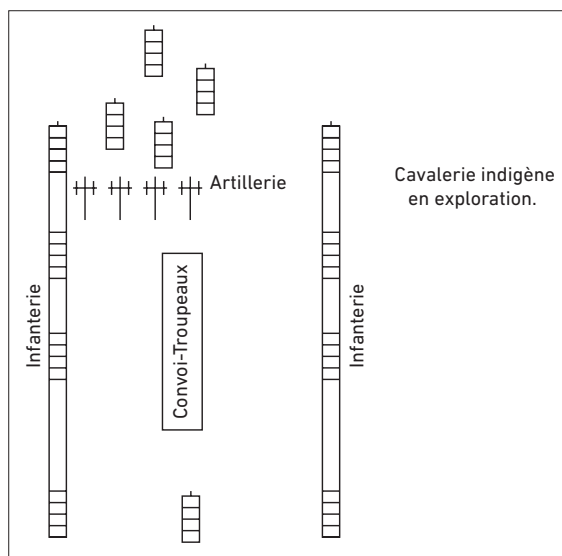


Fig. 2 - Formation des troupes à la bataille d'Isly pendant la marche.

avant et arrière ne doivent s'éloigner de la formation. La collecte d'informations, d'observations, de renseignements, est confiée aux éléments les plus mobiles. Les cavaliers, très souvent africains, font office d'éclaireurs, mais aussi de flanc-garde. Ils ne sont pas censés s'éloigner de plus de quelques centaines de mètres du carré. Ce plan semble parfaitement adapté aux environnements humain

et naturel les plus hostiles, ceux où le risque d'une attaque par surprise est le plus élevé (cf. fig. n° 3). Il l'est d'autant plus que les assaillants africains combattent le plus souvent en ordre dispersé plutôt que regroupés et ordonnés sur un champ de bataille. L'emploi du carré est donc une réponse à l'« atmosphère obsidionale » qui règne sur les troupes coloniales, c'est-à-dire cet état de siège permanent où l'on craint autant l'ennemi extérieur que celui potentiellement présent à ses côtés³².

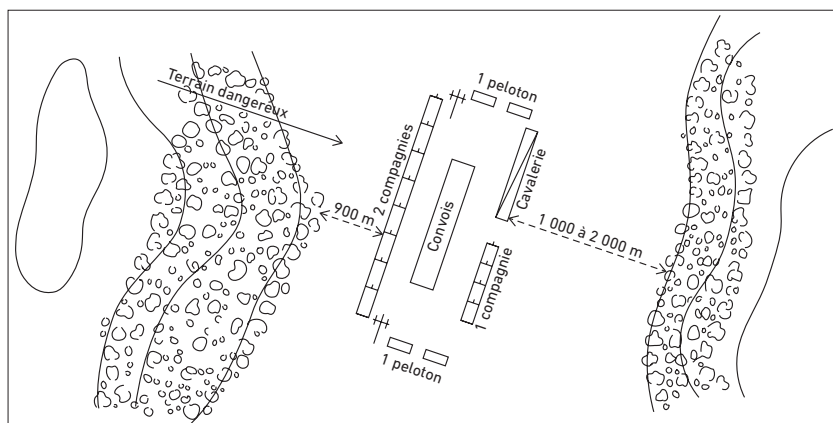


Fig. 3 - Carré parcourant un terrain dangereux, situé sur une de ses faces.

³² Delumeau Jean, *La Peur en Occident*, Paris, Fayard, 1978, p. 176 et sq.

Considérons-donc la colonne formée en carré comme une fortification en mouvement, partant de points fortifiés, et formée pour la seule durée de l'expédition. Sa principale caractéristique est sa grande modularité interne (cf. fig. n°4). De fait, la compagnie est confirmée comme unité tactique de

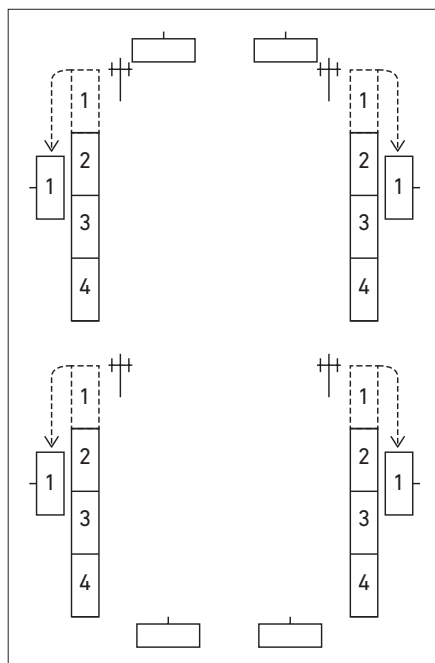


Fig. 4 - Le carré attaqué sur ses faces latérales.

base. Quand le terrain est par trop accidenté, et qu'un carré complet ne peut être formé, des carrés de demi-bataillons, voire de compagnies, sont mis sur pied, mais dans cet univers de crainte permanente, Péroz ne le préconise pas volontiers, lui qui juge que tout fractionnement des forces est néfaste par principe. Toujours attentif à ce que la colonne, quoique parfois très lourde, laisse la plus faible trace possible de son passage, le capitaine, de façon contre-intuitive en première analyse, estime qu'elle gagne à se déplacer de jour et non de nuit³³. En effet, le déplacement nocturne, où la surveillance des informateurs et espions ennemis n'est pas moindre³⁴, a certes l'avantage de

procurer un peu de fraîcheur aux troupes, mais aussi le grave inconvénient de rendre la progression plus difficile par manque de visibilité, et donc de conduire à des arrêts trop fréquents, rendant le rythme dangereusement saccadé. Dans les années 1880-1890, l'usage est donc de se déplacer de jour, avant 10 heures ou après 14 heures afin d'atténuer les effets mortels du soleil³⁵.

Le procédé tactique du carré, employé à défaut de pouvoir combattre en ligne, ne vise pas seulement à rendre plus efficace la puissance de feu sans qu'il ne soit pour autant possible de pleinement la libérer. Il est également – et peut-être avant tout – une parade psychologique visant

³³ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie, chap. IV, « Marches de nuit ».

³⁴ Péroz précise que, de nuit, le seul frottement d'une allumette suffit à trahir sa présence.

³⁵ Cuttier M., *Portrait...*, op. cit., p. 151.

à prévenir les excès stérilisants d'une mentalité d'assiégés ; une façon d'encourager l'allant et la discipline de la troupe, resserrée autour de son chef, vu comme l'ultime garant de l'ordre de la marche et de la confiance dans la victoire.

L'enjeu moral de la formation du carré

Péroz, comme bien d'autres officiers avant et après lui, ne sous-estime pas ses adversaires africains. Et c'est bien là une des principales leçons à tirer de son étude. Certes, sur l'échelle unilinéaire du progrès, qui est le propre des représentations européennes sur les sociétés extra-occidentales de son temps, les Africains se trouvent au point le plus bas d'un *continuum* dont la partie la plus proche de la civilisation « parfaite » serait tenue par des hommes comme lui, issus d'une société technicienne et industrielle. Mais d'aucuns ignorent que les combattants africains peuvent être commandés par de véritables maîtres de la guerre. Les cas de désastres ou de semi-victoires européens sont fréquemment rappelés par Péroz qui invite à la prudence. L'auteur renvoie avant tout aux douloureuses expériences subies par les Italiens (bien avant Adoua³⁶) et les Britanniques au Soudan oriental³⁷. Il n'ignore pas davantage que Samory Touré a pu se trouver à deux doigts de lui faire subir une humiliante défaite. Péroz lui rend d'ailleurs un hommage à sa façon. Il reconnaît effectivement la qualité de la manœuvre de cet *almamy* lors de la bataille « du Kokoro » en 1885. Il y décèle une « intelligence de la guerre ». Mais il ne peut s'empêcher de conclure qu'elle est « faite pour étonner chez un chef soudanien »³⁸... On serait tenté de penser que ses propos trahissent uniquement son

³⁶ Cette défaite militaire italienne, survenue en 1896 contre les Éthiopiens, a connu un écho considérable en Europe. Jusqu'à aujourd'hui, elle reste l'un des exemples les plus connus de revers subi par une armée occidentale en Afrique.

³⁷ Il en va ainsi du combat de Dogali qui s'est soldé en 1887 par un désastre des Italiens face aux Abyssins. Ces derniers ont su mettre à profit les avantages tactiques offerts par la configuration du terrain qui y prend la forme d'une dépression. Sur les 500 combattants italiens commandés par le colonel de Cristofori, seuls 92 en réchappèrent, et encore furent-ils retrouvés blessés. Quant aux Britanniques, le capitaine évoque plusieurs engagements armés au Soudan oriental. Ils se sont certes soldés par un retrait de l'ennemi, mais aussi par de lourdes pertes du côté européen. Pourtant, à Tel-el-Kébir par exemple, les troupes anglaises disposent en 1882 d'effectifs incomparablement plus élevés que ceux mis à la disposition des Français au Soudan occidental, soit 17 000 hommes, dont 2 300 cavaliers, 61 pièces d'artillerie et 6 mitrailleuses qui ont cependant eu une fâcheuse tendance à s'enrayer ! Parmi eux, 9 officiers et 48 soldats ont été tués, près de 355 ont été blessés, le tout en un seul engagement. Cf. Péroz, M.E. *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie, « Tactique en rase campagne », et chap. IV, « Tel-el-Kébir ».

³⁸ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie, chap. IV, « Combat offensif ».

désir de rehausser ses propres faits d'armes en valorisant ceux de son adversaire. Mais c'est peu probable au regard de la suite de l'histoire. Car les affrontements livrés contre Samory, parfois acharnés, n'ont pris fin qu'en 1898 avec sa capture par les hommes du capitaine Gouraud. Ajoutons à cela qu'au moment de la parution de l'ouvrage de Péroz, les troupes coloniales françaises essuient également de lourdes pertes lors de la bataille d'Atchoupa, livrée en 1890 contre le roi Behanzin³⁹.

De façon générale, et cela devient un lieu commun dans la littérature coloniale française consacrée aux combats en Afrique, Péroz relève l'extrême détermination des combattants africains qu'il présente de deux façons : l'une consiste à y voir une forme de patriotisme par analogie avec celui qui prévaut au même moment dans les États-nations européens⁴⁰ ; l'autre, celle qui domine encore largement aujourd'hui, la présente comme une manifestation de « fanatisme »⁴¹. Cette expression est le plus souvent employée lorsque les chefs de guerre sont également des chefs religieux, et tout spécialement des musulmans. Dans ce dernier cas, l'héroïsme des Africains – l'officier emploie ce mot – ne serait pas loin de revêtir la forme pathologique d'un dérèglement proche de la « folie »⁴². De fait, selon Péroz, le principal risque que courent les colonnes françaises en Afrique subsaharienne est moins lié à la supériorité numérique ou à l'armement de l'ennemi qu'à sa capacité à effrayer les soldats européens et leurs auxiliaires, et partant, le sang-froid se dissipant, à désorganiser la réponse militaire, rendant vain tout effort visant à compenser la faiblesse numérique par la puissance de feu. Pour le dire autrement, on assiste dès lors à une inversion de la sidération, suffisante pour lever dangereusement le voile de terreur qui entoure généralement l'armement occidental.

Dans la guerre conduite au Soudan, la mort n'est en effet guère crainte par l'ennemi. L'honneur et le courage de sociétés guerrières par essence l'emportent sur les considérations tactiques, voire stratégiques⁴³. La vigueur des combats – rappelons qu'au début des années 1890, la colonne commandée par le commandant Combes brûle 11 500 cartouches en

³⁹ Le commandant Terrillon, à la tête des troupes françaises, est contraint de battre en retraite.

⁴⁰ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie, chap. 1^{er}, « Caractère physique et moral, qualités militaires ».

⁴¹ *Ibid.*, « Considérations générales ».

⁴² *Ibid.*

⁴³ Iliffe John, *Honour in African History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, chap. 12.

5 heures lors de l'engagement « du Kokoro »⁴⁴ – est aussi bien partagée par des hommes adultes que par des enfants, voire des femmes qu'il n'est pas rare de retrouver les armes à la main. Le capitaine rappelle ainsi que lors du siège de Ouossébougou, dans le Kaarta (actuel Mali), les Bambara et les Toucouleur, sous les ordres d'Ahmadou⁴⁵, refusent jusqu'au bout de se rendre. Péroz relate en effet la détermination des forces opposées à la colonne commandée par Borgnis-Desbordes. En 1883, Ouossébougou est assiégée par les hommes d'Archinard. Le dernier réduit, appelé le *Dionfoutou*, tombe. Mais Bandiougou Diara, son chef, préfère se faire sauter avec les siens plutôt que de capituler, résolution partagée par les captifs et les femmes⁴⁶. L'année précise de la parution de l'ouvrage, un fait identique se produit à Ségou, prise par le même Archinard après un combat porté jusqu'au dernier réduit de la cité fortifiée. C'est là que l'officier français se retrouve face à un jeune combattant pris sabre à la main, Abdou Lahi Tall, fils d'Ahmadou, qui ne semble pas avoir plus de 10 ans. L'officier, ému par ce courage, le recueille, puis l'envoie en France où il effectue sa scolarité militaire à Saint-Cyr avant de décéder peu de temps après⁴⁷.

Le facteur psychologique détermine donc en grande partie l'issue du combat. Dans cette perspective, la formation carrée est jugée la plus astucieuse car la plus apte à faire basculer le courage et l'allant du côté européen. Elle permet d'ouvrir le feu dans toutes les directions et à tout moment, redonnant de la sorte confiance à la troupe. Mais ce n'est pas tout. L'artillerie, bien qu'elle ne comporte généralement que peu de pièces, compte à elle seule parmi les principaux facteurs de sidération. C'est qu'à l'inverse des fusils, les canons sont presque inconnus des habitants de l'intérieur de l'Afrique occidentale avant que les Européens ne les y emploient à la fin du XIX^e siècle. Ils jouent en quelque sorte le même rôle psychologique que les chevaux lors de la conquête du Nouveau Monde par les Espagnols au XVI^e siècle⁴⁸. Plusieurs modèles sont utilisés à l'époque de Péroz : les canons de 4 de montagne⁴⁹ (système La Hitte), au tir

⁴⁴ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 1^{re} partie, chap. IV, « Combat offensif ».

⁴⁵ Ahmadou est le fils et successeur d'El-Hadj Omar. Il se trouve à la tête de l'empire théocratique toucouleur de 1864 à 1893. Lui et son père sont successivement combattus par Faidherbe, Gallieni et Archinard.

⁴⁶ Péroz M.E., *La Tactique...*, op. cit., 2^e partie, chap. II, « Combat pied à pied dans l'intérieur de l'enceinte ».

⁴⁷ Cuttier M., *Portrait...*, op. cit., pp. 488-489.

⁴⁸ À l'inverse, ils sont parfois employés dans les « zones contacts » côtières, engagées dans le premier processus de mondialisation économique à partir des XV^e-XVI^e siècles.

⁴⁹ Chiffre qui désigne le poids de la munition, soit 4 kg.

relativement courbe ; celui de 65, au tir plus tendu, qu'Archinard introduit au Soudan ; sans oublier le célèbre canon de 80 (plus exceptionnellement de 95) de montagne (système de Bange), dont la portée est d'environ 4 kilomètres. Ces pièces d'artillerie sont notamment utilisées lors des combats à Ségou, à Ouossébougou, ou encore à Nioro, dans l'actuel Mali. Cet armement, appuyé par des canons-revolvers Hotchkiss, permet d'étendre la distance de sécurité de la colonne, et donc d'éloigner la probabilité d'une attaque-éclair⁵⁰. Ses effets sont remarqués lors de la prise des villages ou cités fortifiés, les *tata* soudanais. Il provoque l'effroi parmi les défenseurs. De leur côté, les simples fantassins utilisent des armes à répétition efficaces, en particulier le fusil Gras modèle 1874 modifié 1880, d'une portée pratique de 200 mètres. Ces armes paraissent bien adaptées face à des combattants utilisant des armes de jet et de trait dont la portée est moindre (100 à 150 mètres au plus pour les arcs), ainsi que des fusils de traite se chargeant par la gueule, peu précis⁵¹, et dont l'usage provoque souvent plus de pertes parmi les usagers que les adversaires⁵².

Péroz recommande un usage méthodique, mathématique, de ces fusils dont la cadence de tir allie considérations proprement techniques et psychologiques. Il conseille ainsi d'ouvrir le premier feu par salves à 400 mètres au plus (600 mètres pour les seuls tireurs d'élite). À 300 mètres, professe-t-il, le feu peut être accéléré. Si l'ennemi continue malgré tout sa progression, le feu à répétition peut débiter à 200 mètres⁵³. Cette rigueur est censée rassurer par contraste avec le désordre qui caractériserait selon lui le mode opératoire de la plupart des adversaires africains. Elle est pensée comme une démonstration de modernité et de rationalité face à leur archaïsme présumé. Elle témoigne également du sang-froid du chef européen qui rassure. Car pour Péroz, aucun doute que le pouvoir charismatique du commandant de la colonne est, si ce n'est le seul, du moins le principal gage de succès une fois celle-ci entrée au cœur du combat.

⁵⁰ Cuttier M., *Portrait...*, *op. cit.*, p. 337.

⁵¹ Leur portée pratique ne dépasse généralement pas 50 mètres.

⁵² Ces fusils, bien souvent de fabrication locale, se chargent par la gueule. Ils sont cependant redoutables à courte distance, et tout particulièrement dans des zones où la végétation est dense, notamment la forêt tropicale. L'usage est de charger le fusil de divers débris métalliques (des clous par exemple), ce qui provoque une meurtrière dispersion des projectiles.

⁵³ Péroz M.E., *La Tactique...*, *op. cit.*, 1^{re} partie, chap. IV, « Combats défensifs ».

Le pouvoir charismatique du chef

L'ouvrage de Péroz est tout entier traversé par l'idée que le calme, l'assurance et le sang-froid des officiers et de leurs subordonnés sont le plus sûr moyen de prévenir toute crainte ou panique face aux multiples risques que courent quasiment en permanence les colonnes, qu'elles soient immobiles ou en déplacement. Bien sûr, le calme est tout d'abord requis afin de ne pas révéler sa position. Il est ainsi conseillé de parler le plus souvent à voix basse. Mais le chef doit aussi maîtriser l'intonation de sa voix. Il doit donner des ordres sans crier afin de ne pas provoquer la panique de ses hommes, et, ce faisant, leur donner le sentiment que la situation est parfaitement sous contrôle⁵⁴. Plus prosaïquement, il faut se souvenir que le bétail se trouve au centre du carré. Une attention toute particulière doit être portée sur lui afin qu'il n'entre pas lui aussi dans un état de panique qui désorganiserait à coup sûr la troupe. C'est à cet ensemble de conditions que l'on peut espérer voir s'affaiblir l'effet psychologique d'un ennemi attaquant de partout en hurlant, progressant très rapidement, en nombre, et selon une trajectoire parfois déroutante.

Le moins que l'on puisse dire est que la formation du carré est propre à mettre en avant la valeur du commandement. Car le chef y occupe la place centrale. Il peut, en un coup d'œil, observer n'importe quel soldat. Et n'importe quel soldat peut avoir le sentiment qu'il est à tout moment observé par le chef. Ceci n'est pas sans rappeler le principe du panoptique, ce modèle de prison « parfait » développé par Benjamin Bentham à la fin du XVIII^e siècle, où les détenus se trouvent à la périphérie d'un plan circulaire ou octogonal, le centre étant occupé par les surveillants. Cette centralité n'a rien d'anecdotique car, rappelons-le, le chef de la colonne n'a pas une idée claire quant à la valeur au combat, la discipline et la loyauté de l'ensemble de ses hommes.

Au total, le carré a pour avantage d'insuffler un état d'esprit très offensif, favorable à l'initiative, qualités propres à parer aux risques de toute nature, ou du moins aux craintes tétanisantes que ceux-ci pourraient provoquer. Péroz estime en effet qu'il est généralement désastreux d'opérer une retraite stratégique. Il n'encourage pas davantage les officiers à perdre du temps à assiéger les cités ou les villages africains : rien ne doit donner l'impression que les Européens se trouvent en situation de faiblesse ou de ralentissement. Cette image de solidité et de détermination dans l'action

⁵⁴ L'exemple donné par la posture, la maîtrise du corps, le son de la voix est d'autant plus important lorsque l'on commande des hommes avec qui il est pratiquement impossible de communiquer directement en raison de la barrière linguistique.

est cruciale dans un vaste environnement peu densément peuplé, mais où les nouvelles et, mieux encore, les rumeurs, circulent avec une intensité et une vitesse surprenantes⁵⁵. L'idée principale défendue par Péroz est donc d'aller partout de l'avant. De faire ainsi preuve d'une détermination confiante, qui renvoie pour l'essentiel à une vision idéalisée de la figure du chef militaire européen.

Conclusion

Sous les tropiques, en situation coloniale, le risque est avant tout le fait d'une pluralité de relations asymétriques entre les forces opposées. Une fois déclinées, nous nous rendons compte que sur aucun plan l'équilibre du rapport de force n'est acquis, et que les déséquilibres ne profitent jamais au même belligérant. Certes, les troupes françaises ont presque toujours pour elles la supériorité technique de leurs armes. Elles bénéficient de moyens matériels et d'approvisionnements qui sont ceux d'une société industrielle. Mais elles évoluent dans des environnements particulièrement dangereux et exigeants. Les militaires français y sont en effet isolés, esseulement qu'ils peuvent parfois ressentir au sein de leur propre colonne qui, rappelons-le, est alors largement composée d'Africains. Leurs effectifs sont généralement bien plus faibles que ceux de leurs adversaires. Leur situation sur le plan du savoir, entendu comme la connaissance du pays et de ses habitants, est souvent peu enviable.

Péroz semble pourtant négliger ce dernier aspect dans son essai. Tout se passe comme si celui-ci excluait du champ tactique la question de la connaissance de l'« autre », cette figure dont on ne sait avec certitude si elle est amie ou ennemie. Sa méconnaissance peut pourtant produire des effets délétères sur le plan militaire. Car le savoir dont nous parlons est celui qui permet de déterminer les segments de la population locale sur lesquels s'appuyer, mais aussi l'orientation et le rythme de la progression des forces qui reposent en grande partie sur les informations recueillies sur place. La maîtrise du cadre temporel et spatial dans lequel évoluent les troupes européennes est précisément un enjeu stratégique majeur pour les adversaires africains qui n'hésitent pas à employer tout l'éventail de ce que la ruse peut leur offrir afin de s'en assurer⁵⁶. Cette ruse est un élément-clé

⁵⁵ Jusqu'à la Première Guerre mondiale au moins, les administrateurs coloniaux, ainsi que les missionnaires, relèvent fréquemment l'existence de rumeurs selon lesquelles les Français seraient sur le point de quitter l'Afrique. Ceci a eu des conséquences très importantes en matière de maintien de l'ordre.

⁵⁶ Beucher B., *Manger...*, *op. cit.*, chap. 2.

de l'« *art de la résistance* »⁵⁷. Mieux, si l'on suit Michel de Certeau, la tactique, « *art du faible* », est elle-même une ruse. Action calculée au moyen de laquelle on cherche à profiter des « *failles des conjonctures* », elle est l'expression du mode opératoire de celui qui ne combat pas sur son propre terrain, mais, au contraire, qui « *n'a pour lieu que celui de l'autre* »⁵⁸.

Sous le vocable classique du « renseignement », Péroz aborde pourtant la question du savoir sur l'autre et de l'effet de (mauvaise) surprise qui peut découler de son caractère lacunaire. Mais il ne voit guère ce savoir sous son jour politique et historique. Or, les questionnements sur l'environnement humain dans lequel prennent corps les combats déterminent en grande partie la façon dont le risque peut être ou non déjoué. Ceci s'explique peut-être par le fait qu'en homme de son temps, Péroz accorde probablement trop d'importance à la supériorité technique des forces sous commandement européen, ainsi qu'à la rationalité de leur organisation, ce dont semble témoigner son apologie pour la formation du carré.

Quoi qu'il en soit, elle est celle qui a été la plus souvent employée lors de la conquête du Soudan occidental, parachevée à l'articulation des XIX^e et XX^e siècles en un temps très court. S'il est difficile de mesurer sur le terrain les effets de ses principes tactiques⁵⁹, il est cependant certain que les théories de Péroz ont fortement influencé ceux qui sont devenus à la fois les praticiens et les spécialistes de la guerre dans la région. Georges Prokos, un officier d'infanterie de marine proche de Gallieni, en est l'un des héritiers les plus influents⁶⁰. Martine Cuttier va plus loin, et se demande si la réflexion ainsi que les pratiques de ces militaires au Soudan n'ont pas été plus largement une « *école de guerre pour le reste de l'armée* », ce qui expliquerait partiellement le succès de la doctrine de l'offensive à outrance, mise à l'épreuve pendant la Première Guerre mondiale⁶¹.

Pour le reste, et à défaut de création d'une école d'application coloniale, la guerre au sud du Sahara est incontestablement restée celle où a régné en maître l'empirisme. Peut-être ce dernier est-il la réponse la plus adaptée face à des combattants en partie insaisissables, et dont il n'est jamais aisé de pénétrer ni la mentalité ni la culture guerrière...

⁵⁷ Scott James C., *La Domination et les arts de la résistance*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008.

⁵⁸ De Certeau Michel, *L'Invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p. 61.

⁵⁹ Il semble que dans bien des cas, la division politique des sociétés africaines, cumulée avec le manque de légitimité d'une partie de leurs élites, ait pu considérablement amoindrir leur capacité de résistance.

⁶⁰ Pour la région qui nous concerne, voir : Prokos Georges (capitaine), *Opérations coloniales : tactique des petits détachements. Maroc et Afrique occidentale*, Paris, Lavauzelle, 1908.

⁶¹ Cuttier M., *Portrait...*, op. cit., p. 548.

LIBRES PROPOS

« Dompter *Kairos* pour vaincre ! »

L'importance de l'instant décisif dans le chaos des opérations futures

*Chef de bataillon Julien BARAGLIA,
officier stagiaire à l'École de guerre*

*« La stratégie est la science de l'emploi du temps et de l'espace.
Je suis pour mon compte moins avare de l'espace que du temps.
Pour l'espace, nous pouvons le regagner. Le temps perdu, jamais ! »*

Napoléon cité dans Max Gallo, *L'immortel de Sainte-Hélène*,
chap. 17, éd. R. Laffont, 1997.

L'instant décisif se révèle bien souvent après la bataille : il émerge de l'analyse des actions qui ont permis d'emporter la décision. Il reste pourtant un outil conceptuel majeur de la planification des opérations de haute intensité car il permet d'envisager les options tactiques et d'optimiser l'emploi des moyens d'exploitation ou de réaction. Dans le chaos des opérations futures, le chef tactique devra développer une parfaite maîtrise des outils d'aide à la décision dont il dispose pour saisir cet instant décisif, décider rapidement et agir vite. Surtout, il devra envisager la possible rupture de la permanence du commandement et promouvoir la subsidiarité jusqu'aux plus bas échelons tactiques pour bousculer le cycle de décision de l'ennemi, prendre l'initiative et gagner l'ascendant.

Lorsque le chef militaire prépare la guerre, il doit répondre à cinq grandes questions : connaître le cadre général de son engagement (le « *quoi* ? »), déterminer les objectifs à atteindre (le « *pourquoi* ? »), identifier les parties prenantes (le « *qui* ? »), décrire l'environnement physique et humain des opérations (le « *où* ? ») et, enfin, apprécier le cadre temporel de son action (le « *quand* ? »). Cette dernière question est assurément celle qui résiste le plus fortement à toute tentative de démarche scientifique. Elle touche en effet à un objet particulièrement difficile à appréhender : le temps. Pour

en simplifier l'approche, il peut être utile de se référer à la philosophie antique. Celle-ci propose de décomposer le temps en trois entités : le temps qui s'écoule (*Chronos*), le temps cyclique (*Aiôn*) et l'instant décisif (*Kairos*). Cette décomposition permet de révéler des outils d'analyse très précis tels que la durée et la fréquence. Mais aucun outil ne permet de manipuler efficacement la notion d'instant décisif : ce bref moment où l'on résout ce qui est incertain et où l'on passe du plan imaginé à l'action concrète.

Si l'on applique cette démarche aux préoccupations du chef tactique, on comprend alors que celui-ci devrait pouvoir anticiper, presque mathématiquement, sa disponibilité opérationnelle (durée et fréquence maximales d'emploi de ses moyens). La précision de son évaluation dépendrait essentiellement de la qualité des informations dont il dispose et de sa capacité à les analyser. Son intelligence tactique se mesurerait alors à sa capacité à engager ses moyens au bon moment pour saisir les opportunités qui se révèlent et emporter la décision.

Il s'agit donc de *dompter Kairos pour vaincre* !

La bataille de Tannenberg (26 au 30 août 1914) en est une illustration efficace. En mauvaise posture après un mois de lutte sur le front Est, les généraux allemands Hindenburg et Ludendorff comprennent que l'armée du général russe Samsonov s'est trop avancée et s'est isolée. Saisissant cette opportunité, ils décident de lancer sans attendre une contre-offensive qui leur permettra d'anéantir l'armée de Samsonov (30 000 tués, 92 000 capturés)¹ et de stabiliser le front Est qui, jusque-là, menaçait de rompre.

Mais, la simple anticipation de cet instant décisif ne suffit pas dans un raisonnement tactique. L'histoire militaire regorge ainsi d'opportunités non exploitées parce que le chef tactique ne disposait alors d'aucune option préparée ou réalisable.

L'historien Karl-Heinz Frieser estime par exemple que le général Flavigny, commandant le 21^e corps d'armée français, a manqué « *une occasion unique de transformer une défaite en victoire* »² et de repousser les Allemands de l'autre côté de la Meuse dès le soir du 14 mai 1940. Contraint par la lenteur des transmissions et des opérations logistiques de reporter la contre-attaque prévue ce soir-là, il subira finalement une offensive allemande au matin du 15 mai 1940. L'opportunité manquée

¹ https://www.herodote.net/30_aout_1914-evenement-19140830.php

² Karl-Heinz Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair*, Éditions BELIN, 2003, p. 224.

ne se présentera plus et les armées françaises perdront définitivement l'initiative. Ces deux exemples attestent donc de l'existence de l'instant décisif sur le champ de bataille en même temps qu'ils témoignent de sa volatilité. Ils révèlent aussi que la perception de cet instant décisif repose, d'une part, sur la compréhension que le chef militaire a de la situation tactique et, d'autre part, sur sa capacité à faire exécuter, dans des délais contraints, des manœuvres souvent complexes. Il est donc question ici de performance du renseignement et du commandement.

Or, dans le chaos des opérations futures, les défis ne manqueront pas pour ces deux fonctions opérationnelles. La multiplication des acteurs sur le champ de bataille et l'écrasement des niveaux de commandement apparaissent comme des tendances lourdes dans l'évolution de la conduite de la guerre. Dès lors, le chef militaire pourra-t-il encore espérer déceler l'instant décisif ? Et, si celui-ci se présente, disposera-t-il d'une autonomie de décision suffisante pour lancer au bon moment l'action qui permettra d'exploiter efficacement cette opportunité ? À l'évidence, ces deux questions paraissent centrales pour évaluer la performance de nos systèmes de commandement et s'assurer ainsi de notre supériorité opérationnelle face à un spectre large de menaces.

L'instant décisif : un outil conceptuel majeur dans la planification des engagements de haute intensité

L'instant décisif est un outil conceptuel particulièrement adapté à la préparation des engagements en haute intensité car il renvoie à deux notions essentielles de la conduite de la bataille : l'initiative et l'ascendant. En agissant sur l'environnement des opérations et en s'assurant de disposer de moyens d'action adaptés, le chef militaire peut créer les conditions de cet instant décisif et s'ouvrir des options tactiques.

Avoir conscience des limites de l'approche conceptuelle de la bataille

L'approche conceptuelle de la bataille présente des limites dont il faut tout d'abord avoir conscience. Le concept de « *bataille décisive* » a, par exemple, longtemps nourri la pensée militaire occidentale avec des résultats très inégaux. L'offensive américaine menée en Irak en 2003 portait, par exemple, en elle le sceau de l'illusion de la « *bataille décisive* » avec la mise en œuvre de la doctrine *Shock and Awe*³ supposée anéantir toute volonté

³ Littéralement « *terreur et effroi* ».

de combattre par la démonstration d'une grande puissance de feu. La « *transparence du champ de bataille* » est un autre « *concept trompeur* »⁴ que dénonce le général Yakovleff dans son ouvrage *Tactique théorique* en démontrant notamment que lors de la guerre du Kosovo en 1999, la concentration de tous les moyens dont disposait l'Alliance pour surveiller sa frontière avec la Russie (5 000 km) n'a jamais permis de déterminer le nombre de brigades serbes déployées sur une région « *grande comme quatre départements français* ».

L'instant décisif n'échappe pas à ce constat et il faut donc être mesuré dans son maniement. Il semble difficile, par exemple, d'imaginer un instant décisif dans des opérations de stabilisation ou de contre-insurrection. En effet, dans ces opérations, le « *fort* » doit augmenter progressivement son ascendant (militaire, politique, économique...) pour contenir le niveau de violence. Il est en revanche très rare qu'il puisse conduire une action décisive sur le « *faible* ». Inversement, le « *faible* » dispose généralement de l'initiative mais, sauf action extraordinaire (attaque du 11 septembre 2001 par exemple), la puissance des coups portés s'avérera rarement décisive pour reprendre l'ascendant.

Par conséquent, s'il existe effectivement un lien entre « *instant décisif* », « *initiative* » et « *ascendant* », il faut avoir conscient que celui-ci se révèle principalement dans les engagements de haute intensité, lorsque le rapport de force est à l'équilibre et que le rythme élevé des opérations impose de trouver les opportunités tactiques qui feront basculer l'issue de la bataille.

Créer les conditions de l'instant décisif pour prendre l'initiative et gagner l'ascendant

Dans cette configuration d'un conflit symétrique de haute intensité, le chef tactique a la responsabilité de déceler, dès la phase de planification, toutes les fenêtres d'opportunité qui lui permettront de prendre l'initiative et de gagner l'ascendant.

La prise d'initiative consiste à être en capacité d'imposer son rythme à l'adversaire et à ne pas subir le sien. Le débarquement surprise d'Incheon (15 septembre 1950) a, par exemple, permis au général Mac Arthur de mettre fin à une série de succès nord-coréens. Quelques années auparavant,

⁴ Général Yakovleff, *Tactique théorique*, Éditions Economica, p. 256 (note de bas de page).

le débarquement de Normandie (6 juin 1944) constituait également un moment de bascule décisif pour la suite des opérations alliées. Dans les deux cas, les chefs militaires ont su transformer une fenêtre d'opportunité (météo, niveau de marées) en instants décisifs. Il est donc possible de créer les conditions de l'instant décisif en s'ouvrant des options tactiques dès la phase de planification.

Cette prise d'initiative ne garantit toutefois pas de gagner l'ascendant. Le processus est en effet plus complexe car il dépend surtout du rapport des forces en présence. Mais un travail poussé de renseignement et planification peut permettre de gagner définitivement l'ascendant sur l'adversaire en exploitant une fenêtre d'opportunité.

La *bataille des six jours* (5 au 10 juin 1967) en est une illustration particulièrement efficace. L'intense travail de renseignement réalisé par le *Mossad* avait en effet permis de mettre en évidence l'absence quasi-systématique des officiers d'état-major du haut commandement égyptien à leur poste de travail de 08 h 00 à 08 h 30. Dès lors, c'est dans cette fenêtre d'opportunité précise, au moment où « *personne ne pourrait diriger la riposte* »⁵, que l'armée de l'air israélienne a concentré tous ses efforts pour détruire les installations aériennes égyptiennes mais également syriennes et jordaniennes. Ainsi, en dépit d'un rapport de force éminemment défavorable, les israéliens ont pu exploiter de manière décisive une opportunité pour conquérir un ascendant définitif sur leurs adversaires.

Cette réflexion sur l'instant décisif dans les engagements de haute intensité révèle donc que celui-ci peut être recherché, dès la planification des opérations. Il s'agit de comprendre et de façonner l'environnement pour dégager des opportunités tactiques et prendre l'initiative ou gagner l'ascendant.

Saisir et exploiter l'instant décisif

Anticiper les coups et les parades revient finalement à penser la bataille comme une partie d'échec. Or dans les conflits modernes, l'échiquier ne contient plus seulement 2 couleurs, 32 pièces et 64 cases. Plusieurs « *joueurs* » prennent désormais systématiquement place autour du plateau et aucun n'applique les mêmes « *règles* ». Le « *plateau* » lui-même n'a plus de réalité physique lorsque les « *parties* » se passent dans des champs dits « *immatériels* ». Surtout, les « *joueurs* » n'ont qu'une capacité

⁵ Gordon Thomas, *Histoire secrète du Mossad*, Nouveau Monde Éditions, 2006, p. 83.

de décision limitée sur l'emploi de leurs propres pièces. La coalition internationale qui a été construite pour venir à bout de l'État Islamique illustre la complexité des réseaux qui unissent les acteurs de la bataille et les divergences d'objectifs qui peuvent exister au sein d'un même camp. Dans de telles conditions, le chef tactique ne dispose que d'une autonomie limitée dans l'emploi de ses moyens par les règles d'engagement et les restrictions nationales (*caveats*).

Par conséquent, dans le chaos des opérations modernes, le brouillard de la guerre est plus épais que jamais et la liberté de décision est diluée entre les différents niveaux de commandement.

C'est pourtant dans cette configuration que s'inscrit l'hypothèse future d'un engagement majeur en conflit symétrique de haute intensité. Et c'est donc dans cette configuration qu'il faut garantir la performance du commandement pour saisir et exploiter l'instant décisif avant l'ennemi.

Décider plus vite pour agir plus vite : maîtriser les outils d'aide à la décision

Pour cela, le chef militaire doit être doté d'outils d'aide à la décision qui permettront de déceler les informations les plus pertinentes pour dégager les options tactiques les plus cohérentes. Il s'agit de maîtriser les outils technologiques pour décider plus vite et agir plus vite.

Dans son ouvrage *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*⁶, Christian Malis démontre ainsi que, dans l'hypothèse d'une guerre nucléaire, toutes les décisions devront être prises dans des délais qui dépassent les capacités de réaction humaine : il s'agira de détruire la menace avant d'être détruit soi-même. Il propose pour cela de recourir à l'aide technologique dans les outils d'aide à la décision, voire même, de déléguer certaines prises de décisions à des systèmes automatisés. Cette analyse paraît transposable à l'échelle tactique où, celui qui identifiera le premier l'instant décisif pourra potentiellement neutraliser ou détruire son adversaire par une combinaison de feux toujours plus puissants et précis. Les études prospectives sur le combat collaboratif et l'infovalorisation laissent en effet présager que, prochainement, les unités seront en mesure de partager les observations (observation collaborative) et de s'apporter une protection mutuelle (protection collaborative) sans intervention humaine. Ces mêmes systèmes pourraient également être en mesure de proposer des options

⁶ Christian Malis, *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, Éditions Fayard, 2014.

tactiques pour détruire la menace identifiée (agression collaborative). Plusieurs mesures de coordination pourraient donc intervenir en dehors de toute décision humaine. En accélérant ainsi le processus de prise de décision, la supériorité technologique peut constituer un atout clé pour saisir l'instant décisif avant l'ennemi.

La technologie offre également une compréhension plus détaillée du champ de bataille. Sans revenir au « *concept trompeur* » de la transparence du champ de bataille, il sera bientôt possible, grâce à la géolocalisation amie (GLA), d'avoir une vision instantanée des positions des unités amies, voire alliées suivant le degré d'interopérabilité. Si ces technologies ne révèlent pas l'intention ennemie et ne décrivent pas non plus la complexité humaine des opérations, elles constitueront là encore une aide décisionnelle déterminante. Certes, il existe un risque que ces outils de coordination soient détournés de leur but premier et que cela amplifie encore la tendance à l'écrasement des niveaux de commandement. Mais sous réserve de maîtriser ce risque, le chef tactique pourra bénéficier, grâce à la GLA, d'un outil de coordination des effets particulièrement adapté à l'exploitation rapide d'une opportunité tactique.

*Envisager la rupture de la permanence du commandement
et promouvoir la subsidiarité jusqu'aux plus bas échelons tactiques*

Enfin, dans un environnement cyber-électromagnétique qui devrait aussi être de plus en plus contesté, le chef militaire devra surtout préparer la possibilité de rupture de la permanence du commandement et promouvoir la subsidiarité jusqu'aux plus bas échelons tactiques.

Il s'agit par exemple d'envisager l'hypothèse d'une neutralisation des outils de commandement par l'ennemi : comment continuer à décider sans ces outils ? En outre, cette rupture de la chaîne de commandement pourra également être recherchée, pour abaisser la signature électromagnétique d'une unité et camoufler un mouvement ou une intention tactique. Assurément, cette aptitude à gérer l'isolement tactique devra être développée dès les séquences d'entraînement par la définition de mesures de coordination robustes. Notons tout de même que la plupart de ces procédures existent déjà : vacations, prises de contact physique, ligne de coordination, plans de feux... Il est donc très probable que la perspective des engagements de haute intensité amène des unités suréquipées à redécouvrir d'anciennes méthodes de travail qui ont déjà fait leurs preuves. Cette agilité intellectuelle constitue assurément un défi majeur pour la formation des futurs chefs tactiques.

Dès lors, ces chefs tactiques, devront être en mesure de décider seul et d'agir rapidement pour saisir l'instant décisif dans le chaos des opérations futurs. Cette réflexion apparemment simple, se révélera en réalité difficile à mettre en place car les états-majors et les chefs militaires ont pris, dans les opérations récentes, des habitudes de commandement et de contrôle qui seront difficiles à gommer. En effet, l'exhaustivité des méthodes actuelles de planification a pour vertu première de permettre aux décideurs d'absorber la pression de l'écrasement des niveaux de commandement (du politique au tactique) en leur offrant une vision séquentielle de toutes les tâches qui seront accomplies par les unités subordonnées pour atteindre l'état final recherché. Cette recherche de transparence et de contrôle se traduit notamment par l'utilisation quasi-systématique de synchromatrices et d'indicateurs de performance pour conduire les opérations. Mais cette vision séquentielle et contrôlée des opérations est-elle adaptée pour conduire un engagement de haute intensité ? Non, car en dépit de la volonté de contrôle des échelons supérieurs, ce sont bien leurs unités subordonnées qui devront gérer la friction permanente dans le chaos des opérations futures. C'est donc à leur niveau que se révéleront les premières opportunités tactiques pour prendre l'initiative et gagner l'ascendant. Les postes de commandement devront donc accepter d'être partiellement aveugles sur le déroulement de la manœuvre et faire confiance à leurs unités subordonnées dans l'atteinte des objectifs et la réalisation de l'intention. C'est bien dans cet état d'esprit que doit s'inscrire la promotion de la subsidiarité jusqu'aux plus bas échelons tactiques afin de garantir la performance verticale du commandement.

Dans la mythologie grecque, le dieu *Kairos* avait l'apparence d'un jeune homme fougueux et trois hypothèses se présentaient à ceux qui le croisaient : soit ils ne le voyaient pas, soit ils le voyaient sans pouvoir réagir, soit ils parvenaient à le saisir par son unique mèche de cheveux pour le retenir et ne plus le lâcher. Cette image antique révèle que pour exploiter une opportunité il faut comprendre qu'elle existe et être en capacité de la saisir avant qu'elle ne disparaisse. C'est à ce double impératif (comprendre et réagir sans délai) que doivent répondre les futurs systèmes d'aide à la décision. Et c'est dans cette perspective que les chefs tactiques doivent être formés et préparés à leur possible engagement dans un conflit de haute intensité.

La Légion arabe (1920-1956) : un précurseur du Partenariat Militaire Opérationnel

*Chef de bataillon Christian DUBOIS,
officier stagiaire (EMSST) de la 61^e promotion
du Royal Jordanian Command and Staff College*

Le 30 octobre 1918, les dignitaires ottomans vaincus signaient avec les Britanniques l'armistice de Moudros, qui réglait les détails de leur capitulation. La « Sublime Porte » avait duré six siècles. Son administration impériale était démantelée et ses forces armées démobilisées. Le Royaume Uni et la France, alliés victorieux, s'attachèrent alors à appliquer leurs accords secrets pour un nouveau découpage territorial du Proche Orient¹ jusqu'à sa ratification définitive par la jeune République turque au traité de Lausanne en 1923. Dans l'entre-temps, les alliés, chacun à leur manière, s'appliquèrent à tirer à leurs avantages l'inévitable flottement politique.

C'est dans ce contexte qu'une poignée de jeunes officiers britanniques fut missionnée d'assurer une nouvelle *pax romana* dans les territoires à l'Est du Jourdain relevant de l'autorité britannique. Ils y levèrent alors une centaine de « gendarmes » locaux armés : la « Légion arabe » était née. Trente-six ans plus tard, lorsqu'elle s'affranchit sans fracas de la tutelle britannique pour devenir l'Armée Royale Jordanienne, elle comptait trois brigades interarmées, modernes, autonomes, aguerries et craintes d'Israël². Comment d'un si petit embryon est née une si grande force ?

¹ Le Proche Orient est compris dans la définition qu'en fait Georges Corm, libanais orientaliste émérite, dans *Le Proche Orient éclaté*.

² Lors des accords d'armistice israélo-arabes de Rhodes en 1949, Israël demandera sans succès l'évacuation de la Légion arabe de la zone stratégique de Latroun. Certes en 1967 la guerre des Six jours verra la victoire fulgurante (moins de 72 heures) de l'armée israélienne, mais tous les témoignages convergent pour établir que l'armée jordanienne était alors la plus aguerrie des alliés arabes.

La Légion arabe peut être considérée comme une brillante réussite de coopération militaire³ car elle résulte d'une véritable osmose entre ses fondateurs et la nation qui en bénéficia. Après avoir planté le décor de la création de la Légion arabe, nous analyserons comment ses fondateurs, profondément imprégnés des traditions locales, ont agi en passeurs, pour remplir une mission qu'ils considéraient comme sacrée.

1. Contexte géopolitique : l'émergence de la Jordanie comme État

Le contexte géopolitique de l'apparition de la Légion arabe nécessite, pour être compris, de revenir quelques années en arrière.

Alors que la Première Guerre mondiale fait rage en Europe, *Sir* Henry McMahon, haut-commissaire britannique au Caire, promet⁴ en 1915 à Hussein, hachémite et chérif de La Mecque⁵ un « grand royaume arabe ». Fort de cet engagement, Fayçal, fils d'Hussein, prend la direction de la révolte arabe que son père a proclamée le 10 juin 1916 contre l'Empire Ottoman.

Thomas Edward Lawrence, jeune britannique archéologue qui a déjà vécu plusieurs années de fouilles au Proche Orient, et fraîchement enrôlé comme officier de renseignement sous le Haut commandement du Caire, est envoyé dans le désert de l'actuel Arabie Saoudite afin de rendre compte de l'activité des mouvements nationalistes arabes menés par Fayçal ibn Hussein. Lawrence, subtil connaisseur des peuplades bédouines et fin stratège, réussit la prouesse de se faire accepter des rebelles arabes comme l'un des leurs⁶ et à convaincre leurs chefs de coordonner leurs efforts en convergence avec les intérêts britanniques. Ensemble, ils attirent ainsi sur ses conseils de nombreuses forces ottomanes dans le Hedjaz⁷ pour les y décimer par une audacieuse guérilla, privant l'Empire ottoman, durant de longs mois, de forces qui seraient utiles en Palestine puis en Syrie contre les Anglais qui y gagnent du terrain.

² Ce terme, s'il est un néologisme, convient pourtant bien à ce qui fut réalisé à cette époque par la Couronne.

⁴ *Les Palestiniens, Genèse d'une nation*, Xavier BARON, Seuil, 2000, p. 18.

⁵ Les villes saintes de Médine et La Mecque seront prises en 1924 à la famille Hachémite par Abdelaziz ben Abderrahmane Al Saoud, fondateur de l'actuel royaume d'Arabie Saoudite. Cependant, n'étant pas descendant de Mahomet, ce dernier ne peut prétendre au titre de chérif de La Mecque.

⁶ *Les sept piliers de la Sagesse*, récit autobiographique des combats de T.E. Lawrence dans la péninsule arabe est éloquent : l'auteur y livre une magistrale leçon d'intégration culturelle.

⁷ Chaîne montagneuse formant la côte Sud de la péninsule arabe, où se situe notamment les villes saintes de La Mecque et Médine, au bord de la Mer Rouge.

Lawrence entrera dans la postérité occidentale sous le nom « Lawrence d'Arabie » et orientale sous celui d'« Al Laurens ».

Devenu un des chefs arabes par ses mérites au combat, Lawrence gagne la confiance de Fayçal. Or ce dernier se bat pour réaliser le projet de son père : créer un grand royaume arabe comprenant les anciennes *wilayat* (régions) ottomanes du Hedjaz, de Jordanie, d'Irak et de Syrie. Lawrence, lui, qui gagnera rapidement le *Foreign Office* à ses vues, identifie que l'intérêt des Britanniques est de morceler le Proche-Orient, à l'exception de la Syrie qui devait acquérir une réelle indépendance et dont il promet le trône à Fayçal avec l'assentiment du *Foreign Office*.

En juillet 1917, Lawrence s'empare audacieusement d'Aqaba. Le 1^{er} octobre 1918, il opère à Damas la jonction avec l'armée du général Allenby. Le 30 octobre 1918, les ottomans vaincus signent avec les Britanniques l'armistice de Moudros, qui règle les détails de leur capitulation. Dans l'immédiat après-guerre, Lawrence travaille pour le *Foreign Office* et est chargé par Hussein de se rendre à Versailles afin de participer au règlement de paix. L'année suivante, entre janvier et mai 1919, il participe, en tant que membre de la délégation de Fayçal, à la conférence de paix de Paris. Le Proche-Orient ottoman y est alors divisé par la Société des nations: conformément aux accords secrets dits de « Sykes-Picot »⁸, les Français reçoivent un mandat sur la Syrie et le Liban, tandis que la Palestine, la Transjordanie et la Mésopotamie sont placées sous mandat britannique. En avril 1920, la conférence de San Remo entérine ce partage, en dépit des promesses d'indépendance et d'unification faites par les Britanniques aux Arabes.

Trahit par le *Foreign Office*, Fayçal s'y oppose, se proclame alors roi de Syrie en mars 1920 et forme un gouvernement, bien sûr non reconnu par la France et par le Royaume-Uni. En juillet 1920, le général Henri Joseph Eugène Gouraud prend possession du pays à la tête de l'armée française du Levant. La colonne française du général Mariano Goybet le précède ; il bat les troupes chérifiennes à la Bataille de Khan Mayssaloun⁹ le 26 juillet et chasse Fayçal de Damas, brisant l'espoir de Lawrence de libérer durablement la Syrie, même si lui-même reconnu plus tard que « ...si nous venions à gagner la guerre, les promesses faites aux Arabes seraient un chiffon de papier... »¹⁰, faisant allusion aux accords secrets Sykes-Picot.

⁸ Du nom de leurs deux principaux protagonistes, représentants respectivement les empires britannique et français, qui négocièrent ensemble en 1916 le partage de la péninsule arabe.

⁹ 25 km à l'Ouest de Damas, dans les montagnes de l'Anti-Liban.

¹⁰ *Seven Pillars of Wisdom*, T.E. Lawrence, A Triumph, p. 345.

Les Alliés victorieux et l'Empire ottoman signent le traité de Sèvres¹¹ le 10 août 1920 : l'Empire ottoman y renonce officiellement et définitivement à ses provinces arabes. L'administration ottomane est alors partout démembrée. À ce moment, Lawrence est devenu conseiller de Winston Churchill au *Colonial Office* (jusque vers la fin de 1921) et c'est lui qui obtient que la couronne d'Irak soit remise à Fayçal. À l'Est du Jourdain, les troupes britanniques se retirent en laissant un certain vide.

Le chérif Abdallah, troisième fils du roi Fayçal, y compose une force d'un millier de combattants destinée à venger son père en évinçant les Français de Syrie, terre de ses ancêtres hachémites. L'Empire britannique se démène alors pour le faire renoncer à ses visées belliqueuses, afin de préserver ses relations avec l'empire français. À cette fin, et pour honorer l'implication des hachémites contre les Ottomans lors de la Première Guerre mondiale, l'Empire britannique octroie¹² en avril 1921 à Abdallah 1^{er} l'« Émirat de Transjordanie », État indépendant placé sous mandat britannique.

La Transjordanie déclarera son indépendance en mai 1946, deux mois après la fin du mandat britannique, puis après le conflit de la création de l'État d'Israël, prendra le nom de « Royaume hachémite de Jordanie » en 1949.

2. Un modèle de transmission fondé sur la compréhension culturelle

Afin de préserver la sécurité du jeune État transjordanien dans une logique d'autonomisation¹³, le *Foreign Office* exprime le désir de doter la Transjordanie d'une gendarmerie chargée initialement d'en garder les frontières. Cinq officiers britanniques de l'armée indigène sont envoyés en Transjordanie à cette fin. Après quelques débuts hésitants¹⁴ en 1920, cette unité prend rapidement le nom de Légion arabe, successivement

¹¹ L'article 95 du traité de Sèvres reprend les principes de la célèbre déclaration Balfour de 1917 reconnaissant le droit au mouvement sioniste à constituer en Palestine un « foyer national juif ». Les conditions du démembrement de l'Empire ottoman seront intégralement soldées par le traité de Lausanne le 24 juillet 1923, signé par la jeune République turque dont il délimite les frontières. Fait marquant, il organise des déplacements massifs de population visant à assurer l'homogénéité religieuse au sein des nouvelles frontières étatiques de la région.

¹² Suite à la conférence du Caire menée du 12 au 30 mars 1921.

¹³ *The Beginnings of the Arab Legion*, Uriel DANN, p. 182 à 184.

¹⁴ La Légion arabe est née de la prise en main par le lieutenant-colonel Peake de la petite force de gendarmerie qu'avait mis au point son subordonné le capitaine C. Duntar Brunton, représentant britannique à Amman. Ce dernier n'est pas entré dans la postérité en raison de son manque de sens politique vis-à-vis du chérif Abdallah, restés sans grande incidence en raison de l'intervention rapide de Peake.

commandée par Frederick Gerard Peake, son fondateur, pendant 17 ans, puis Sir John Bagot Glubb pendant la même durée. Tous deux étaient officiers britanniques de l'armée de sa Majesté, issus de Sandhurst, fins arabophones et arabisants érudits. Leurs personnalités respectives, exceptionnelles dans leur engagement, sont déterminantes dans l'aventure de la Légion arabe.

Peake avait fait ses armes en 1918 comme chef de détachement méhariste de sabotage durant la révolte arabe de Fayçal¹⁵. T.E. Lawrence dira de lui, dans les sept Piliers de la sagesse : « *il avait une âme brûlante, impatiente* ». En 1921, il n'a pas de mal à passer l'effectif initial de la Légion de 100 à 750 hommes, comme il lui est ordonné. Capable de grands accès de colère, qui lui valurent le surnom local « nuage d'orage »¹⁶, il n'en était pas moins un homme d'un raffinement exquis et connu pour sa courtoisie. Jusqu'en 1927, l'essentiel de son action consiste à structurer la Légion à travers le pays pour y faire régner la paix entre les tribus : il publie d'ailleurs une somme sur l'histoire et les tribus jordaniennes. À cette date, le traité anglo-transjordanien réduit la Légion. Peake tourne alors son énergie à déployer ses talents d'administrateur : il fait rénover l'antique route romaine Aqaba-Amman, puis modernise et étend le réseau d'irrigation du pays. Il est si efficace que la Transjordanie, connue pour son désert, devient exportateur de céréales en cinq ans. Lorsqu'il rend son commandement en 1939 et quitte le pays, les tribus jalonnent son trajet jusqu'à la frontière pour lui dire adieu.

Glubb quant à lui s'était porté volontaire en 1920, à 23 ans, pour servir en Iraq où il prit goût au mode de vie bédouin. Il est connu pour avoir été un homme pieux, courageux, énergique, plein d'humour et loyal, toutes qualités émérites aux yeux des arabes. En 1924, il passa une permission à traverser 800 km de désert à dos de chameau. Après dix ans à leurs côtés, homme d'écoute et très patient, la vie bédouine n'avait plus de secrets pour lui¹⁷. Glubb est affecté en 1930 à la Légion arabe pour y apporter son expertise de la lutte contre les rezzous : il avait en effet gagné une solide réputation en pacifiant les relations entre tribus bédouines irakiennes.

¹⁵ Épaulé par Lawrence d'Arabie durant toute la guerre, cf. 1^{re} partie.

¹⁶ *The Arab Legion*, Young PETER, p. 17.

¹⁷ In *O Jérusalem*, p. 206 : « il avait tout de suite épousé leur mode de vie. Juché sur de rapides chameaux *hadjin*, il rivalisait d'endurance avec eux. Il dormait enveloppé dans une peau de chèvre à même le sable [...] Sa nourriture était la leur [...] il accumulait patiemment une connaissance unique sur leur race en voie de disparition. Il s'était pour ainsi dire fait bédouin jusque dans les gestes : s'asseyant en leur compagnie, il se mettait à pourchasser sur sa poitrine des poux imaginaires... ».

Il passe les premières semaines de sa nouvelle mission à visiter les tribus Howeitat, vivant dans le désert frontalier de la Transjordanie et l'Arabie Saoudite, travaillant à faire oublier sa fonction de représentant d'une puissance étrangère tout en se faisant reconnaître comme un homme de bonne volonté et charismatique¹⁸. S'appuyant sur le système clanique, il met rapidement au point un système d'alerte très efficace. Puis il persuade les chefs de tribus récalcitrants d'enrôler leurs jeunes les plus braves dans la *Desert Patrol*, qu'il devait former au sein de la Légion, arguant du fait que dans le cas contraire les autres tribus exerceraient les fonctions de police sur eux : dès 1931 la *Desert Patrol* est opérationnelle. En 1932, tous les rezzous ont cessé dans le pays, sans effusion de sang. L'autorité d'Abdallah étant alors établie sur l'intégralité du territoire, la Légion arabe se tourne alors vers la sécurité extérieure du pays.

Indéniablement, de tels profils ne pouvaient qu'attirer la sympathie et l'estime des jordaniens, catalysant leur énergie au service de sa Majesté, dans un intérêt partagé. Ainsi étaient réunies les conditions d'un bon transfert de compétences britanniques aux Jordaniens.

La Légion va ainsi monter en puissance conformément aux volontés du *Foreign Office*, sous une tutelle britannique légère en effectifs : au faite de sa puissance, elle comprendra seulement 37 officiers britanniques en *mentoring* de trois brigades.

Sur le plan doctrinal, la Légion adopte simplement le modèle de l'armée britannique d'alors, l'adaptant aux contingences locales en intégrant bien sûr le raid par vagues d'assaut successives sur le principe des antiques razzias arabes.

Alors qu'elle s'agrandit, son organisation se structure en compagnies, régiments puis enfin en divisions.

Le chef suprême de la Légion est l'émir Abdallah. Les binômes de commandement y sont systématiquement mixtes anglo-jordanien, afin d'assurer une intégration maximale : Glubb a par exemple pour adjoint le Major-Général Abd al Qadir al Jundi. En 1948, les trois premiers régiments mécanisés sont commandés par des officiers britanniques, dont les adjoints sont tous jordaniens. Les trois autres régiments sont à l'inverse commandés par des officiers jordaniens. Partout les commandants d'unité sont jordaniens.

¹⁸ *Ibid.* : « son attitude dissimulait un tempérament tyrannique. Dans un accès de fureur, il avait un jour bastonné si durement un cheikh qu'il avait dû lui envoyer le lendemain vingt chameaux pour solliciter son pardon ».

Pour ses équipements, se fondant sur l'expérience des combats interarmes de la Première Guerre mondiale, la Légion se dote progressivement mais rapidement d'unités dites « mécanisées » (en réalité motorisés¹⁹ à l'exception de quelques rares « Charioteer » dans les années 50), d'éléments légers de reconnaissance, d'une artillerie de campagne, d'appuis génie, d'unités de soutien et d'escadrilles de combat.

Ceci présenté, il est aisé de comprendre que les officiers britanniques de la Légion arabe travaillaient à la rendre interopérable avec les unités de l'armée de sa Majesté et ensuite plus largement avec celles de l'ensemble du Commonwealth, bâties sur le même modèle. Cette interopérabilité se vérifiera sur le terrain lors des engagements de la Légion.



La garde au drapeau du 2^e Régiment mécanisé de la Légion.
On y voit trois « autocannons ».

3. L'efficacité opérationnelle comme fin et moyen

Le *Foreign Office* avait bien identifié combien la guerre par procuration est un instrument stratégique rentable. Aussi les officiers britanniques de la Légion arabe travaillaient ils avec exaltation à en faire un outil pleinement

¹⁹ Les célèbres « autocannons » (Marmon-Herrington Mark 4) constituent l'essentiel de la capacité blindée de la Légion. De fabrication sud-africaine, ils sont des blindés légers de 6,5 t, à 4 roues motrices dotés d'un canon court de 40 mm et de 2 mitrailleuses.

opérationnel, tant pour démultiplier la puissance des armées de sa Majesté que pour crédibiliser la mandature britannique. Lorsque la Légion fut impliquée dans un conflit qui n'était clairement pas le leur, les officiers britanniques continuèrent de la servir avec abnégation et humilité.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, l'émir Abdallah offre spontanément la contribution de sa Légion à l'effort de guerre britannique. Après le coup d'État début 1941 en Irak favorable au *Reich*, la Légion s'auréole de gloire auprès des troupes britanniques : en mai à Rutbah, puis en guidant l'armée de Kingstone à travers le désert avant d'attaquer Habbaniyah, par des raids hardis pour couper la voie ferrée reliant Mossoul à Bagdad et enfin en éclairant la progression britannique jusqu'aux faubourgs de la capitale irakienne. Glubb sera d'ailleurs des signataires de l'armistice. Alors que la Légion traverse le désert pour rentrer à Amman, elle s'illustre à nouveau par sa bravoure en Syrie dans les combats autour de Palmyre en juin 1941 face aux troupes françaises de Vichy, à Seba' Biyar et Sukhna.

Ces faits de guerre des troupes jordaniennes légitimeront Abdallah à réclamer aux Anglais l'indépendance de son pays. Le mandat britannique en Jordanie se termine le 22 mars 1946 : la Transjordanie déclare son indépendance le 25 mai.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU vote le terme du mandat britannique sur la Palestine (à échéance du 15 mai 1948) et son Partage en un État juif et un État arabe ; Jérusalem et sa région devant devenir un *corpus separatum* sous contrôle international. Le lendemain, la guerre civile éclate entre Juifs et Arabes tandis que les Britanniques abandonnent la gestion du maintien de l'ordre et organisent leur retrait.

Le 13 mai 1948, le colonel Abdullah Tell, chef de corps du 6^e régiment de la Légion, force la main à Glubb prétextant qu'une de ses compagnies rencontre de grandes difficultés tactiques alors qu'elle assurerait l'arrière-garde du désengagement d'une colonne britannique²⁰. Il engage son régiment contre le groupement de kibboutz de Kfar Etzion, dont il s'en empare en une journée avec ses autocanons suivis de ses 600 fantassins et de combattants irréguliers arabes face aux 131 combattants juifs du *Palmach*²¹ qui se battent comme des lions.

²⁰ En tant que force auxiliaire des Britanniques en Palestine mandataire, plusieurs éléments de la Légion arabe servent en Palestine à la fin du mandat. Les Britanniques avaient promis que ces unités seraient retirées pour la fin avril, mais plusieurs « raisons techniques » feront que quelques compagnies ne quitteront pas le pays avant le 15 mai 1948.

²¹ Unité d'élite de la *Haganah*.

Lorsque le village tombe, les officiers arabes de la Légion parviennent à contenir les atrocités des irréguliers arabes cherchant à venger le massacre de Der Yassin²².

David Ben Gourion déclare solennellement la fondation de l'État d'Israël le 14 mai 1948. Dans un grand élan exalté, la Ligue arabe lui déclare immédiatement la guerre sainte, le *jihad* : Liban, Syrie, Irak, Arabie Saoudite, Yémen, Transjordanie et Egypte lancent leurs troupes de toutes parts en Palestine pour « repousser les juifs à la mer » selon un plan préétabli. Mais malgré les apparences, les chefs d'États arabes œuvraient tous selon des agendas différents conformes à leurs ambitions personnelles²³. En ce qui le concerne, l'émir Abdallah avait conclu l'accord secret de Whitehall avec l'Agence juive et Londres²⁴ : l'idée était d'engager la Légion conformément aux plans de la Ligue pour lui donner des gages, mais sans combattre véritablement la *Haganah*²⁵, ceci en échange de l'octroi à la Transjordanie des territoires arabes du Partage et du maintien de Jérusalem comme zone internationale.

Le 14 mai 1948, en même temps que les autres armées arabes, juste derrière Jéricho, entre le Mont de la Tentation et le ruisseau de Keritk, la Légion s'engage en Palestine avec deux brigades (soit 6 régiments) et 500 véhicules, sans grands combats conformément aux accords secrets.

Mais dès le départ des troupes britanniques, la *Haganah* s'employa à contrôler toute la vieille ville de Jérusalem en violation de son accord secret. Jérusalem est en effet un enjeu symbolique et stratégique majeur tant pour les Juifs que les Arabes. Très vite, les combattants palestiniens désorganisés craignent d'être terrassés par les forces israéliennes. La tension monte, y compris dans les rangs de la Légion dont les forces n'étaient pas massivement lancés contre la *Haganah*. C'est alors qu'Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe, déclare à Abdallah écartelé entre ses différentes politiques : « si la Légion arabe sauve Jérusalem, je ne ferai aucune objection à ce que vous soyez fait roi de la ville sainte

²² Pour gagner en influence politique face à la *Haganah*, le 9 avril 1948, 120 combattants juifs des groupes terroristes Irgoun et Lehi prennent le village de Deir Yassin, non défendu, et y commettent les pires atrocités sur ses habitants. Les faits seront rapportés avec force détail sur toutes les radios arabes, déclenchant d'un même coup l'exode de centaines de milliers de palestiniens vers les pays limitrophes et la haine du monde musulman envers le futur État Israël.

²³ *O Jérusalem*, chapitre 7.

²⁴ *Ibid.*, chapitre 16 et p.327 : « Abdallah était le seul chef d'État arabe résigné au Partage (de la Palestine) ».

²⁵ Armée de l'Agence juive, qui prendra le nom de Tsahal à l'issue de la guerre d'indépendance.

et vous couronnerai moi-même, sinon, je ferai savoir au monde entier que les Hachémites sont des traîtres »²⁶. L'émir de Transjordanie prend à cet instant la décision d'engager sa Légion pour sauver la troisième ville sainte de l'Islam alors que Glubb rechignait à y engager ses troupes.

Depuis les temps bibliques, le destin de Jérusalem s'était décidé autour des crêtes de Latroun, petit village arabe dominant la route stratégique reliant la ville sainte à la côte méditerranéenne. C'est dans cette zone que la Légion réalise les plus beaux faits d'armes de son histoire dans des combats interarmes intenses.

Depuis avril 1948, les irréguliers arabes ont pris le contrôle de Bab El Oued, portion la plus encaissée de la route permettant le ravitaillement des quartiers juifs de Jérusalem depuis Tel Aviv : l'enclave juive de Jérusalem est donc assiégée. Si la résistance juive de Jérusalem tombe, la guerre peut basculer en faveur des arabes. Dans la nuit du 15 au 16 mai, Glubb déploie trois régiments dans la région stratégique de Latroun afin d'empêcher les tentatives juives de désenclaver Jérusalem.

À quatre reprises, la Haganah tente en vain de reprendre Latroun à la Légion : les opérations juives Ben-Nun (24-25 mai), Ben Nun Bet (30-31 mai), Yoram (8-9 juin) et Dani (16-18 juillet) voient l'artillerie et l'ardeur de l'infanterie de la Légion briser les assauts des brigades juives. Bien que la Haganah réalise la prouesse de désenclaver temporairement Jérusalem en ouvrant la « route de Birmanie » le 19 juin 1948 à travers les montagnes, la « bataille de Latroun » restera dans l'inconscient arabe comme la grande victoire de la Légion sur le jeune État d'Israël : le drapeau à l'étoile de David ne flottera plus en effet sur les murs de Jérusalem jusqu'à la guerre des Six jours.

Après la guerre, apparaît le *Free officers movement*, un groupe d'officiers arabes hostiles à la présence de Britanniques dans les rangs de la Légion. En conséquence de leur lobbying, le 1^{er} mai 1956, le roi Hussein congédie Glubb et l'ensemble des officiers britanniques. Ils quitteront le pays sans délais, ni honneurs, ni rancœur. Quelques mois plus tard, la Légion prendra le nom d'Armée Royale Jordanienne, gardant nombre de ses traditions britanniques.

In fine, ce corps mal connu qu'est la Légion arabe apparaît un modèle de partenariat militaire réussi. En effet, elle est le fruit de l'action d'une poignée d'officiers britanniques passionnés qui la hissèrent en deux générations d'une compagnie à trois brigades. Ces officiers, qui commandaient véritablement en ses rangs, la dotèrent en vingt ans du nécessaire pour

²⁶ *Ibid.*, p. 438.

devenir autonome : des savoir-faire mis en œuvre avec succès au combat tout au long de son histoire, une organisation résiliente et des équipements éprouvés sur le spectre complet du combat interarmes et interarmées.

Ce succès du XX^e siècle peut être comparé à l'exemple actuel du partenariat militaire anglo-saxon considéré comme un succès : l'*Iraki Special Operations Force*. Plus connue sous le nom de *Golden Division*, elle a contribué à reprendre la ville de Mossoul à l'État islamique en 2017. La communication occidentale très efficace autour de son action ne doit pas occulter cependant que cette force n'est pas autonome au plan interarmes. Une situation qui peut, sans doute, être liée à une mauvaise compréhension culturelle de cette région et de ses populations par les officiers américains.

Cet écueil potentiel doit être pris en compte par toute armée qui est engagée dans des actions de partenariats militaires opérationnels.

Chronologie :

- 1916-1919 grande révolte arabe.
- 1920 10 août : traité de Sèvres.
- 1920 Peake forme la Légion arabe.
- 1921 Abdallah se voit confier la charge d'Emir de la Transjordanie sous mandat britannique.
- 1930 Arrivée de Glubb pour former la *Desert Patrol*.
- 1932 Dernière razzia tribale en Transjordanie.
- 1936 Révolte arabe en Palestine. Formation de la *Desert Mechanized Force* de la Légion.
- 1939 Peake prend sa retraite.
- 1941 Campagne d'Irak puis de Syrie.
- 1945 Fin de la Seconde Guerre mondiale.
- 1946 Fin du mandat britannique en Transjordanie.
- 1948 Engagement de la Légion arabe en Palestine dans la coalition menée par la Ligue arabe.
- 1949 Armistice israélo-transjordanien.
- 1951 Le roi Abdallah est assassiné. Son petit-fils Hussein lui succède.
- 1956 Les Britanniques sont « remerciés » par Hussein. La Légion devient l'« Armée arabe jordanienne » puis plus tard l'« Armée royale jordanienne ».



Bibliographie :

- BARON Xavier, *Les Palestiniens, Genèse d'une nation*, Seuil, 2000.
- CORM Georges, *Histoire du Moyen-Orient*, La Découverte, 2007.
- COUTAU-BEGARIE Hervé *Traité de Stratégie*, Economica, 2011.
- COUTAU-BEGARIE Hervé, *La guerre irrégulière*, institut-strategie.fr, 2012.
- DANN Uriel, *The Beginnings of the Arab Legion*, Taylor & Francis, 1969.
- De GAULLE Charles, *Vers l'armée de métier*, 1934.
- GLUBB John Bagot, *A Soldier with the Arabs*, Hodder & Stoughton, 1957.
- GLUBB John Bagot, *The Arab Legion*, Hodder & Stoughton, 1948.
- KEEGAN John, *Histoire de la Guerre*, Perrin, 2014.
- LAPIERRE Dominique et COLLINS Larry, *O Jérusalem*, Robert Laffont, 1971.
- LAWRENCE Thomas Edward, *Seven Pillars of Wisdom*, Doubleday Edition, 1935.
- PETER Young, *The Arab Legion*, Osprey Publishing, 1972.
- *Special Operations: Iraqi Special Operations Forces*, StrategyWorld.com, 2009.
- VIDAL Alain, *Le partenariat militaire opérationnel aujourd'hui*, Brennus, 2019.

Revue de tactique générale

CDEC/CTGHM, 1 place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07

Directeur de la publication

Général de division Michel DELION

Rédacteur en chef

Colonel Frédéric JORDAN. Tél. 01 44 42 36 05

Rédacteur en chef adjoint

Lieutenant-colonel Sébastien RALLON. Tél. 01 44 42 45 37

Éditeur rédactionnel

Lieutenant Florence BRUYELLE

Crédits photos

Couverture :

Photo 1 : © Rémi CONNAN/DICOD

Photo 2 : © Musée Crozatier (Le Puy-en-Velay)

Photo 3 : © Réunion des Musées Nationaux et du Grand Palais (Paris)

Photo 4 : © armée de Terre

Conception graphique

M^{me} Nathalie THORAVAL-MÉHEUT

Maquettiste-infographiste

M^{me} Sonia RIVIÈRE

Impression et routage

ÉDIACA, 76 rue de la Talaudière - CS 80508,

42007 Saint-Étienne CEDEX 1

Tél. 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25

Diffusion & Relation avec les abonnés

Sergent Jamila FARAJY

CDEC/DAD/PUB. Tél. 01 44 42 43 18

Tirage

1 800 exemplaires

Dépôt légal

Mars 2021

ISSN de la collection « Revue de tactique générale »

2650-6998

ISBN du volume (version imprimée / version électronique)

978-2-11-155155-8 / 978-2-11-155156-5

La version électronique de ce document est en ligne sur le site intradef du CDEC

<http://portail-cdec.intradef.gouv.fr>

Les documents classifiés ne peuvent être téléchargés que sur des réseaux protégés.



CDEC Centre de doctrine
et d'enseignement du commandement

1, place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07